



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 8 OCTOBRE 2019
GEMEENTERAAD VAN 8 OKTOBER 2019

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents	Séverine De Laveleye, <i>Présidente/Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Stéphane Roberti, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père, Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Alitia Angeli, Evelyne Huytebroeck, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplwicz, Isabelle Lukebamoko- Maduda, Anne Rakovsky, Catherine Beauthier, Nabil Boukili, Caroline Dupont, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Betty Moens, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Denis Stokkink, Simon De Beer, Fatima Abbach, Christophe Borcy, <i>Conseillers</i>
Verontschuldigd	<i>communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 19:33
Opening van de zitting om 19:33

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Le conseil approuve le procès-verbal de la séance du 10 septembre 2019.

Monsieur Charles Spapens est désigné par le sort pour voter le premier aux votes par appel nominal.

De raad keurt de proces-verbaal van de zitting van 10 september 2019 goed.

Mijnheer Charles Spapens wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

1 **Interpellation du public: Tracé du tram 7. (Complémentaire)**

Interpellatie van het publiek: Tracé van tram 7. (Aanvullend)

Monsieur Loewenstein :

La presse de ce 24 septembre nous informe de l'existence d'une étude d'impact réalisée par la STIB portant les différentes options de tracés de la prolongation de la ligne de tram 7 vers la place de Rochefort.

Les options étudiées sont les suivantes :

- Passage du tram 7 entièrement en surface entre l'avenue Albert et la place de Rochefort via l'avenue Reine Marie-Henriette ;**
- Passage du tram 7 en souterrain dans la station Albert pour ressortir en surface vers l'avenue Reine Marie-Henriette ;**
- Passage du tram 7 entièrement en souterrain, dont une partie sous le parc pour ressortir au niveau de la place de Rochefort.**

Lors de l'interpellation citoyenne précédente sur le même sujet le 26/2 dernier, le groupe DÉFI avait émis toute une série de réserves quant à l'option défendue par le Collège de faire passer le tram 7 le long de l'avenue Reine Marie-Henriette, notamment au regard du caractère sinueux, pentu et étroit pour y insérer un site propre dans les deux sens, mais aussi pour des raisons esthétiques et de nuisances pour les riverains, sans oublier la prise en compte du renforcement de la desserte de l'avenue Reine Marie-Henriette en bus au travers de l'exécution du nouveau Plan directeur. L'échevin de la mobilité avait alors indiqué qu'il n'était pas question de toucher au parc et à ses abords et que l'espace pour réaliser ce site propre serait pris sur la bande de stationnement et une bande de circulation, quitte à mettre l'avenue en sens unique.

Selon l'étude d'impact réalisée par la STIB, il semble que, parmi les 3 options précitées, l'option qu'elle privilégie est le passage du tram 7 sous le parc de Forest pour sortir à la place de Rochefort et emprunter ensuite la direction de l'avenue Willemans Ceuppens.

Je lis dans l'avis de la commune sur le plan Good Move que le PRDD empêcherait l'option sous le parc. J'ai eu l'occasion d'interroger la Ministre de la Mobilité Elke Van Den Brandt, sur le même sujet ce matin au Parlement bruxellois, et elle n'avait pas les éléments pour me répondre sur ce point. Pourriez-vous préciser votre argumentation et fournir vos sources ?

Dans sa réponse, elle m'a par ailleurs appris qu'une réunion serait prévue entre la STIB et le conseil communal le 5/11 prochain et qu'une seconde réunion sera organisée à l'attention des riverains le 13 novembre.

J'espère que, pour cette seconde réunion, l'information sera bien communiquée dans le quartier afin de permettre à chacun de s'exprimer.

A ce jour, un permis d'urbanisme existe pour la transformation de la station Albert en station métro-tram. Un second permis doit concerner l'avenir de la ligne 7, ligne qui intéresse fortement les Ucclois qui, si la situation reste telle qu'elle est aujourd'hui, subiront des ruptures importantes pour rejoindre l'axe Albert-Nord. Cette ligne 7 descendant vers le bas de Forest intéressera bien entendu également les Forestois puisqu'elle permettra une connexion beaucoup plus directe notamment vers l'ULB et la VUB. D'où l'importance de trancher rapidement la question afin que cette prolongation ou, à tout le moins, l'installation d'un terminus du tram 7 dans la station Albert, soit effective en même temps que la mise en service du métro.

Enfin, un projet de rénovation du parc de Forest est piloté par Beliris et si les travaux devaient commencer, ils devront forcément prendre en compte la possibilité de prolonger le tram sous le parc

et prévoir une coordination.

- Pourriez-vous m'indiquer où en est le dossier ? Quelles sont les étapes à venir ?
- Quelle est la position officielle du Collège sur la question ? Quand a-t-elle été prise ?
- Pourriez-vous communiquer cette étude d'impact ? Le 26/2, lors de l'interpellation citoyenne, nous avons eu vent d'un document en possession du collège, document que nous avons demandé et qui ne nous a toujours pas été transmis. Ne déplorons cette situation et vous demander la transparence sur ce dossier.

Monsieur Hacken demande à consulter cette étude le plus vite possible. Si le collège refuse de passer sous le parc pour ne pas abattre les arbres, il est favorable au passage le long du parc par l'avenue Marie Henriette. Il demande pourquoi le collège n'affirme pas clairement sa position.

Monsieur Pierre – De Permentier est d'avis que le tracé sous le parc est la meilleure solution, il s'agit d'abattre une vingtaine d'arbres seulement.

Il dit que ce dossier doit être une priorité du collège, Forest doit être desservi et le budget existe.

Madame Plovie :

Vous avez tous signalé les difficultés dans ce dossier, il est grand temps que Forest soit desservi. Il faut être vigilant au bien-être des habitants, il faut augmenter la fréquence des transports en commun. Il faut trouver un équilibre, il faut opter pour la solution qui entraîne le moins de difficultés, qui est la plus efficace.

Monsieur Roberti :

Le plus important est de pouvoir augmenter l'offre des transports en commun. Il y a plusieurs scénarios, il faut voir quel est le scénario le plus efficace et qui entraîne le moins de nuisances. On souhaite augmenter l'offre des transports en commun pour tout le monde, les riverains sont eux-mêmes demandeurs pour améliorer les transports en commun.

Monsieur Mugabo :

Le PRDD ne prévoit pas la possibilité de pouvoir passer en-dessous du Parc, il devrait donc être modifié. Il y a également un problème au niveau du COBAT : On ne sait pas déclasser un bien qui est classé, et le Parc est bien un bien classé.

Monsieur Roberti :

Le collège précédent avait demandé une étude pour un passage en surface. Le collège actuel n'a jamais pris position.

Monsieur Loewenstein :

Lors du collège précédent il a été demandé à la Stib d'étudier toutes les possibilités, aucune position n'a été prise. Vos déclarations à la presse laissent les riverains sur une position très peu claire. Si on ne touche pas au parc de Forest, cela induit le passage par l'avenue Marie Henriette.

Monsieur Hacken :

Le collège n'a donc pas encore d'avis officiel. Les conseillers communaux ont le droit d'avoir une vision sur le plan avant le 5 novembre lors de la réunion avec la Stib pour qu'on puisse poser nos

questions.

Monsieur Roberti :

Je n'ai pas d'autorité sur la Stib. Nous voulions que le ministre compétent vienne faire une explication au collège. Sur base de ces explications, le collège donnera un avis. J'espère que notre relais au niveau de la région puisse être efficace.

Nous sommes très attachés au patrimoine végétal.

De heer Loewenstein:

De pers van 24 september brengt ons op de hoogte van het bestaan van een impactstudie uitgevoerd door de MIVB over de verschillende mogelijke tracés voor de verlenging van tramlijn 7 naar het Rochefortplein.

De drie volgende opties worden bestudeerd:

- Passage van tram 7 volledig bovengronds tussen de Albertlaan en het Rochefortplein via de Maria-Hendrikalaan;**
- Passage van tram 7 ondergronds in het Albertstation om aan de oppervlakte te komen aan de Maria-Hendrikalaan;**
- Passage van tram 7 volledig ondergronds waaronder een deel onder het park om aan de oppervlakte te komen ter hoogte van het Rochefortplein.**

Tijdens de vorige burgerinterpellatie over hetzelfde onderwerp op 26/2 laatstleden had de DÉFI-fractie een hele reeks bedenkingen geuit over de door het College verdedigde optie om tram 7 te laten rijden langs de Maria-Hendrikalaan, met name omdat dit stuk kronkelig, hellend en smal is om er een eigen bedding in beide richtingen in te voegen, maar ook om esthetische redenen en om overlast voor de bewoners te voorkomen, zonder te vergeten rekening te houden met de versterking van de bediening in de Maria-Hendrikalaan door de uitvoering van de nieuwe busdienst.

De schepen van mobiliteit had toen gepreciseerd dat er niet aan het park en de omgeving geraakt zou worden en dat de ruimte voor de eigen bedding afgenomen zou worden van de parkeerstrook en een rijstrook, of dat de laan desnoods in enkele richting gebracht zou worden.

Volgens de impactstudie van de MIVB zou, onder de 3 voornoemde opties, de voorkeur uitgaan naar de passage van tram 7 onder het park van Vorst, om uit te komen aan het Rochefortplein en vervolgens richting Wielemans-Ceuppenslaan te rijden.

Ik lees in het advies van de gemeente over het Good Move-plan dat het GPDO de optie onder het park zou verhinderen. Ik had vanmorgen de gelegenheid om minister van Mobiliteit Elke Van Den Brandt in het Brusselse parlement over hetzelfde onderwerp te ondervragen en zij had niet de informatie om hierop te antwoorden. Kunt u uw argumentatie verduidelijken en uw bronnen verstrekken?

In haar antwoord deelde ze me ook mee dat er op 5/11 een vergadering tussen de MIVB en de gemeenteraad zal plaatsvinden en dat er op 13 november een tweede vergadering voor de buurtbewoners zal worden georganiseerd.

Ik hoop dat de informatie voor deze tweede vergadering goed zal worden gecommuniceerd in de buurt, zodat iedereen zich kan uiten.

Momenteel bestaat er een stedenbouwkundige vergunning voor de transformatie van het Albertstation in een metro-tramstation. Een tweede vergunning zou betrekking hebben op de toekomst van lijn 7, wat de Ukkelaars enorm interesseert, want als de situatie blijft zoals nu, zullen

zij het moeilijker krijgen om de as Albert-Noord te bereiken. Aangezien lijn 7 naar laag-Vorst loopt, zal dat uiteraard ook de Vorstenaren interesseren, aangezien het een veel directere aansluiting zal bieden naar de ULB en de VUB. Daarom is het belangrijk om snel een beslissing te nemen zodat deze verlenging of op zijn minst de installatie van een terminus van tram 7 in het Albert-station, tegelijk met de ingebruikname van de metro, effectief is.

Tot slot wordt er een renovatieproject van het park van Vorst geleid door Beliris en als die werken van start zouden gaan, moet er uiteraard rekening gehouden worden met de mogelijkheid om de tram te verlengen onder het park en moet er coördinatie voorzien worden.

- Kan u een stand van zaken van het dossier geven? Wat zijn de volgende stappen?**
- Wat is het officiële standpunt van het College daaromtrent? Wanneer werd dit standpunt ingenomen?**
- Kan u de impactstudie meedelen? Op 26/2, tijdens de burgerinterpellatie, hoorden we van een document dat in het bezit is van het College, een document waar we om hadden gevraagd en dat ons nog steeds niet is bezorgd. Wij betreuren deze situatie en vragen u om transparantie in dit dossier.**

De heer Hacken vraagt om deze studie zo snel mogelijk te raadplegen. Als het college weigert onder het park door te gaan om de bomen niet te moeten vellen, is hij er voorstander van om langs het park te gaan via de Maria-Hendrikalaan. Hij vraagt waarom het college zijn standpunt niet duidelijk tot uitdrukking brengt.

De heer Pierre – De Permentier is van mening dat het tracé onder het park de beste oplossing is, er moeten slechts een twintigtal bomen geveld worden.

Hij zegt dat dit dossier een prioriteit moet zijn voor het college, dat Vorst moet worden bediend en dat het budget bestaat.

Mevrouw Plovie:

U hebt allen gewezen op de moeilijkheden in dit dossier, het is hoog tijd dat Vorst wordt bediend. We moeten waakzaam zijn voor het welzijn van de inwoners, we moeten de frequentie van het openbaar vervoer verhogen. We moeten een evenwicht vinden, we moeten de oplossing kiezen die de minste problemen veroorzaakt, die het meest doeltreffend is.

De heer Roberti:

Het belangrijkste is om het aanbod van het openbaar vervoer te kunnen vergroten. Er zijn verschillende scenario's, we moeten bekijken welk het meest doeltreffende scenario is en dat het minste hinder veroorzaakt.

We willen het aanbod van het openbaar vervoer voor iedereen verhogen, de buurtbewoners zijn zelf vragende partij om het openbaar vervoer te verbeteren.

De heer Mugabo:

Het GPDO voorziet niet in de mogelijkheid om onder het park door te gaan, het zou dus gewijzigd moeten worden. Er is ook een probleem met het BWRO: We kunnen een beschermd goed niet deklasseren, en het Park is wel degelijk een beschermd goed.

De heer Roberti:

Het vorige college had gevraagd om een studie voor een bovengrondse passage. Het huidige college heeft nooit een standpunt ingenomen.

De heer Loewenstein:

Het vorige college had aan de MIVB gevraagd om alle mogelijkheden te bestuderen, er werd geen enkel standpunt ingenomen. Uw verklaringen aan de pers laten de buurtbewoners in een zeer onduidelijke positie achter. Indien men niet raakt aan het park van Vorst, brengt dit de passage via de Maria-Hendrikalaan met zich mee.

De heer Hacken:

Het college heeft dus nog geen officiële mening. De gemeenteraadsleden hebben het recht om vóór 5 november tijdens de vergadering met de MIVB een visie op het plan te hebben, zodat wij onze vragen kunnen stellen.

De heer Roberti:

Ik heb geen gezag over de MIVB. We wilden dat de bevoegde minister uitleg aan het college kwam geven. Op basis van deze toelichtingen zal het college advies verstrekken. Ik hoop dat onze verbindingsschakel op gewestelijk niveau doeltreffend kan zijn. We zijn erg gehecht aan het groene erfgoed.

1 annexe / 1 bijlage

2 Interpellation concernant la prolongation du tram 7 sous le parc de Forest (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal)

La presse de ce 24 septembre nous informe de l'existence d'une étude d'impact réalisée par la STIB portant les différentes options de tracés de la prolongation de la ligne de tram 7 vers la place de Rochefort.

Notre groupe avait émis toute une série de réserves quant à l'option défendue par le Collège de faire passer le tram 7 le long de l'avenue Reine Marie-Henriette, notamment au regard du caractère sinueux, pentu et étroit pour y insérer un site propre dans les deux sens, mais aussi pour des raisons esthétiques et de nuisances pour les riverains. L'échevin de la mobilité avait alors indiqué qu'il n'était pas question de toucher au parc et à ses abords et que l'espace pour réaliser ce site propre serait pris sur la bande de stationnement et une bande de circulation, quitte à mettre l'avenue en sens unique.

Selon l'étude d'impact réalisée par la STIB, il semble que l'option qu'elle privilégie est le passage du tram 7 sous le parc de Forest pour sortir à la place de Rochefort et emprunter ensuite la direction de l'avenue Willemans Ceuppens.

A ce jour, un permis d'urbanisme existe pour la transformation de la station Albert en station métro-tram. Un second permis doit concerner l'avenir de la ligne 7, ligne qui intéresse fortement les Ucclois qui, si la situation reste telle qu'elle est aujourd'hui, subiront des ruptures importantes pour rejoindre l'axe Albert-Nord. Cette ligne 7 descendant vers le bas de Forest intéressera bien entendu également les Forestois puisqu'elle permettra une connexion beaucoup plus rapide notamment vers l'ULB et la VUB. D'où l'importance de trancher rapidement la question afin que cette prolongation soit effective en même temps que la mise en service du métro.

Enfin, un projet de rénovation du parc de Forest est piloté par Beliris et si les travaux devaient commencer, ils devront forcément prendre en compte la possibilité de prolonger le tram sous le parc et prévoir une coordination.

- Pourriez-vous m'indiquer où en est le dossier ? Quelles sont les étapes à venir ?
- Pourriez-vous communiquer cette étude d'impact ?
- Quelle est la position du Collège sur la question ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Interpellatie betreffende de verlenging van tram 7 onder het Park van Vorst (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid)

De pers van 24 september vermeldde een impactstudie die de MIVB uitgevoerd zou hebben over de verschillende mogelijke tracés voor de verlenging van tramlijn 7 naar het Rochefortplein.

Onze fractie had een hele reeks bedenkingen geuit bij de optie die het College voorstond om tram 7 langs de Koningin Maria-Hendrikalaan te doen rijden, vooral omwille van de bochten, de hellingsgraad en het gebrek aan ruimte om de tram in beide richtingen een eigen bedding te bieden, maar ook om esthetische redenen en hinder voor de omwonenden. De schepen voor mobiliteit had toen gepreciseerd dat er niet aan het park en de omgeving geraakt zou worden en dat de ruimte voor de eigen bedding afgenomen zou worden van de parkeerstrook en een rijstrook, of de laan desnoods in enkele richting gebracht zou worden.

Volgens de impactstudie van de MIVB zou de voorkeur uitgaan naar de passage van tram 7 onder het park van Vorst, om uit te komen aan het Rochefortplein en vervolgens richting Wielemans-Ceuppenslaan te rijden.

Momenteel is er een stedenbouwkundige vergunning voor de transformatie van het Albertstation in een metro-tramstation. Een tweede vergunning zou betrekking hebben op de toekomst van lijn 7, wat de Ukkelaars enorm interesseert, want als de situatie blijft zoals nu, zullen zij het moeilijker krijgen om de as Albert-Noord te bereiken. Aangezien lijn 7 naar laag-Vorst loopt, zal dat uiteraard ook de Vorstenaren interesseren, aangezien het een veel snellere aansluiting zal bieden naar VUB en ULB. Vandaar het belang om snel te beslissen in deze kwestie, zodat de verlenging er effectief komt op hetzelfde moment als de ingebruikname van de metro.

Tot slot is er een project betreffende de renovatie van het park van Vorst, geleid door Beliris, en als die werken van start zouden gaan, moet er uiteraard rekening gehouden worden met de mogelijkheid om de tram te verlengen onder het park en moet er coördinatie voorzien worden.

- Kan u een stand van zaken van het dossier geven? Wat zijn de volgende stappen?
- Kan u de impactstudie meedelen?
- Wat is het standpunt van het College daaromtrent?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

1 annexe / 1 bijlage

3 Interpellation concernant les résultats de l'étude sur le tracé du tram 7 et la position du Collège à ce propos (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

La presse nous relayait récemment les résultats de l'étude de la STIB que nous attendions depuis longtemps à propos du meilleur tracé du prolongement du tram 7 depuis Vanderkindere jusque Albert, le Wiels et puis Anderlecht et/ou la Gare du Midi.

Ne disposant pas de cette étude, il est difficile il me semble d'en faire une analyse correcte, mais vous avez pu apparemment la consulter, vu vos interventions dans différents médias.

Je souhaite pouvoir consulter également cette étude le plus rapidement possible, et me demande pourquoi elle n'a pas été transmise d'initiative aux conseillers communaux? Il est bien sûr de notre devoir de vous demander de consulter ce type de documents, mais vu l'enjeu et la sensibilité du projet, j'aurais espéré consulter ce texte avant la presse.

Si j'en crois donc la presse, la STIB préfère le tracé sous le parc, et vous refusez que des arbres soient abattus.

Cette réponse me semble très peu claire, mais peut-être est-ce le but: cela signifie donc que vous êtes pour le passage le long du Parc, par l'Avenue Marie-Henriette donc, comme l'a explicitement affirmé le Secrétaire d'Etat à l'Urbanisme? Pourquoi ne l'affirmez-vous donc pas plus clairement?

Ou bien cela signifie-t-il que vous n'osez pas choisir, et que donc par manque d'ambition vous ne soutiendrez aucune solution, ou juste un simple bus qui sera de toute façon limité à Vanderkindere et qui impliquera donc de toute façon une rupture de charge pour les Forestois voulant se rendre vers Ixelles? Est-ce que cela n'est pas un peu dommage de ne pas oser porter des projets ambitieux en termes de mobilité là où les budgets sont disponibles? N'est-ce pas pourtant l'une des priorités de votre Déclaration de politique générale?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Interpellatie betreffende de resultaten van de studie over het tracé van tram 7 en de positie van het College hieromtrent (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Onlangs berichtte de pers over de resultaten van de studie van de MIVB waar we lang op hadden gewacht, over het beste tracé voor de verlenging van tram 7 van Vanderkindere tot Albert, Wiels en vervolgens Anderlecht en/of Zuidstation.

Aangezien ik niet beschik over die studie, is het moeilijk om er een juiste analyse van te maken, maar u hebt ze blijkbaar kunnen raadplegen, gezien uw interventies in verschillende media.

Ik zou de studie ook zo snel mogelijk willen kunnen raadplegen en ik vraag me af waarom ze niet op eigen initiatief naar de gemeenteraadsleden is doorgestuurd. Het is natuurlijk onze plicht om u te vragen dit soort documenten te raadplegen, maar gezien de inzet en de gevoeligheid van het project had ik gehoopt deze tekst vóór de pers te kunnen raadplegen.

Dus als ik de pers geloof, geeft de MIVB de voorkeur aan het tracé onder het park en weigert u bomen te laten kappen.

Dit antwoord lijkt mij zeer onduidelijk, maar misschien is dat wel het doel: betekent het dat u voorstander bent van het tracé langs het park, via de Maria-Hendrikalaan, zoals de staatssecretaris van Stedenbouw uitdrukkelijk stelde? Waarom maakt u dat niet duidelijker?

Of betekent het dat u niet durft te kiezen en dat u dus bij gebrek aan ambitie geen enkele oplossing zult steunen of er gewoon een bus komt die beperkt zal zijn tot Vanderkindere en die dus een overstap inhoudt voor de Vorstenaren die naar Elsene willen? Is het niet een beetje jammer om geen ambitieuze mobiliteitsprojecten te durven uitvoeren waar budgetten beschikbaar zijn? Dat is toch een van de prioriteiten van uw beleidsverklaring?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

2 annexes / 2 bijlagen

4 **Interpellation du public: Complexe sportif Primeur. (Complémentaire)**

Interpellatie van het publiek: Sportcomplex Vroege Groenten. (Aanvullend)

Monsieur Pierre – De Permentier :
Nous n’avons pas été informé des dégradations à la salle.

Monsieur Hacken :

J'avais interpellé sur la salle des Primeurs en mai ou juin. Pourquoi avoir fermé et licencié si vite alors que les travaux débutent en janvier 2020 ?

Monsieur Boukili :

Cette demande d'interpellation a été guidée par la colère, par la déception. Aucune alternative n'a été proposée pour les clubs.

Pourquoi ne pas proposer des chèques sport, de kits d'entrée gratuits aux habitants du quartier. Les habitants méritent le respect et être pris en considération.

Madame Goldberg :

La colère ne justifie pas le vandalisme.

Il faut des comportements civiques de part et d'autre.

Monsieur Quartassi :

La dernière date annoncée pour le début des travaux était le 1^{er} septembre.

Il était impossible de trouver des alternatives pour tous les clubs et il n'y avait pas de possibilité de muter les agents ailleurs.

Le début des travaux a été retardé à cause du fait que l'endroit où le pré-gardiennat Les Chenapans doit emménager, n'est pas encore libre.

La nouvelle date qui est avancée est le 1^{er} janvier.

Pour la petite salle, il n'y avait pas de problème, il n'y avait pas de nécessité d'y avoir des encadrants. De ce fait, le ping-pong qui est en championnat, peut poursuivre ses activités.

Par contre, la situation dans la grande salle est nettement plus préoccupante. Le collège précédent, sachant que des travaux allaient avoir lieu, n'a plus voulu investir à fonds perdus dans cette salle. Il y a juste eu des travaux d'électricité.

Aujourd'hui nous travaillons avec le service de la jeunesse et la prévention pour donner une réponse aux jeunes du quartier. Nous avons une volonté d'aller plus loin, de mener des réflexions avec les jeunes, de leur proposer des formations qualifiantes...et non uniquement des sports en salle.

Monsieur Pierre – De Permentier :

Et quid des dégradations et des licenciements du personnel ?

Monsieur Roberti :

Pour les dégradations dont nous avons été avertis il y a peu de temps, nous prenons des mesures. Je salue le travail fait par Monsieur Quartassi quant au développement du sport et des infrastructures sportives.

Monsieur Hacken :

Je regrette vos réponses floues et le manque d'alternatives.

Monsieur Boukili :

Je demande de prendre en compte toutes les dégradations du bas de Forest. Il faut un plan d'urgence pour remédier à tout cela car la situation est grave.

De heer Pierre-De Permentier:

We werden niet op de hoogte gebracht van de beschadigingen aan de zaal.

De heer Hacken:

Ik had reeds in mei of juni geïnterpelleerd over de zaal Vroege Groenten. Waarom werd zo snel overgegaan tot sluiting en ontslag terwijl de werkzaamheden pas in januari 2020 van start gaan?

De heer Boukili:

Dit interpellatieverzoek was ingegeven door woede, door teleurstelling. Er werden voor de clubs geen alternatieven voorgesteld.

Waarom bieden we de inwoners van de wijk geen sportcheques of gratis toegangskarten aan? De inwoners verdienen respect en aandacht.

Mevrouw Goldberg:

Woede rechtvaardigt geen vandalisme.

Burgerlijk gedrag is aan beide zijden vereist.

De heer Ouartassi:

De laatste aangekondigde datum voor de start van de werkzaamheden was 1 september.

Het was onmogelijk om alternatieven te vinden voor alle clubs en er was geen mogelijkheid om medewerkers elders over te plaatsen.

De start van de werkzaamheden werd vertraagd door het feit dat de locatie waar de peutertuin "Les Chenapans" zich moet vestigen nog niet beschikbaar is.

De nieuwe datum die naar voren wordt geschoven is 1 januari.

Voor de kleine zaal was er geen probleem, er was geen nood aan begeleiders. Daardoor kan het tafeltennis dat wedstrijden speelt, zijn activiteiten verderzetten.

De situatie in de grote zaal is evenwel veel zorgwekkender. Het vorige college, wetende dat er werkzaamheden gingen plaatsvinden, heeft niet nutteloos willen investeren in deze zaal. Er werden enkel elektriciteitswerken uitgevoerd.

Vandaag werken we samen met de jeugd- en preventiedienst om een antwoord te bieden aan de jongeren uit de wijk. We hebben de wil om verder te gaan, om samen met de jongeren na te denken, om hen kwalificerende opleidingen te bieden... en niet alleen maar zaalsporten.

De heer Pierre-De Permentier:

En hoe zit het met de beschadigingen en het ontslag van het personeel?

De heer Roberti:

Voor de beschadigingen waarvan we onlangs op de hoogte werden gesteld, treffen we maatregelen. Ik prijs het werk dat de heer Ouartassi heeft verricht voor de ontwikkeling van de sport en van de sportinfrastructuur.

De heer Hacken:

Ik betreur uw vage antwoorden en het gebrek aan alternatieven.

De heer Boukili:

Ik vraag om rekening te houden met alle beschadigingen in laag Vorst. We hebben een noodplan nodig om dit alles aan te pakken, want de situatie is ernstig.

5 **Interpellation du public: Zone évènement autour de Forest National. (Complémentaire)**

Interpellatie van het publiek: Evenementzone rond Vorst Nationaal. (Aanvullend)

Monsieur Loewenstein :

Tout d'abord j'aimerais à la fois saluer et déplorer la mobilisation citoyenne. La déplorer parce qu'elle est le résultat d'une mauvaise gestion du dossier et rassemble des habitants, des commerçants, des associations inquiets, en colère, excédés qui auraient sans doute préférer mobiliser leur énergie et occuper leur temps à autre chose qu'à convaincre le Collège qu'il se trompe, qu'il a fait les choses à l'envers.

D'un autre côté, je salue cette mobilisation et cette interpellation citoyenne parce que, autant nous pouvons faire une opposition constructive et opposer des arguments pertinents, autant vous n'en avez rien à faire et ne voulez pas admettre votre erreur face à nous, parce qu'adversaires politiques. J'espère que, tout comme pour le verrou Kersbeek, vous reviendrez à la raison et, plus que reporter l'exécution de votre texte, vous le retirerez le temps qu'il fasse l'objet d'une réelle concertation et que les questionnements légitimes des conseillers communaux, des riverains, des acteurs économiques et associatifs puissent être abordés en toute sérénité pour aboutir à une solution acceptable pour tous. Et je suis sûr, que même s'ils ne peuvent pas s'exprimer, certains membres de votre majorité n'en pensent pas moins mais ne peuvent le dire.

J'espère donc que, si ça vous fait mal de nous donner raison, vous donnerez à tout le moins raison aux citoyens, à qui vous accordez beaucoup d'importance dans vos programmes électoraux et déclaration de politique générale.

Lors de la réunion du conseil communal du 10 septembre, la majorité a en effet souhaité voter coûte que coûte une modification au règlement redevance sur le stationnement des véhicules à moteur sur la voie publique. Coûte que coûte alors que les discussions lors de la commission préparatoire et du conseil du 10 septembre ont clairement démontré, au-delà de l'absence de concertation, une série de problèmes et mis en avant une série de questions pratiques consécutives à l'adoption de ce règlement.

La conséquence de ce vote précipité était que, à partir du 1^{er} novembre 2019, la zone évènement serait d'application à Forest. Jeudi dernier, nous apprenions déjà par la presse que le règlement n'entrerait finalement en vigueur qu'au 1^{er} janvier 2020, ce qui ne nous réjouit pas pour autant et confirme surtout nos inquiétudes dans la mesure où ce nouveau rétropédalage démontre, encore une fois, votre précipitation et votre amateurisme.

L'interpellation que j'ai déposée pour ce conseil communal visait à faire le point sur l'état d'avancement du dossier et la mise en œuvre de la zone évènement. Je vais revenir donc ici sur certains points à prendre en compte dans l'exécution de votre projet, points qui vous amèneront, je

l'espère, à aller plus loin qu'un report au 1^{er} janvier 2020.

Premièrement : la communication et la signalisation vers le public :

Comment la commune prévoit-elle de communiquer vers les riverains, les commerçants, les associations et les visiteurs... ? Quels sont les outils qui seront mis en place et selon quel timing ? Quelle forme va prendre la signalisation lorsqu'il y aura des concerts ? Comment les riverains et visiteurs sauront-ils si la zone est activée ou pas ?

Deuxièmement : la programmation et la gestion des horodateurs :

Comment s'organise la programmation des horodateurs pour y intégrer la zone événement ?

Comment allez-vous gérer la quantité importante de monnaie vu l'impossibilité de payer par carte et les difficultés de payer par sms ? Comment permettre aux personnes qui le souhaitent de payer à l'horodateur ? Qui a 20€ en pièce de 50cent, 1 ou 2€ ? Comment gérer cette situation autrement qu'en demandant à la banque nationale de frapper des pièces de 10 ou de 20€ ? Pour rester sérieux, comment prévoyez-vous de régler cette question pratique à ne pas négliger ?

Troisièmement : les alternatives au stationnement en voirie :

Dans vos réponses lors de la séance du 10 septembre, vous misiez beaucoup sur la disponibilité du parking Audi ou encore du parking Stalle qui va être agrandi. S'il est exact que le parking Stalle va être agrandi, ce ne sera le cas que dans +/- 3 ans. Quid entretemps ? Par ailleurs, la disponibilité du parking Audi n'est ni systématique, ni totale, loin de là. Le parking est utilisé essentiellement les weekends et pas pour tous les concerts. En semaine, il peut être rendu disponible à titre exceptionnel. Et certains weekends, il ne peut être libéré par Audi lorsque l'usine doit gérer des pics de production et accueillir son personnel.

Laisser donc penser que le parking Audi constitue une alternative n'est pas correct dans la mesure où sa disponibilité est toute relative, que ce parking n'appartient pas à la commune et qu'il tient principalement aux bonnes relations entretenues entre Forest National et Audi.

Quatrièmement : la pertinence du périmètre et les reports de charge

Compte tenu des remarques formulées il y a un mois, prévoyez-vous de maintenir le stationnement gratuit au niveau de la zone rouge Saint-Denis et de la place Saint-Denis ?

Comment avez-vous par ailleurs défini le périmètre de la zone ? Quelle est la pertinence du tracé réalisé. Je citerai l'un ou l'autre exemple : l'avenue de Haveskercke est à 1km de Forest National et se retrouve dans la zone ; le milieu de l'avenue Maréchal Joffre se situe à 850m et est hors zone ; la zone à proximité du rond-point Rousseau-Jupiter le long du parc est à moins d'1km et se situe hors zone à partir de Maréchal Joffre ; les rues Henri Maubel et Roosendael sont dans la zone et l'avenue Mozart, qui complète le triangle et est la seule rue restante sur Forest, est hors zone.

Compte tenu de cette situation, comment allez-vous gérer les reports de charge sur des voiries tout aussi proches de Forest National ?

Cinquièmement : la gestion des cartes visiteurs

Vous me direz que les habitants peuvent commander leurs cartes en ligne mais, en vérifiant sur Irisbox, la plateforme ne prévoit pas la possibilité d'acheter les cartes visiteurs. La seule possibilité en ligne est l'achat des cartes riverain et des abonnements d'1 mois, 3 mois ou 1 an. Une solution a-t-elle été prévue avec Parking.brussels et Irisbox pour ajouter l'achat de cartes visiteurs en ligne ?

Vous allez sans doute me dire que les riverains peuvent se rendre physiquement à l'antenne de Parking.brussels de la rue Diederich au niveau de la place Albert mais c'est sans compter d'une part, le potentiel important afflux de demandes à gérer dès l'entrée en vigueur du règlement et, d'autre part, le fait plus préoccupant pour les riverains que l'antenne de Parking.brussels va déménager de la place Albert vers la place Bara à côté de la gare du Midi?!!

En tout état de cause, votre nouveau plan obligera les riverains accueillant des invités, des clients ou

des patients, à payer une carte de stationnement pour leur permettre de se garer alors qu'ils ne sont en rien responsables de ces nuisances liées au stationnement.

Je n'ai pas été exhaustif, d'autres ont ou souligneront d'autres soucis d'application, mais, compte tenu de l'état du dossier, compte tenu de l'absence de concertation, compte tenu de la défiance compréhensible d'un nombre important de riverains, de commerçants, de professions libérales, d'associations, au-delà des aspects techniques totalement prévisibles que vous estimez aujourd'hui trop lourds que pour mettre le règlement en vigueur le 1^{er} novembre, la seule conclusion raisonnable est la suspension de l'exécution de ce règlement le temps de la concertation, de revoir votre règlement au regard des avis recueillis et de vous assurer que la mise en œuvre de cette zone évènement ne se fasse pas dans le chaos et l'incompréhension générale.

Enfin, en matière de compte-rendu et de procédure, j'aimerais aborder 2 points :

- le premier concerne les informations publiées sur le site internet de la commune. En allant sur la page stationnement et en cliquant sur le nouveau règlement, on découvre à la fin de celui-ci qu'il aurait été approuvé à l'unanimité, ce qui est totalement faux. Il est repris texto en page 14 : « 33 votants, 33 votes positifs » alors que le résultat du vote était de 21 pour, 10 contre et 2 abstentions.
- Le second concerne votre décision de reporter l'entrée en vigueur du règlement au 1^{er} janvier 2020. C'est très bien de l'annoncer dans la presse mais on ne gère pas la commune via des annonces « presse ». Il n'y a des règles à respecter et, à ma connaissance, comme pour le verrou Kersbeek, aucune décision du Collège n'a été prise sur ce report. Et quand bien-même une décision serait prise, c'est au Conseil communal à voter ce report. Et aucun point en ce sens n'a été communiqué aux conseillers communaux pour adapter le règlement. La date d'entrée en vigueur est reprise dans la décision du conseil communal et elle est toujours le 1^{er} novembre 2019. Pour qu'elle soit reportée au 1^{er} janvier 2020, il faut modifier le règlement en Conseil communal et je ne sais même pas si, compte tenu des délais de tutelle prévus pour les règlements redevance, c'est possible...

Vous avez parlé, Monsieur Mugabo, lors du dernier conseil communal, tant dans vos interventions sur Kersbeek que sur la zone stationnement, de « laboratoire ».

Forest n'est pas un laboratoire et les Forestois, les riverains de Forest National, ne doivent pas être vos cobayes.

Monsieur Pierre – De Permentier :

Il n'y a pas eu de consultation, les horaires de Parking Brussels ne permettent pas aux gens qui travaillent de s'y rendre. Je regrette l'impréparation de ce dossier.

Monsieur Hacken :

La majorité a déjà fait son choix et l'assume. Mais un mois plus tard aucune concertation n'a eu lieu, c'est regrettable. Nous avons eu une annonce de report du règlement dans la presse.

C'est le conseil communal qui doit prendre cette décision. Le report est fait pour des problèmes techniques, pour anticiper les problèmes au préalable ? Pourquoi ce report si soudain ?

Le parking Audi n'est pas disponible en semaine et pendant certains weekends.

Le cdH reste demandeur d'une zone bleue.

Monsieur Roberti :

Nous n'avons pas avancé sur la zone bleue parce qu'on ne peut s'y stationner que pour une durée

limitée. Il nous paraît plus judicieux d'avoir des invités qui peuvent se garer plus longtemps que les 2h possibles en zone bleue.

La carte visiteurs existe déjà.

Il y a déjà eu des concertations avec les commerçants depuis le dernier conseil communal. L'objectif est de dissuader les visiteurs de Forest National de se garer dans les rues.

Nous avons besoin de quelques semaines supplémentaires pour trouver des solutions techniques.

Il y aura une évaluation du règlement quand le dispositif sera mis en place.

Monsieur Loewenstein :

Vous décidez avant de nous concerter, ce n'est pas la bonne solution.

Tout le monde ne possède pas de smartphone pour utiliser le paiement via l'application.

Et je n'ai aucune réponse sur le parking d'Audi.

Il faut parfois pouvoir admettre que la solution proposée n'est pas la bonne.

Suspension de séance 22h10

Reprise 22h30

De heer Loewenstein:

Allereerst wil ik de mobilisatie van de burgers verwelkomen en betreuren. Ze betreuren, want ze is het resultaat van slecht beheer van het dossier en brengt bewoners, handelaars en verenigingen samen die bezorgd, boos en overweldigd zijn en die waarschijnlijk liever hun energie en tijd in iets anders hadden willen steken dan het College ervan te overtuigen dat het zich vergist, dat het de dingen omgekeerd heeft gedaan.

Anderzijds ben ik blij met deze mobilisatie en burgerinterpellatie, want hoezeer we ook een constructieve oppositie kunnen voeren en relevante argumenten aanvoeren, zo zeer kan het u niets schelen en wilt u uw fout aan ons niet toegeven, aangezien we politieke tegenstanders zijn.

Ik hoop dat u, net als bij de Kersbeek vergrendeling, tot bezinning komt en dat u de uitvoering van uw tekst niet alleen uitstelt, maar dat u hem intrekt totdat er echt overleg over wordt gepleegd en totdat de legitieme vragen van de gemeenteraadsleden, de buurtbewoners, de economische en verenigingsactoren in alle sereniteit kunnen worden besproken om tot een voor iedereen aanvaardbare oplossing te komen. En ik ben ervan overtuigd dat, hoewel zij zich niet kunnen uitdrukken, sommige leden van uw meerderheid er hetzelfde over denken, maar dit niet mogen zeggen.

Ik hoop dan ook dat u, als het u pijn doet om ons gelijk te geven, ten minste gelijk geeft aan de burgers, aan wie u in uw verkiezingsprogramma's en in uw algemene beleidsverklaring veel belang hecht.

Tijdens de gemeenteraad van 10 september wou de meerderheid immers koste wat kost een wijziging van het retributiereglement betreffende het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg stemmen. Koste wat kost terwijl de besprekingen in de voorbereidende commissie en de raad van 10 september duidelijk een aantal problemen aan het licht brachten, naast het gebrek aan overleg, en een aantal praktische vragen naar aanleiding van de goedkeuring van dit reglement. Het gevolg van deze overhaaste stemming was dat vanaf 1 november 2019 de evenementenzone in Vorst van toepassing zou zijn. Afgelopen donderdag hebben we al van de pers vernomen dat het reglement uiteindelijk pas op 1 januari 2020 in werking zou treden, wat niet betekent dat we blij zijn, maar vooral onze bezorgdheid bevestigt, aangezien dit nieuwe achteruittrappen eens te meer

uw haast en amateurisme aantoont.

De interpellatie die ik voor deze gemeenteraad heb ingediend, had tot doel de stand van zaken op te maken over de vordering van het dossier en de uitvoering van de evenementzone. Daarom zal ik hier terugkomen op een aantal punten waarmee rekening moet worden gehouden bij de uitvoering van uw project, punten die u hopelijk verder zullen leiden dan een uitstel tot 1 januari 2020.

Ten eerste: de communicatie en de signalisatie aan het publiek:

Hoe voorziet de gemeente te communiceren met buurtbewoners, handelaars, verenigingen en bezoekers ...? Welke middelen zullen worden ingezet en volgens welke timing? Welke vorm zal de signalisatie aannemen wanneer er concerten zijn? Hoe weten de buurtbewoners en bezoekers of de zone al dan niet geactiveerd is?

Ten tweede: de programmatie en het beheer van de parkeermeters:

Hoe wordt de programmatie van de parkeermeters georganiseerd om er de evenementzone in op te nemen? Hoe gaat u de grote hoeveelheid muntstukken beheren aangezien het onmogelijk is om per kaart te betalen en het moeilijk is per sms te betalen? Hoe kunnen personen die dit wensen aan de parkeermeter betalen? Wie heeft 20€ in stukken van 50 cent, 1 of 2€? Hoe kan deze situatie worden aangepakt zonder de nationale bank te vragen muntstukken van 10 of 20€ te slaan? Hoe denkt u serieus om te gaan met deze praktische kwestie, die niet over het hoofd mag worden gezien?

Ten derde: de alternatieven voor parkeren op straat:

In uw antwoorden tijdens de zitting van 10 september heeft u sterke nadruk gelegd op de beschikbaarheid van de Audi-parking of nog de Stalle-parking die zal worden uitgebreid. Het is waar dat de Stalle-parking zal worden uitgebreid, maar dit zal pas over +/- 3 jaar het geval zijn. Wat in de tussentijd? Bovendien is de beschikbaarheid van de Audi-parking noch systematisch, noch volledig, verre van. De parking wordt voornamelijk in het weekend gebruikt en niet voor alle concerten. Tijdens de week kan ze slechts uitzonderlijk beschikbaar worden gesteld. En sommige weekends kan ze niet door Audi worden vrijgegeven wanneer de fabriek de productiepieken moet beheren en het personeel de parking nodig heeft.

De suggestie dat de Audi-parking een alternatief is, is dus niet juist in zoverre dat de beschikbaarheid ervan vrij relatief is, dat deze parking niet aan de gemeente toebehoort en dat het vooral te danken is aan de goede relaties tussen Vorst Nationaal en Audi.

Ten vierde: de relevantie van de perimeter en de verplaatsing van het verkeer

Bent u van plan om, in het licht van de opmerkingen van een maand geleden, gratis parkeergelegenheid te behouden in de rode zone Sint-Denijs en op het Sint-Denisplein?

Hoe heeft u overigens de perimeter van de zone bepaald? Wat is de relevantie van de gevolgde route? Ik zal een paar voorbeelden geven: de Haveskerckelaan ligt op 1 km van Vorst Nationaal en bevindt zich in de zone; het midden van de Maarschalk Joffrelaan ligt op 850m en is buiten de zone; de zone in de buurt van de rotonde Rousseau-Jupiter langs het park ligt op minder dan 1 km en bevindt zich buiten de zone vanaf de Maarschalk Joffrelaan; de Henri Maubel- en Roosendaelstraat liggen in de zone en de Mozartlaan, die de driehoek vervolledigt en de enige overblijvende straat in Vorst is, ligt buiten de zone.

Hoe gaat u, gezien deze situatie, de verplaatsing van het verkeer aanpakken op wegen die even dicht bij Vorst Nationaal liggen?

Ten vijfde: het beheer van de bezoekerskaarten

U zult mij vertellen dat bewoners hun kaarten online kunnen bestellen, maar bij het nakijken van Irisbox, biedt het platform niet de mogelijkheid om bezoekerskaarten te kopen. Alleen bewonerskaarten en abonnementen van 1 maand, 3 maanden of 1 jaar kunnen online worden gekocht. Is er een oplossing gepland met Parking.brussels en Irisbox om de aankoop van

bezoekerskaarten online toe te voegen?

U zult mij waarschijnlijk zeggen dat de buurtbewoners zich fysiek naar de Parking.brussels-antenne in de Diderichstraat ter hoogte van het Albertplein kunnen begeven, maar daarbij wordt geen rekening gehouden met enerzijds de aanzienlijke potentiële toestroom aan aanvragen die beheerd moeten worden zodra het reglement van kracht wordt en anderzijds het voor de buurtbewoners meer zorgwekkende feit dat de Parking.brussels-antenne van het Albertplein naar het Baraplein in de buurt van het Zuidstation gaat verhuizen?!!

In ieder geval zal uw nieuwe plan de buurtbewoners die gasten, klanten of patiënten ontvangen, verplichten om een parkeerkaart te betalen om hen in staat te stellen te parkeren terwijl zij op geen enkele wijze verantwoordelijk zijn voor deze parkeeroverlast.

Ik ben niet volledig geweest, anderen hebben of zullen de aandacht vestigen op andere problemen inzake de toepassing, maar gezien de stand van het dossier, gezien het gebrek aan overleg, gezien het begrijpelijke wantrouwen van een aanzienlijk aantal inwoners, handelaars, vrije beroepen en verenigingen, afgezien van de volledig voorzienbare technische aspecten die u nu te omslachtig vindt om het reglement op 1 november in werking te laten treden, is de enige redelijke conclusie dat de uitvoering van dit reglement voor de duur van het overleg moet worden opgeschort, dat uw reglement in het licht van de verzamelde adviezen moet worden herzien en dat ervoor moet worden gezorgd dat de tenuitvoerlegging van deze evenementzone niet in een staat van chaos en algemeen onbegrip plaatsvindt.

Tot slot wil ik wat betreft het verslag en de procedure 2 punten aansnijden:

- Het eerste heeft betrekking op de informatie die op de website van de gemeente is gepubliceerd. Op de pagina parkeren bij het klikken op het nieuwe reglement ontdekken we aan het eind ervan dat het unaniem zou zijn goedgekeurd, wat volledig onjuist is. Op pagina 14 staat letterlijk te lezen: “33 stemmers, 33 positieve stemmen” terwijl het resultaat van de stemming 21 voor, 10 tegen en 2 onthoudingen was.
- Het tweede betreft uw beslissing om de inwerkingtreding van het reglement uit te stellen tot 1 januari 2020. Het is heel goed om het in de pers aan te kondigen, maar we beheren de gemeente niet via "persberichten". Er zijn regels die moeten worden nageleefd en, bij mijn weten, werd er door het College, net als bij de Kersbeek vergrendeling, geen enkele beslissing genomen over dit uitstel. En zelfs als er een beslissing genomen zou zijn, dan nog is het aan de Gemeenteraad om over dit uitstel te stemmen. Er werd evenwel geen enkel punt in deze zin meegedeeld aan de gemeenteraadsleden om het reglement aan te passen. De datum van inwerkingtreding is opgenomen in de beslissing van de gemeenteraad en is nog steeds 1 november 2019. Om het reglement uit te stellen tot 1 januari 2020 moet het door de Gemeenteraad worden gewijzigd en ik weet niet eens of dit mogelijk is, gezien de termijnen van het toezicht voorzien voor de retributiereglementen, ...

Mijnheer Mugabo, u sprak tijdens de laatste gemeenteraad, zowel in uw interventies over Kersbeek als over de parkeerzone, over "laboratorium".

Vorst is geen laboratorium en de Vorstenaren, de buurtbewoners van Vorst Nationaal, mogen uw proefdieren niet zijn.

De heer Pierre-De Permentier:

Er is geen overleg geweest, de openingsuren van Parking.brussels stellen de werkende mensen niet in staat erheen te gaan. Ik betreur het dat dit dossier niet is voorbereid.

De heer Hacken:

De meerderheid heeft haar keuze al gemaakt en neemt ze op zich. Maar een maand later heeft er nog steeds geen overleg plaatsgevonden, wat te betreuren is. In de pers werd ons aangekondigd dat het reglement zou worden uitgesteld.

Het is de gemeenteraad die deze beslissing moet nemen. Is het uitstel er gekomen omwille van technische problemen, om vooraf te anticiperen op de problemen? Waarom dit plotselinge uitstel?

De Audi-parking is niet beschikbaar in de week en tijdens sommige weekends.

De cdH blijft vragende partij voor een blauwe zone.

De heer Roberti:

We zijn niet dieper ingegaan op de blauwe zone omdat we daar maar voor een beperkte tijd kunnen parkeren. Het lijkt ons verstandiger om gasten te hebben die langer kunnen parkeren dan de toegelaten 2 uur in de blauwe zone.

De bezoekerskaart bestaat al.

Sinds de laatste gemeenteraad is er al overleg geweest met de handelaars. Het doel is om de bezoekers van Vorst Nationaal te ontmoedigen om in de straten te parkeren.

We hebben enkele bijkomende weken nodig om technische oplossingen te vinden.

Na de invoering van het systeem zal het reglement geëvalueerd worden.

De heer Loewenstein:

U beslist voordat u ons raadpleegt, dat is niet de goede oplossing.

Niet iedereen heeft een smartphone om via de applicatie te betalen.

En ik heb geen enkel antwoord over de Audi-parking.

Soms moet je kunnen toegeven dat de voorgestelde oplossing niet de juiste is.

Opschorting van zitting om 22u10

Hervatting 22u30

1 annexe / 1 bijlage

6 Interpellation concernant la mise en place de la zone événement « Forest National » (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal)

Lors de la réunion du conseil communal du 10 septembre, la majorité a souhaité voter coûte que coûte une modification au règlement redevance sur le stationnement des véhicules à moteur sur la voie publique.

La conséquence est que, à partir du 1^{er} novembre 2019, la zone événement sera d'application à Forest.

Les discussions lors de la commission préparatoire et du conseil du 10 septembre ont clairement mis sur la table une série de questions pratiques consécutives à l'adoption de ce règlement.

Mon interpellation visera à faire le point sur l'état d'avancement du dossier et la mise en œuvre de la zone.

Je vous interpellerais notamment sur les points suivants :

- la communication vers le public (riverains, commerçants, visiteurs...),
- la signalisation de la zone les jours de concert,
- la programmation des horodateurs pour y intégrer la zone évènement,
- la prise en compte, par les horodateurs, d'une quantité importante de monnaie vu l'impossibilité de payer par carte et les difficultés de payer par sms,
- la disponibilité du parking Audi,
- l'évaluation de l'impact de la zone gratuite au niveau de la zone rouge Saint-Denis et de la place Saint-Denis,
- et la gestion des cartes visiteurs.

J'aimerais par ailleurs savoir si, compte tenu de l'état du dossier, de l'absence de concertation et de la défiance compréhensible d'un nombre important de riverains, il ne vaudrait pas mieux suspendre l'exécution de ce règlement le temps de la concertation, de revoir votre règlement au regard des avis recueillis et de vous assurer que la mise en œuvre de cette zone évènement ne se fasse pas dans le chaos et l'incompréhension générale, ce qui serait totalement contreproductif eu égard aux objectifs poursuivis.

Interpellatie betreffende de invoering van de evenementzone "Vorst Nationaal" (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid)

Tijdens de gemeenteraad van 10 september wou de meerderheid koste wat het kost een wijziging van het retributiereglement betreffende het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg goedkeuren.

Bijgevolg is de evenementzone vanaf 1 november 2019 van toepassing in Vorst.

De discussies in de voorbereidende commissie en de raad van 10 september brachten duidelijk een reeks praktische vragen ter tafel gebracht die voortvloeiden uit de goedkeuring van dit reglement.

Mijn interpellatie heeft tot doel de stand van zaken op te maken van de vordering van het dossier en de uitvoering van de zone.

Ik zou u met name willen interpellieren over de volgende punten:

- de communicatie naar het publiek (buurtbewoners, handelaars, bezoekers, ...),
- de signalisatie van de zone op concertdagen,
- de programmatie van de parkeerautomaten om er de evenementzone in op te nemen,
- het feit dat de parkeerautomaten een grote hoeveelheid cash te verwerken zullen krijgen, aangezien het onmogelijk is om per kaart te betalen en het moeilijk is per sms te betalen,
- de beschikbaarheid van de Audi-parking,
- de evaluatie van de impact van de gratis zone op het niveau van de rode zone Sint-Denijs en het Sint-Denijsplein
- en het beheer van de bezoekerskaarten.

Ik zou ook graag willen weten of het, gezien de stand van zaken, het gebrek aan overleg en het

begrijpelijke wantrouwen van een groot aantal inwoners, niet beter zou zijn om de uitvoering van dit reglement tijdens de overlegperiode op te schorten, uw reglement in het licht van de ontvangen adviezen te herzien en ervoor te zorgen dat de uitvoering van de evenementzone niet in chaos en algemeen onbegrip plaatsvindt, wat volstrekt contraproductief zou zijn ten aanzien van de nagestreefde doelstellingen.

1 annexe / 1 bijlage

7 **Interpellation concernant la nouvelle zone événement autour de Forest National (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal)**

Depuis le dernier conseil communal, le mois de septembre a été chargé de réactions très intenses, des pétitions se sont mises en place, l'incompréhension des Forestois reste toujours très importante, les restaurateurs et les professions libérales sont toujours dans la colère.

La manière dont le règlement a été adoptée a démontré une certaine impréparation et une absence de prise en compte de certains aspects et conséquences liés au système que vous, majorité Ecolo-PS, avez imposé.

Annuler purement et simplement le règlement et ne pas apporter de solution n'est pas notre volonté. DéFI veut une solution pour les riverains et acteurs économiques forestois. DéFI veut que cette solution se construise dans le dialogue et le respect, plutôt que dans la précipitation et le mépris. Nous vous demandons encore une fois de reporter l'application du règlement et, surtout, d'organiser une large CONSULTATION impliquant toutes les parties concernées avant de décider quoi que ce soit.

Ces dernières semaines, les événements ont permis un brassage d'idée et d'actions. Il serait très intéressant et indispensable d'organiser des rencontres de réflexion avec toutes les personnes concernées. Je crois que si nous arrivons à un plan réfléchi toutes les parties seront gagnantes, nos citoyens et nous les politiciens...

Vos programmes, déclarations pré-électorales et votre déclaration de politique générale font l'éloge de la participation et de la concertation. C'est le moment de joindre la parole aux actes.

Outre notre demande de suspendre l'exécution du règlement, j'aimerais entendre le Collège sur la concertation indispensable à organiser avec les riverains.

Xavier JANS
Conseiller communal DéFI

Interpellatie betreffende de nieuwe evenementzone rond Vorst Nationaal (op vraag van Mijnheer Jans, gemeenteraadslid)

Sinds de vorige gemeenteraad kwamen er in september veel heel intense reacties en werden er petitities opgezet. Er heerst nog enorm veel onbegrip onder de Vorstenaren. De horeca en de vrije beroepen zijn nog steeds woedend.

De manier waarop het reglement goedgekeurd werd, geeft blijk van een tekort aan voorbereiding. Er werd onvoldoende rekening gehouden met bepaalde aspecten en gevolgen van het systeem dat u, de Ecolo-PS-meerderheid, opgelegd hebt.

Het reglement gewoonweg nietig verklaren en geen oplossing bieden, is niet wat we willen. DÉFI wil een oplossing voor de omwonenden en de Vorstse economische actoren. DÉFI wil dat de oplossing veeleer gevonden zou worden in dialoog en respect, dan overhaast en vol minachting. Wij vragen u nogmaals om de toepassing van dit reglement uit te stellen en vooral een ruime RAADPLEGING te organiseren met alle betrokken partijen, alvorens beslissingen te nemen.

De voorbije weken zijn er heel wat ideeën en acties tot uiting gekomen. Het zou zeer interessant en nuttig zijn om brainstormings te organiseren met alle betrokkenen. Ik denk dat als we tot een weloverwogen plan komen, iedereen erbij zal winnen, onze burgers en wij, de politiciers ...

Uw verkiezingsprogramma's, beloftes en uw algemene beleidsverklaring voeren participatie en overleg hoog in het vaandel. Het moment is gekomen om tot actie over te gaan.

Naast onze vraag om de uitvoering van het reglement op te schorten, zou ik het College willen horen over het noodzakelijke overleg dat met de buurtbewoners georganiseerd moet worden.

1 annexe / 1 bijlage

Affaires générales - Algemene zaken

8 Affaires générales - Conseil communal - Démission d'un membre - Vérification des pouvoirs, prestation de serment et installation du successeur.

LE CONSEIL,

Considérant que par mail du 17 septembre 2019, Monsieur David LIBERMAN a présenté sa démission en qualité de conseiller communal ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Considérant que Monsieur Yves ROLAND, suppléant en ordre utile de la liste n°12 des membres élus le 14 octobre 2018, est appelé à le remplacer ; qu'il ne se trouve dans aucun cas d'incompatibilité, d'incapacité ou de parenté prévus par la loi ; qu'il continue par conséquent à réunir les conditions d'éligibilité ;

ARRETE :

Les pouvoirs de Monsieur **Yves ROLAND** en qualité de conseiller communal sont validés.

Il achèvera le mandat de Monsieur **David LIBERMAN** et le remplacera au sein des commissions dont

celui-ci était membre.

M. ROLAND prête le serment en français.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Algemene zaken - Gemeenteraad - Ontslag van een lid - Nazicht van de bevoegdheden, eedaflegging en installatie van de opvolger.

DE RAAD,

Overwegende dat bij mail van 17 september 2019 de heer David LIBERMAN zijn ontslag heeft aangeboden als gemeenteraadslid;

Overwegende dat er in zijn vervanging voorzien moet worden;

Overwegende dat de heer Yves ROLAND, plaatsvervanger in nuttige rangorde van de lijst nr. 12 van de op 14 oktober 2018 verkozen leden, opgeroepen wordt om hem te vervangen; dat hij zich in geen enkel van de door de wet voorziene gevallen van onverenigbaarheid, onbekwaamheid of aanverwantschap bevindt; dat hij bijgevolg nog steeds aan de verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet;

BESLUIT :

De bevoegdheden van de heer **Yves ROLAND** in de hoedanigheid van gemeenteraadslid worden geldig verklaard;

Hij zal het mandaat van de heer **David LIBERMAN** voltooien en hem vervangen in de commissies waar deze lid van was;

De heer ROLAND legt de eed af in het Frans.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 9 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – Opérations 1B et 1F – Pôle Albert - Construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert – Marché de services – Mission d'auteur de projet - Approbation de l'avenant 3 - Prise pour information - Application de l'article 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

LE CONSEIL,

Vu les Arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2012 octroyant au total un subside de 10.900.000,00 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Vu le protocole Beliris 4.1.53 régissant les modalités d'interventions de Beliris dans le cadre du CQDA ;

Considérant que le subside régional est réservé afin de financer à 90% l'opération 1B, construction d'un complexe d'équipements, et que le subside Beliris est réservé afin de financer à 100% l'opération 1F, réaménagement de la dalle Albert ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 236 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestres et échevins ;

Vu la décision du Conseil Communal de Forest du 14 octobre 2014 d'approuver les conditions et le mode de passation de ce marché, soit la procédure négociée avec publicité européenne en deux phases, ainsi que son montant estimé ;

Vu la décision du Conseil Communal de Forest du 10 février 2015 d'approuver le cahier spécial des charges N° CSC-CQDA-2014-04 du présent marché ;

Vu la décision du Collège communal du 02 juillet 2015 de :

*Attribuer le marché à l'A.M. **B-ARCHITECTEN + OMGEVING**, Borgerhoutsestraat nr 22/01, 2018 Antwerpen, pour un montant total des honoraires forfaitisés de 420.000,00 euros hors T.V.A. ou 508.200,00 euros T.V.A. comprise ;*

Vu la décision du Collège communal du 22 décembre 2015:

D'approuver l'avenant n°1 du marché « Pôle Albert : Mission d'auteur pour la construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert » en vue de la réalisation d'une étude de simulation dynamique du projet, non prévue au cahier spécial des charges, afin d'étudier la pertinence technique, fonctionnelle et économique d'atteindre le standard passif, pour un montant de 12.320 € HTVA ou 14.907,20 € 21% TVAC, le montant total de la commande après avenant s'élevant donc à 432.320,00 € HTVA ou 523.107,20 €, 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège communal du 18 juillet 2019:

D'approuver l'avenant n°2 du marché « Pôle Albert : Mission d'auteur pour la construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert » relatif à l'étude d'aménagement temporaire des abords du bâtiment 1B, pour un montant de 12.548,02 € HTVA ou 15.183,10 € 21% TVAC, le montant total de la commande après avenant s'élevant donc à présent à 444.868,02 € HTVA ou 538.290,30 €, 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège communal du 29 août 2019 :

D'approuver l'avenant n°3 du marché « Pôle Albert : Mission d'auteur pour la construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert » en vue de pallier le retard du chantier, pour un montant de 20.661,16 € HTVA ou 25.000 € 21% TVAC, le montant total de la commande après avenant s'élevant donc à présent à 465.529,18 € HTVA ou 563.290,31 €, 21% TVAC ;

D'inscrire cette dépense à l'article budgétaire 9304/722-60/74 du service extraordinaire du budget 2015;

De financer la dépense à 90% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, soit un montant de 22.500 € TVAC, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « Prélèvements sur le fonds de réserves

extraordinaires », et par un emprunt pour le solde ;

D'informer le conseil communal de la présente décision lors de sa plus prochaine séance.

DECIDE :

En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du 29 août 2019 du collège des bourgmestre et échevins décidant d'approuver l'avenant n°3 du marché « *Pôle Albert : Mission d'auteur pour la construction d'un complexe d'équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert* » en vue de pallier le retard du chantier, pour un montant de 20.661,16 € HTVA ou 25.000 € 21% TVAC, le montant total de la commande après avenant s'élevant donc à présent à 465.529,18 € HTVA ou 563.290,31 €, 21% TVAC ;

De prendre pour information que la dépense pour ce marché est inscrite à l'article budgétaire 9304/722-60/74 du service extraordinaire du budget 2015;

De prendre également pour information que cette dépense est financé à 90% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, soit un montant de 22.500 € TVAC, inscrit à l'article des recettes 9304/995-52/74 « Prélèvements sur le fonds de réserves extraordinaires », et par un emprunt pour le solde.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Albert - Operaties 1B en 1F – Albertpool – Bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en heraanleg van de Albert-‘dalle’ – Opdracht voor diensten – Opdracht van projectontwerper – Goedkeuring van aanhangsel 3 - Kennisneming - Toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

DE RAAD,

Gelet op de Besluiten van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 december 2012 tot toekenning van een totale subsidie van 10.900.000,00 € voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Albert;

Gelet op het protocolakkoord Beliris 4.1.53 van toepassing op de interventiemodaliteiten van Beliris in het kader van het DWCA;

Overwegende dat de gewestelijke subsidie voorbehouden is om operatie 1B, bouw van een voorzieningencomplex, voor 90% te financieren en dat de subsidie van Beliris voorbehouden is om operatie 1F, heraanleg van de Albert-‘dalle’, voor 100% te financieren.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van de Raad en van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van Vorst van 14 oktober 2014 om goedkeuring te verlenen aan lastvoorwaarden en gunningswijze van deze opdracht, namelijk via de onderhandelingsprocedure met Europese bekendmaking in twee fasen, alsook zijn geraamde bedrag;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van Vorst van 10 februari 2015 om goedkeuring te verlenen aan het bijzondere bestek BB-DWCA-2014-04 van onderhavige opdracht;

Gelet op de beslissing van het College van 2 juli 2015 om:

De opdracht te gunnen aan de T.V. B-ARCHITECTEN + OMGEVING, Borgerhoutsestraat nr. 22/01, 2018 Antwerpen, voor een forfaitair vastgesteld totaalbedrag van de erelonen van 420.000,00 euro excl. BTW of 508.200,00 euro incl. BTW;

Gelet op de beslissing van het College van 22 december 2015 om:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 1 van de opdracht “Albertpool: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en de heraanleg van de Albert-‘dalle’”, met het oog op de uitvoering van een dynamische simulatiestudie van het project, niet voorzien in het bijzondere bestek, teneinde de technische, functionele en economische relevantie van het bereiken van de passiefstandaard te onderzoeken, voor een bedrag van € 12 320 excl. BTW ofte € 14 907,20 incl. 21% BTW, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel voortaan dus neerkomt op € 432 .320,00 excl. BTW ofte € 523.107,20 incl. 21% BTW;

Gelet op de beslissing van het College van 18 juli 2019 om:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 2 van de opdracht “Albertpool: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en de heraanleg van de Albert-‘dalle’”, met betrekking tot de studie van de tijdelijke inrichting van de omgeving van het gebouw 1B, voor een bedrag van € 12 548,02 excl. BTW ofte € 15 183,10 incl. 21% BTW, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel voortaan dus neerkomt op € 444.868,02 excl. BTW ofte € 538.290,30 incl. 21% BTW;

Gelet op de beslissing van het College van 29 augustus 2019 om:

Goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 3 van de opdracht ‘Albertpool: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en de heraanleg van de Albert-‘dalle’”, met het oog op het inhalen van de vertraging van de werkzaamheden, voor een bedrag van € 20 661,16 excl. BTW ofte € 25 000 incl. 21% BTW, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel voortaan dus neerkomt op € 465.529,18 excl. BTW ofte € 563.290,31 incl. 21% BTW;

Deze uitgave in te schrijven op begrotingsartikel 9304/722-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2015;

De uitgave voor 90% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, namelijk een bedrag van € 22.500 incl. BTW, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52/74 ‘Overboeking uit het buitengewone reservefonds’, en door een lening voor het saldo;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting;

BESLIST:

In toepassing van artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 augustus 2019 om goedkeuring te verlenen aan aanhangsel nr. 3 van de opdracht ‘Albertpool: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en de heraanleg van de Albert-‘dalle’”, met het oog op het inhalen van de vertraging van de werkzaamheden, voor een bedrag van € 20 661,16 excl. BTW ofte € 25 000 incl. 21% BTW, waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsel voortaan dus neerkomt op € 465.529,18 excl. BTW ofte € 563.290,31 incl. 21% BTW;

Kennis te nemen van het feit dat de uitgave voor deze opdracht ingeschreven is op begrotingsartikel 9304/722-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2015;

Tevens kennis te nemen van het feit dat deze uitgave voor 90% gefinancierd wordt door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, namelijk een bedrag van € 22.500 incl. BTW, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/995-52/74 ‘Overboeking uit het buitengewone reservefonds’, en door een lening

voor het saldo.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

10 **Revitalisation des quartiers - Contrat de Quartier Durable Wiels-Sur-Senne – Opération B.2.2 « Centre emploi formation et équipement petite enfance » – Marché de services – Mission d’auteur de projet relative à la : « Réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d’intérêt collectif » – Approbation des conditions et du mode de passation du marché, de l’Avis de marché et du Cahier Spécial des Charges.**

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d’un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 Avril 2018 :

- *De prendre acte des avis exprimés par la Commission de concertation du 13 mars 2018 ;*
- *D’adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;*
- *D’adopter le Rapport d’Incidence Environnementale relatif au programme du CQD Wiels-sur-Senne ;*
- *De soumettre l’ensemble du dossier à l’approbation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;*
- *De solliciter les subventions de la Région de Bruxelles-Capitale pour la mise en œuvre du programme du CQD Wiels-sur-Senne;*
- *De marquer son accord sur la participation financière de la Commune telle que reprise au dossier de base ;*

Vu la décision du Gouvernement régional d’approuver le programme du CQDW en sa séance du 5 juillet 2018 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 38, §1er, 1° b) « (...) les services objets du marché incluent la conception ou les solutions innovantes » ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l’article 90 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le projet concerne l'opération B.2.2 : « Centre emploi formation et équipement petite enfance » du programme du Contrat Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

Considérant qu'après analyse approfondie de la faisabilité de la programmation dans les bâtiments existants, il est proposé de supprimer l'équipement petit enfance, et de le relocaliser dans un autre bâtiment ;

Considérant que ce changement sera détaillé dans la modification de programme numéro 1 du CQDW ;

Considérant que cette modification de programme sera soumise dans son intégralité lors d'une prochaine séance ;

Considérant que le projet s'inscrit dès lors dans l'objectif d'une réflexion globale sur le pôle communal des immeubles avenue Wielemans Ceuppens de 1 à 11 et d'un projet de réhabilitation sur les bâtiments avenue Wielemans Ceuppens 1 à 7 en équipement d'intérêt collectif sans équipement petit enfance ;

Considérant que le présent marché porte sur une mission complète d'auteur de projet, chargé des études et du contrôle des travaux pour la rénovation et reconversion complète des bâtiments avenue Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif ainsi qu'une réflexion urbanistique sur le pôle communal des immeubles avenue Wielemans Ceuppens de 1 à 11 ;

Considérant qu'au vu de l'estimation du marché et de sa nature, il est proposé de passer le marché par procédure concurrentielle avec négociation, conformément à l'article 38, §1er, 1° b) de la loi du 17 juin 2016 « (...) les services objets du marché incluent la conception ou les solutions innovantes » ;

Considérant que la deuxième phase de la procédure (dépôt et défense orale des offres) sera encadrée par un Comité d'Avis qui apportera rigueur et professionnalisme, transparence et égalité au traitement des candidatures et des offres ;

Considérant que la deuxième phase de la présente procédure comprend entre autre l'élaboration d'une esquisse et que ces propositions nécessiteront des arbitrages qui ne pourront raisonnablement être faits sans dialogue avec le pouvoir adjudicateur ;

Considérant que le pouvoir adjudicateur souhaite se réserver le droit d'initier ce dialogue en amont de l'attribution du marché et que seule la procédure concurrentielle avec négociation offre cette possibilité ;

Considérant que l'estimation du marché dépasse le seuil d'application de la publicité européenne et que l'Avis de Marché sera dès lors publié au bulletin des adjudications du Moniteur belge et au Journal officiel de l'Union européenne par le billet de la plateforme E-procurement ;

Considérant l'avis de marché joint en annexe, établi par la cellule Revitalisation des Quartiers, ayant pour objet un : Appel à demande de participation - Mission d'auteur de projet relative à la : «Réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges joint en annexe, établi par la cellule de Revitalisation des Quartiers, ayant pour objet la : Mission d'auteur de projet relative à la : «Réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » ;

Considérant que le montant estimé pour le présent marché s'élève à 216 000,00 euros hors TVA, 261 360,00 euros 21% TVA comprise ;

Considérant qu'un montant de 21 600,00 euros hors TVA, soit 26 136,00 euros TVA comprise, équivalant à 10% de l'estimation du présent marché, est également prévu pour pallier aux révisions de prix et aux éventuels imprévus ;

Considérant que le montant total estimé pour cette mission est de 237 600,00 euros hors TVA (révisions des prix et imprévus compris), soit 287 496,00 euros TVA comprise ;

Considérant que le montant nécessaire à la désignation de l'auteur de projet est inscrit à l'article 9308/722-60/88 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

Considérant que la dépense sera financée à hauteur de 100%, par le subside contrat de quartier Wiels- sur-Senne, inscrit à l'article des recettes 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

Considérant qu'entre trois et cinq candidats seront sélectionnés au terme de la première phase du marché et seront invités à remettre offre pour la deuxième phase ;

Considérant que conformément aux conditions du marché, chaque soumissionnaire, pour autant qu'il ait remis une offre complète, conforme, ayant atteint un résultat de plus de 50% des points au regard des critères d'attributions, se verra proposer une indemnité forfaitaire de 5.000,00 euros ;

Considérant que s'agissant d'une indemnité, le régime de la T.V.A. n'est pas d'application ;

Considérant que le montant nécessaire à l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires est inscrit à l'article 9308/122-48/88 « Indemnité pour autres prestations » du service ordinaire du budget 2019 ;

Considérant que la dépense sera financée à hauteur de 100%, par le subside contrat de quartier Wiels- sur-Senne, inscrit à l'article des recettes 9308/994-01/88 « Prélèvement sur le fonds de réserves ordinaire » ;

DECIDE,

D'approuver la suppression de l'équipement petite enfance prévu initialement au programme de l'opération B.2.2 et de le localiser dans un autre bâtiment ;

D'approuver le lancement du marché « Mission d'auteur de projet relative à la « Réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » dans le cadre de opération B.2.2 du programme du Contrat Quartier Durable Wiels-sur-Senne ;

De choisir la procédure concurrentielle avec négociation comme mode de passation du marché ;

D'approuver l'avis de marché ayant pour objet la : Appel à demande de participation - Mission d'auteur de projet relative à la : «Réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » et de le soumettre au bulletin des adjudications du Moniteur belge et au Journal officiel de l'Union européenne par le billet de la plateforme E-procurement ;

D'approuver le Cahier Spécial des Charges régissant les conditions de la deuxième phase de la procédure et les conditions d'exécution du marché ayant pour objet la : Mission d'auteur de projet relative à la :

«Réhabilitation des bâtiments Wielemans Ceuppens 1-7 en équipement d'intérêt collectif » ;

D'approuver le montant total estimé pour cette mission (comprenant honoraires, révisions des prix et imprévus) à de 237 600,00 euros hors TVA , soit 287 496,00 euros TVA comprise, montant inscrit à l'article 9308/722-60/88 « Aménagements des bâtiments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2019 ;

De financer la dépense à hauteur de 100%, par le subside contrat de quartier Wiels sur Senne, inscrit à l'article des recettes 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

D'approuver, conformément aux conditions du marché et suite à la deuxième phase de la procédure : le dépôt d'une offre, l'indemnité de 5.000,00 euros octroyée à chaque soumissionnaire (minimum trois et maximum cinq), pour autant qu'il ait remis une offre complète conforme, ayant atteint un résultat de plus de 50% des points au regard des critères d'attributions, s'agissant d'une indemnité, le régime T.V.A. n'est pas d'application ;

De prévoir l'engagement de la dépense nécessaire à l'indemnisation des offres présentées par les soumissionnaires par un crédit disponible à l'article 9308/122-48/88 « Indemnité pour autres prestations » du service ordinaire du budget 2019 ;

De financer la dépense à hauteur de 100% par le subside contrat de quartier Wiels- sur-Senne, inscrit à l'article des recettes 9308/994-01/88 « Prélèvement sur le fonds de réserves ordinaire » ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

**Heropleving van de wijken - Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie B.2.2
“Tewerkstellings- en opleidingscentrum en voorziening voor kinderopvang” – Opdracht voor
diensten – Opdracht van projectontwerper betreffende de: “Renovatie van de gebouwen Wielemans
Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang” – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van
de gunningswijze van de opdracht, van de Opdrachtaankondiging en van het Bijzondere Bestek.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW) ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 april 2018 om:

- *Akte te nemen van de adviezen geformuleerd door de Overlegcommissie van 13 maart 2018;*
- *Het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne aan te nemen;*
- *Het Milieueffectenrapport met betrekking tot het programma van het DWC Wiels aan de Zenne aan te nemen;*
- *Het geheel van het dossier ter goedkeuring voor te leggen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;*
- *De subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de uitvoering van het programma van het DWC Wiels aan de Zenne aan te vragen;*

- *In te stemmen met de financiële bijdrage van de Gemeente zoals opgenomen in het basisdossier.*

Gelet op de beslissing van de Gewestregering in zitting van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, §1, 1° b) “(...) de diensten die het voorwerp van de opdracht uitmaken bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen”;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat het project betrekking heeft op de operatie B.2.2: “Tewerkstellings- en opleidingscentrum en voorziening voor kinderopvang” van het programma van het Duurzame Wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Overwegende dat na diepgaande analyse van de haalbaarheid van de programmatie in de bestaande gebouwen voorgesteld wordt om de voorziening voor kinderopvang te schrappen en deze onder te brengen in een ander gebouw;

Overwegende dat deze wijziging uitvoerig beschreven zal worden in de programmawijziging nummer 1 van het DWCW;

Overwegende dat deze programmawijziging integraal zal worden voorgelegd op de agenda van een volgende zitting;

Overwegende dat dit project bijgevolg kadert in de doelstelling van een globale denkoefening over de gemeentelijke pool bestaande uit de gebouwen in de Wielemans Ceuppenslaan 1 tot 11 en een project voor de renovatie van de gebouwen in de Wielemans Ceuppenslaan 1 tot 7 tot voorziening van collectief belang zonder voorziening voor kinderopvang;

Overwegende dat de huidige opdracht betrekking heeft op een volledige opdracht van projectontwerper, belast met de studies en de controle van de werkzaamheden voor de renovatie en volledige reconversie van de gebouwen in de Wielemans Ceuppenslaan 1-7 tot voorziening van collectief belang alsook een stedenbouwkundige denkoefening over de gemeentelijke pool bestaande uit de gebouwen in de Wielemans Ceuppenslaan 1 tot 11;

Overwegende dat, gelet op de raming van de opdracht en diens aard, voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via een mededingingsprocedure met onderhandeling, conform artikel 38, §1, 1°, b) van de wet van 17 juni 2016 “(...) de diensten die het voorwerp van de opdracht uitmaken bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen”;

Overwegende dat de tweede fase van de procedure (indiening en mondelinge verdediging van de offertes) zal plaatsvinden onder begeleiding van een Adviescomité dat zal zorgen voor nauwkeurigheid en professionalisme, transparantie en gelijkheid in behandeling van de kandidaatstellingen en offertes;

Overwegende dat de tweede fase van deze procedure o.m. de uitwerking van een schetsontwerp omvat en dat deze voorstellen zullen nopen tot beslechtingen die slechts redelijkerwijs kunnen plaatsvinden mits dialoog met de aanbestedende overheid;

Overwegende dat de aanbestedende overheid zich het recht wenst voor te behouden deze dialoog vóór de gunning van de opdracht aan te gaan en dat alleen de mededingingsprocedure met onderhandeling in deze mogelijkheid voorziet;

Overwegende dat de raming van de opdracht de toepassingsdrempel van de Europese bekendmaking overschrijdt en dat de Opdrachtaankondiging bijgevolg gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad en in het Publicatieblad van de Europese Unie via het E-procurement platform;

Overwegende de opdrachtaankondiging in bijlage, opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken, met als voorwerp een: Oproep tot aanvraag tot deelneming - Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de: “Renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang”;

Overwegende het Bijzondere Bestek in bijlage, opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken, met als voorwerp de: Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de: “Renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang”;

Overwegende dat de raming voor de huidige opdracht 216.000,00 euro excl. BTW bedraagt, d.w.z. 261.360,00 euro incl. 21% BTW;

Overwegende dat er tevens een bedrag van 21.600,00 euro excl. BTW, of 26.136,00 euro BTW inbegrepen voorzien is, wat overeenkomt met 10% van de raming van de huidige opdracht, om de prijsherzieningen en de eventuele onvoorziene kosten op te vangen;

Overwegende dat het totale bedrag voor deze opdracht geraamd wordt op 237.600,00 euro excl. BTW (prijsherzieningen en onvoorziene kosten inbegrepen), of 287.496,00 euro BTW inbegrepen;

Overwegende dat het bedrag dat nodig is voor de aanstelling van de projectontwerper ingeschreven is op artikel 9308/722-60/88 'Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering' van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

Overwegende dat de uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door de subsidie van het wijkcontract Wiels aan de Zenne, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/995-52/88 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds”;

Overwegende dat er na afloop van de eerste fase van de opdracht drie à vijf kandidaten geselecteerd zullen worden en uitgenodigd om een offerte in te dienen voor de tweede fase;

Overwegende dat, conform de voorwaarden van de opdracht, elke inschrijver, voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend die een resultaat van meer dan 50% van de punten ten opzichte van de gunningscriteria heeft behaald, een forfaitaire vergoeding van 5.000,00 euro zal ontvangen;

Overwegende dat, aangezien het om een vergoeding gaat, de BTW-regeling niet van toepassing is;

Overwegende dat het bedrag nodig voor de vergoeding van de offertes ingediend door de inschrijvers ingeschreven is op artikel 9308/122-48/88 'Vergoeding voor andere prestaties' van de gewone dienst van de begroting 2019;

Overwegende dat de uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door de subsidie van het wijkcontract Wiels aan de Zenne, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/994-01/88 "Overboeking op het gewone reservefonds";

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de schrapping van de voorziening voor kinderopvang, oorspronkelijk voorzien in het programma van operatie B.2.2 en deze onder te brengen in een ander gebouw;

Goedkeuring te verlenen aan de lancering van de opdracht "Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de "Renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang" in het kader van operatie B.2.2 van het programma van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne;

Te kiezen voor de mededingingsprocedure met onderhandeling als gunningswijze van de opdracht;

Goedkeuring te verlenen aan de opdrachtaankondiging met als voorwerp de: Oproep tot aanvraag tot deelneming - Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de: "Renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang" en ze te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen van het Belgisch Staatsblad en in het Publicatieblad van de Europese Unie via het E-procurement platform;

Goedkeuring te verlenen aan het Bijzondere Bestek van toepassing op de voorwaarden van de tweede fase van de procedure en de uitvoeringsvoorwaarden van de opdracht met als voorwerp de: Opdracht van projectontwerper met betrekking tot de: "Renovatie van de gebouwen Wielemans Ceuppens 1-7 tot voorziening van collectief belang";

Goedkeuring te verlenen aan het totale geraamde bedrag voor deze opdracht (met inbegrip van honoraria, prijsherzieningen en onvoorziene kosten) nl. 237.600,00 euro excl. BTW, of 287.496,00 euro BTW inbegrepen, bedrag ingeschreven op artikel 9308/722-60/88 "Aanpassingswerken aan gebouwen in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2019;

De uitgave voor 100% te financieren door de subsidie van het wijkcontract Wiels aan de Zenne, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/995-52/88 "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds";

Conform de voorwaarden van de opdracht en volgend op de tweede fase van de procedure, goedkeuring te verlenen aan: de indiening van een offerte, de vergoeding van 5.000,00 euro toegekend aan elke inschrijver (minstens drie en hoogstens vijf), voor zover hij een volledige, conforme offerte heeft ingediend die een resultaat van meer dan 50% van de punten heeft behaald ten opzichte van de gunningscriteria - aangezien het om een vergoeding gaat, is de BTW-regeling niet van toepassing;

De vastlegging van de uitgave die nodig is voor de vergoeding van de offertes ingediend door de inschrijvers te voorzien door een krediet dat beschikbaar is op artikel 9308/122-48/88 "Vergoeding voor andere prestaties" van de gewone dienst van de begroting 2019;

De uitgave voor 100% te financieren door de subsidie van het wijkcontract Wiels aan de Zenne,

ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/994-01/88 “Overboeking op het gewone reservefonds”;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

11 annexes / 11 bijlagen

VIE SOCIALE - SOCIAAL LEVEN

Jeunesse - Jeugd

11 Jeunesse - Atout Projet asbl - Convention 2020-2022 et participation financière de la commune de Forest - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la convention entre Atout Projet asbl, représenté par son président, Monsieur Eric Bott et la commune de Forest, représentée par Monsieur Stéphane Roberti, Bourgmestre et Madame Betty Moens, Secrétaire Communale ;

Vu le courrier du 23/09/2019 adressé par Atout Projet au collège des Bourgmestre et Echevins concernant l'augmentation de la participation financière de 2020-2022 ;

Considérant l'intérêt qu'il y a pour la commune de poursuivre cette collaboration ;

Considérant que deux animateurs temps pleins sont mis à disposition par l'asbl Atout Projet à la Commune de Forest ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la convention 2020-2022 entre Atout Projet asbl et la Commune de Forest ;

Considérant que l'augmentation de 10.000,00 euros à 12.000,00 euros est à inscrire au service ordinaire du budget 2020 sous l'article 761/332-02/17 ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE,

D'approuver la convention 2020-2022 ci-jointe entre Atout Projet asbl et la commune de Forest ;

D'approuver la majoration financière 2020 – 2022 de la commune pour la porter à 12.000,00 € représentant deux postes temps pleins détachés dans la commune ;

D'admettre la dépense et l'inscrire à l'article 761/332-02/17 du service ordinaire du budget 2020 ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cette convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Jeugd - Atout Projet vzw - Overeenkomst 2020-2022 en financiële tussenkomst van de gemeente Vorst - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst tussen de vzw Atout Projet, vertegenwoordigd door zijn voorzitter, meneer Eric Bott, en de Gemeente Vorst, vertegenwoordigd door de heer Stéphane Roberti, Burgemeester, en mevrouw Betty Moens, Gemeentesecretaris;

Gelet op het schrijven van 23/09/2019 gericht door Atout Projet aan het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de verhoging van de financiële bijdrage voor 2020-2022;

Overwegende het belang dat de Gemeente heeft bij de voortzetting van deze samenwerking;

Overwegende dat twee voltijdse animatoren door de vzw Atout Projet ter beschikking worden gesteld en toegewezen aan de Gemeente Vorst;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de overeenkomst 2020-2022 tussen Atout Projet vzw en de Gemeente Vorst goed te keuren;

Overwegende dat de verhoging van 10.000,00 euro naar 12.000,00 euro ingeschreven is op de gewone dienst van de begroting 2020 onder artikel 761/332-02/17;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de hierbij gevoegde overeenkomst 2020-2022 tussen Atout Projet vzw en de Gemeente Vorst;

De verhoging van de financiële bijdrage van de Gemeente 2020 – 2022 goed te keuren om deze op 12.000,00 € te brengen, wat twee voltijdse betrekkingen toegewezen aan de gemeente betekent;

In te stemmen met de uitgave en ze in te schrijven op artikel 761/332-02/17 van de gewone dienst van de begroting 2020;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van deze overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

12 **Jeunesse - Charte pour un service citoyen pour tous les jeunes - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Charte ci-jointe pour un service citoyen pour tous les jeunes ;

Vu la déclaration de politique générale 2018-2024 dans laquelle le pouvoir organisateur entend favoriser l'émancipation et l'autonomie des jeunes ;

Considérant l'intérêt qu'il y a pour la commune d'adhérer à cette charte ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

D'adhérer à la Charte ci-jointe pour un service citoyen pour tous les jeunes ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cette charte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Jeugd - Charter voor een samenlevingsdienst voor alle jongeren - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het hier bijgevoegde charter voor een samenlevingsdienst voor alle jongeren;

Gelet op de Algemene Beleidsverklaring 2018-2024 waarin de inrichtende macht de emancipatie en zelfstandigheid van de jongeren wil bevorderen;

Overwegende het belang dat de Gemeente heeft om bij dit charter aan te sluiten;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Aan te sluiten bij het hier bijgevoegde charter voor een samenlevingsdienst voor alle jongeren;

De Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, te gelasten teneinde de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van dit charter.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Madame Goldberg :

Pouvez-vous me donner les mesures concrètes et me dire dans quels délais celles-ci seront réalisées ?

Madame El Hamidine :

**Le service au citoyen a été en contact avec le service jeunesse qui va mettre la charte en application .
En collaboration, ces deux services vont demander aux jeunes de s'intégrer dans des projets définis.**

Monsieur Pierre – De Permentier :

Si un accident arrive, est-il assuré par la commune ou le service citoyen ?

Madame El Hamidine :

Par le service citoyen.

Mevrouw Goldberg:

Kunt u mij de concrete maatregelen geven en mij vertellen binnen welke termijnen deze zullen worden gerealiseerd?

Mevrouw El Hamidine:

De samenlevingsdienst heeft contact gehad met de jeugddienst, die het charter zal uitvoeren. In samenwerking zullen deze twee diensten aan de jongeren vragen om zich te integreren in vastgelegde projecten.

De heer Pierre-De Permentier:

Als er een ongeval gebeurt, is hij dan verzekerd door de gemeente of door de samenlevingsdienst?

Mevrouw El Hamidine:

Door de samenlevingsdienst.

1 annexe / 1 bijlage

3e Age - 3de leeftijd

13 Seniors - Tarif des repas et boissons pour les centres pour Seniors de la commune de Forest.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 26 février 2013 portant règlement – redevances sur le tarif des repas et des boissons pour les centres récréatifs pour personnes retraitées (CRPR) ;

Attendu qu'il y a lieu de procéder à une adaptation des prix des boissons afin de s'approcher du prix de revient facturé à la commune ;

Attendu que de nouveaux produits en verres et non plus en plastiques sont également proposés à la consommation ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 17 alinéa 1^{er} et l'article 118 alinéa 1^{er} ;

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE :

De modifier avec effet au 1^{er} octobre 2019 le règlement – redevances « seniors – tarif des repas et boissons » qui s'établira comme repris en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Senioren - Tarif voor maaltijden en dranken in de centra voor senioren van de gemeente Vorst.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 26 februari 2013 houdende retributiereglement betreffende het tarief van maaltijden en dranken voor de recreatiecentra voor gepensioneerde personen (RCGP);

Overwegende dat er overgegaan moet worden tot een aanpassing van de prijzen van de dranken ten einde de werkelijke prijs gefactureerd aan de gemeente te benaderen;

Overwegende dat er tevens nieuwe producten in glas en niet meer in plastic worden aangeboden voor consumptie;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 17, 1^{ste} lid en artikel 118, 1^{ste} lid;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Het retributiereglement "senioren – tarief voor maaltijden en dranken" te wijzigen met inwerkingtreding op 1 oktober 2019 dat eruit zal zien zoals opgenomen in bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Monsieur Pierre – De Permentier :

Pourquoi cette augmentation ?

Madame El Hamidine :

Les tarifs n'ont pas changé depuis 2017.

De heer Pierre-De Permentier:

Waarom deze verhoging?

Mevrouw El Hamidine:
De tarieven werden sinds 2017 niet meer gewijzigd.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes / Comptabilité - Facturation / Cultes - Belastingen / Boekhouding - Facturatie / Erediensten

14 Finances – Budget 2019 - Modifications numéros 3 et 4 du service ordinaire et extraordinaire.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et suivants de la Nouvelle Loi communale relatives à l'établissement des budgets communaux;

Vu les articles 15 et 16 de l'Arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2019 ;

DECIDE,

De modifier le budget ordinaire et extraordinaire 2019 comme repris dans les tableaux ci-joints relatifs aux modifications budgétaires numéros 3 et 4.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 19 votes positifs, 13 votes négatifs, 1 abstention.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowitz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Abstention : Mustapha Al Masude.

Financiën – Begroting 2019 - Wijzigingen nummers 3 en 4 van de gewone en buitengewone dienst.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de opmaak van de gemeentebegrotingen;

Gelet op artikelen 15 en 16 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Overwegende dat de gewone en buitengewone begroting 2019 gewijzigd dient te worden;

BESLIST,

De gewone en buitengewone begroting 2019 te wijzigen zoals opgenomen in de hierbijgevoegde tabellen betreffende de begrotingswijzigingen nummers 3 en 4.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 19 positieve stemmen, 13 negatieve stemmen, 1 onthouding.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplówicz, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Nabil Boukili, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Onthouding : Mustapha Al Masude.

Monsieur Pierre – De Permentier :

Quid du report de l'avenant au chantier du stade Bertelson ?

Madame Père :

Il y a une étude de faisabilité en cours. Ceci explique le report.

Monsieur Hacken :

Le cdH vote contre le budget à cause du déficit de 210.000 €.

Monsieur Loewenstein :

La position du groupe DÉFI ne change en rien par rapport à la position défendue lors des débats sur le budget initial 2019 au conseil communal du 28 mai dernier.

Nos arguments et questionnements restent les mêmes et je renvoie donc les personnes intéressées au PV du conseil du 28 mai.

Notre position n'a pas changé d'autant plus que l'on note une augmentation de plus de 473.000€ pour les dépenses de personnel, ceci, alors que le budget initial avait été reporté pour répondre aux demandes de la tutelle visant à réduire notamment les dépenses de personnel et de fonctionnement. Vous sortez à nouveau des clous du plan, et ce, notamment parce que vous avez engagé du personnel pour un montant supplémentaire d'environ 250.000 € dans vos cabinets politiques... Nous ne pouvons accepter cette situation.

Le groupe DÉFI votera contre ces MB.

De heer Pierre-De Permentier:

Hoe zit het met het uitstel van het aanhangsel bij de werf van het Bertelsonstadion?

Mevrouw Père:

Er is een haalbaarheidsstudie aan de gang. Dit verklaart het uitstel.

De heer Hacken:

De cdH stemt tegen de begroting vanwege het tekort van 210.000 €.

De heer Loewenstein:

Het standpunt van de DÉFI-fractie wijkt geenszins af van het standpunt dat werd verdedigd tijdens de debatten over de oorspronkelijke begroting 2019 tijdens de gemeenteraad van 28 mei laatstleden.

Onze argumenten en bevragingen blijven dezelfde en ik verwijs daarom de belangstellenden naar het PV van de raad van 28 mei.

Ons standpunt is niet veranderd, eens te meer daar de personeelskosten met meer dan 473.000 € zijn gestegen, ook al werd de oorspronkelijke begroting uitgesteld om tegemoet te komen aan de verzoeken van de toezichthoudende overheid om met name de personeels- en werkingskosten te verlagen. U kleurt weer buiten de lijnen van het plan, en dit omdat u onder meer personeel heeft ingehuurd voor een extra bedrag van ongeveer 250.000 € in uw politieke kabinetten.... Wij kunnen deze situatie niet aanvaarden.

De DéFI-fractie zal tegen deze BW stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

15 Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène - Budget 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu les articles 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu le budget 2019 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Alène, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	32.803,00 €	137.474,00 €	170.277,00 €
DEPENSES	44.010,00 €	126.267,00 €	170.277,00 €

BALANCE

Considérant que le subside extraordinaire de la commune à l'article 25 pour financer l'installation d'une nouvelle chaudière est de 126.267,00 €, déjà engagé et payé dans la comptabilité 2018, doit être de 0,00 € au lieu de 126.267,00 € (rubrique à l'article 25 des recette extraordinaires) au budget 2019 ;

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de Forest de 7.903,00 € pour les frais ordinaires du culte. La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à 7.903,00 € x 11,55 % = 912,80 € ;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2019 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le budget 2019, afin que celui-ci reste en équilibre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 31 votes positifs, 2 votes négatifs.
Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek van Sint-Alena - Begroting 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensden, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op artikelen 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de begroting 2019 van de Kerkfabriek van Sint-Alena, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	32.803,00 €	137.474,00 €	170.277,00 €
UITGAVEN	44.010,00 €	126.267,00 €	170.277,00 €

EVENWICHT

Overwegende dat de buitengewone subsidie van de gemeente in artikel 25 voor de financiering van de installatie van een nieuwe verwarmingsketel 126.267,00 € bedraagt, wat reeds vastgelegd en betaald werd in de boekhouding 2018, 0,00 € moet zijn in plaats van 126.267,00 € (post in artikel 25 van buitengewone ontvangsten) in de begroting 2019;

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van Vorst van 7.903,00 € voor de gewone kosten van de eredienst. Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $7.903,00 \text{ €} \times 11,55 \% = 912,80 \text{ €}$;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2019 van de Kerkfabriek Sint-Alena en de toezichthoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de begroting 2019, opdat deze in evenwicht blijft.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 31 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.
Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

LE CONSEIL,

Vu l'article 89§1 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Le conseil de l'action sociale arrête chaque année avant le 15 juin les comptes annuels de l'exercice précédent du centre public d'action sociale et de chacun des hôpitaux gérés par celui-ci* »

Vu la décision du 13 juin 2019 du Conseil de l'action sociale arrêtant provisoirement les comptes annuels 2018, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31.12.2018 ainsi que ses annexes;

Vu l'article 112ter.§1^{er} . loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale précisant « *Dans les vingt jours de l'arrêt des comptes annuels par le conseil de l'action sociale et, en tout cas, avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice, ceux-ci sont transmis au conseil communal aux fins d'être arrêtés définitivement. Les comptes annuels sont transmis en même temps au Collège réuni* ».

Considérant la réception, dans les délais prescrits, soit le 25 juin 2019, des comptes annuels 2018 du CPAS et les annexes obligatoires répondant aux dispositions reprises dans circulaire du 02 avril 2019, relative à la clôture des comptes de l'exercice 2018 ;

Vu l'article 112ter.§2. loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale précisant « *le conseil communal dispose de quarante jours à dater de leur réception pour approuver ou improver les comptes. Si la décision du conseil communal n'est pas notifiée dans ce délai au conseil de l'action sociale, les comptes sont réputés être approuvés.*

Le centre public d'action sociale transmet au Collège réuni la décision du conseil communal approuvant ses comptes dans les quinze jours de sa réception.

Dans l'hypothèse de l'absence de décision du conseil communal, à l'expiration du délai de quarante jours, le centre public d'action sociale notifie sans délai au Collège réuni que les comptes ont été approuvés tacitement par expiration du délai. »

Considérant que le délai des 40 jours à dater de la réception de l'acte et des pièces justificatives est dépassé, les comptes annuels sont approuvés tacitement par expiration du délai conformément à l'article 112ter.§2 précité ;

DECIDE,

- De prendre pour information des comptes annuels 2018 du CPAS et de ses annexes reprenant les résultats suivants :

	Ordinaire	Extra ordinaire	Total général
Droits constatés au profit du C.P.A.S (1)	53.087.335,15	281.300,89	53.368.636,04
Irrécouvrables et non-valeurs à déduire (2)	1.328.691,82	0,00	1.328.691,82
Droits constatés nets =(1-2)	51.758.643,33	281.300,89	52.039.944,22
Engagements contractés par le C.P.A.S (3)	50.569.713,04	2.345.012,57	52.914.725,61
Résultat comptable de l'exercice propre =(1-2)-(3)	1.188.930,29	-2.063.711,68	-874.781,39
Résultat comptable reporté de l'exercice précédent (4)			1.653.937,57
Irrécouvrables relatifs aux exercices clos (5)	205.337,77	2.883.769,52	3.089.107,29
Crédits abandonnés des exercices clos (6)	648.885,12	1.907.909,46	2.556.794,58
Résultat des exercices clos =(6-5)			-532.312,71
Résultat Comptable budgétaire de l'exercice 2019 = (1-2)-(3)+(4)+(6-5)			246.843,47
Créances aléatoires Variation du fonds			245.078,19
Résultat final de l'exercice 2018 à décomposer et à reporter au budget de l'exercice 2019 (Bomi)			1.765,28

- De transmettre la présente délibération au CPAS;

- D'inviter le CPAS à établir un rétro-planning annuel, validé par le Comité de concertation relatif à l'arrêt provisoires des comptes annuels par le Conseil de l'action social et sa transmission aux instances communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - Jaarrekeningen van het OCMW - Dienstjaar 2018 - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op artikel 89 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd per ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar vóór 15 juni de rekening vast van het voorgaande dienstjaar van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat”*;

Gelet op de beslissing van 13 juni 2019 van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2018, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekeningen en de balans op 31.12.2018 alsook de bijlagen daarvan;

Gelet op artikel 112ter, §1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“Binnen twintig dagen na het vaststellen van de jaarrekeningen door de raad voor maatschappelijk welzijn en, in elk geval, vóór 30 juni volgend op het afsluiten van het dienstjaar, worden deze verzonden aan de gemeenteraad om definitief te worden vastgesteld. De jaarrekeningen worden tegelijkertijd verzonden aan het Verenigd College”*;

Overwegende de ontvangst, binnen de voorgeschreven termijn, namelijk op 25 juni 2019, van de jaarrekeningen 2018 van het OCMW en hun verplichte bijlagen, beantwoordend aan de bepalingen opgenomen in de rondzendbrief van 2 april 2019 betreffende de afsluiting van de rekeningen voor het dienstjaar 2018;

Gelet op artikel 112ter, §2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De gemeenteraad heeft veertig dagen vanaf de ontvangst om de rekeningen goed te keuren of niet goed te keuren. Indien de beslissing van de*

gemeenteraad niet binnen deze termijn aan de raad voor maatschappelijk welzijn wordt betekend, worden de rekeningen geacht te zijn goedgekeurd.

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn stuurt de beslissing van de gemeenteraad tot goedkeuring van de rekeningen binnen vijftien dagen na de ontvangst ervan aan het Verenigd College.

In het geval van de afwezigheid van een beslissing van de gemeenteraad, na het verstrijken van de termijn van veertig dagen, betekent het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zonder uitstel aan het Verenigd College dat de rekeningen stilzwijgend werden goedgekeurd door het verstrijken van de termijn”;

Overwegende dat de termijn van 40 dagen vanaf de ontvangst van de akte en de verantwoordingsstukken overschreden is en de jaarrekeningen stilzwijgend werden verlengd door het verstrijken van de termijn, conform voornoemd artikel 112ter, §2;

BESLUIT,

- Kennis te nemen van de jaarrekeningen 2018 van het OCMW en hun bijlagen, met daarin de volgende saldi:

	Gewoon	Buiterge woon	Algemeen totaal
Vastgestelde rechten ten voordele van het O.C.M.W. (1)	53.087.335,15	281.300,89	53.368.636,04
Af te trekken omvaarden en oninbare bedragen (2)	1.328.691,82	0,00	1.328.691,82
Netto vastgestelde rechten =(1-2)	51.758.643,33	281.300,89	52.039.944,22
Vastleggingen aangegaan door het O.C.M.W. (3)	50.569.713,04	2.345.012,57	52.914.725,61
Boekhoudkundig resultaat van het eigen dienstjaar =(1-2)-(3)	1.188.930,29	-2.063.711,68	-874.781,39
Boekhoudkundig resultaat overgedragen van het voorgaande dienstjaar (4)			1.653.937,57
Oninbare bedragen betreffende de afgesloten dienstjaren (5)	205.337,77	2.883.769,52	3.089.107,29
Verzakte kredieten van de afgesloten dienstjaren (6)	648.885,12	1.907.909,46	2.556.794,58
Resultaat van de afgesloten dienstjaren = (6-5)			-532.312,71
Boekhoudkundig begrotingsresultaat van het dienstjaar 2019 = (1-2)-(3)+(4)+(6-5)			246.843,47
Onzekere schuldvorderingen Variatie van het fonds			245.078,19
Op te delen eindresultaat van het dienstjaar 2018 en over te dragen naar de begroting 2019 (Box)			1.765,28

- De huidige beraadslaging over te maken aan het OCMW;

- Het OCMW te verzoeken een jaarlijkse retroplanning op te stellen, goedgekeurd door het Overlegcomité, betreffende de voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn en hun overmaking aan de gemeentelijke instanties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Monsieur Roland :

Quel était au compte 2018, le déficit du « Val des Roses » ?

Les frais de personnel avaient augmenté de 2016 à 2018 de plus de 20%, alors que le nombre de résidents est resté stable.

Les travaux de rénovation du Val des Roses devaient se terminer il y a 3 ans, quelle solution le CPAS a-t-il pour les séniors handicapés ?

Le retard d'un an et demi dans la récupération des factures médicales est-il résorbé ?

...

Monsieur Van Vlasselaer:

1. Le texte du projet de délibération appelle les questions suivantes :

1/ l'art.89§1^{er} de la loi organique précise que : « le conseil de l'action sociale arrête chaque année avant le 15 juin les comptes annuels de l'exercice précédent... »

Toutefois, le 2^{ème} considérant fait état un « arrêt provisoire » : que signifie exactement cette notion non prévue par la loi ? Le conseil d'action sociale a-t-il oui ou non arrêté les comptes 2018 le 13 juin 2019 ?

Il convient de supprimer l'article qualificatif « provisoire » du texte du 2^{ème} considérant

2/ Le 4^{ème} considérant mentionne que le cpas a régulièrement transmis sa décision le 25 juin, soit dans le délai prescrit

Le délai légal s'éteignait donc le 5 août 2019 ; pourquoi avoir attendu ce conseil du 8 octobre pour inscrire l'examen du compte 2018 du cpas à l'OJ , alors que le conseil communal a tenu séance les 2/7/ et 10/9/2019 , celui du 2/7 étant encore dans les délais ?

Non seulement récemment le Collège oublie la consultation ou la concertation des habitants comme on a pu le constater récemment dans 2 dossiers importants, néglige le droit à l'information des membres du conseil communal, mais en outre, prive le conseil communal de l'exercice de sa compétence légale d'approuver ou imputer les comptes du cpas !!

Est-ce cela la démocratie ? Est-ce cela la démocratie participative ?

3/ l'avant dernier considérant fait état d'un conseil communal fixé au 3 septembre 2019 : cette information n'est pas exacte et dès lors, il conviendrait de supprimer ce considérant

4/ en ce qui concerne le dispositif décisionnel,

- **Le 1^{er} alinéa vise une « prise d'acte » ; or, ici , aucun acte n'a été pris puisqu'il s'agit d'une approbation tacite par expiration de délai en vertu de l'art. 112ter §2 de la loi organique**

Il s'ensuit que le conseil ne peut prendre le fait légal que « pour information »

- le 3^{ème} alinéa « invite le cpas à établir un rétro planning annuel...afin que le conseil communal puisse exercer sa tutelle d'approbation », alors que le cpas a transmis ,selon le 4^{ème} considérant, les documents relatifs aux comptes dans les délais légaux !

Il appartenait aux autorités communales de convoquer le conseil dans le délai légal afin qu'il puisse exercer sa compétence en la matière telle que décrite à l'art.112ter §2 de la loi organique

Il conviendrait donc d'amender la proposition de décision comme suit :

Ali.1^{er} : remplacer « prendre acte » par « prendre pour information »

Ali.3 : supprimer la fin de la phrase « afin que ...tutelle d'approbation »

2. Remarques relatives au compte :

1/ Lors de l'examen du budget initial du cpas, une surestimation des recettes avait été relevée : celle-ci est confirmée puisque la différence entre les recettes budgétées et les droits constatés atteint 4,8 millions € ...compensée, en partie, il est vrai, par un engagement des dépenses inférieur de 3,6 millions € aux prévisions budgétaires, compensation qui trouve son origine dans le fait qu'une partie de l'exercice a été exécuté sous le régime des 12^e provisoire en raison de l'adoption tardive du

budget !

2/ cette situation explique aussi majoritairement à la sous-fonction « Aide sociale » des engagements de dépenses inférieurs de 3,4 millions € à la prévision budgétaire initiale

3/ en matière de politique RH, on déplore encore toujours l'absence récurrente de cadre organique (violation de l'art.42 et 43 alinéa 2 de la loi organique) et de normes objectives justifiant l'effectif du personnel ; en outre, les difficultés de fonctionnement persistent

4/ Qu'en est-il de l'organisation des recrutements ou des recrutements effectifs et réguliers des fonctions légales visées aux art 43bis, 45bis, 45ter , de la désignation du directeur de la MRS?

5/ en ce qui concerne la MRS « Val des roses » :

- a. Le compte 2018 affiche, en recette, des droits constatés inférieurs d'1 million€ à la prévision budgétaire**

En dépenses, les engagements sont inférieurs de 0,6 million € aux crédits budgétaires ouverts, d'où une impasse de 0,4 million

- b. le déficit d'exploitation du « Val des roses » est affiché en hausse et atteint 1,9 million € ; toutefois , il convient de tenir compte du fait que l'imputation des frais répartis est incomplète ; une estimation plus réaliste de ceux-ci amène l'évaluation du déficit à 3,3 millions € !**

Il est à noter que cette situation fausse la perception de la réalité du résultat de la gestion générale du cpas et du secteur de l'aide sociale !

C/ Conclusion :

Compte tenu du fait que la réalisation de l'exercice budgétaire 2018 s'est déroulé en partie sous le régime des 12^e provisoires et de l'importance de la subvention communale, il n'est pas étonnant que le résultat affiché soit proche de l'équilibre, mais les perspectives d'évolution du résultat ne semblent pas rassurantes !

Monsieur Roberti :

Vous devez poser ces questions au sein du Conseil de l'Action Sociale.

De heer Roland:

Hoeveel bedroeg het tekort van "Val des Roses" in de rekening 2018?

De personeelskosten zijn tussen 2016 en 2018 met meer dan 20% gestegen, terwijl het aantal bewoners stabiel is gebleven.

De renovatiewerken aan Val des Roses zouden 3 jaar geleden voltooid worden, welke oplossing heeft het OCMW voor de gehandicapte senioren?

Is de achterstand van anderhalf jaar bij het innen van de medische facturen ingehaald?

...

De heer Van Vlasselaer:

- 1. De tekst van het ontwerp van beraadslaging roept de volgende vragen op:**

1/ art. 89 §1 van de organieke wet bepaalt dat: “de raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar vóór 15 juni de rekening vast van het voorgaande dienstjaar...”

De 2^e considerans maakt evenwel gewag van een “voorlopige vaststelling”: wat betekent dit begrip

precies dat niet voorzien is door de wet? Heeft de raad voor maatschappelijk welzijn wel of niet de rekeningen 2018 vastgesteld op 13 juni 2019?

Het is aangewezen het artikel dat spreekt over “voorlopig” te schrappen uit de tekst van de 2^e considerans.

2/ De 4^e considerans vermeldt dat het OCMW op 25 juni zijn beslissing op regelmatige wijze, namelijk binnen de voorgeschreven termijn, heeft overgemaakt.

De wettelijke termijn is dus verstreken op 5 augustus 2019; waarom heeft u gewacht tot deze raad van 8 oktober om het onderzoek van de rekening 2018 van het OCMW op de dagorde in te schrijven, terwijl de gemeenteraad zitting heeft gehouden op 2/7 en 10/9/2019, waarbij die van 2/7 nog binnen de termijnen viel?

Niet alleen vergeet het College de raadpleging of het overleg met de inwoners zoals we onlangs in twee belangrijke dossiers hebben gezien, het verwaarloost het recht op informatie van de gemeenteraadsleden, en bovendien ontnemt het de gemeenteraad de uitoefening van zijn wettelijke bevoegdheid om de rekeningen van het OCMW al dan niet goed te keuren!!!

Gaat het hier om democratie? Is dit participatieve democratie?

3/ de voorlaatste considerans maakt gewag van een gemeenteraad vastgesteld op 3 september 2019: deze informatie is onjuist en deze considerans dient bijgevolg geschrapt te worden.

4/ wat betreft het besluitvormingsmechanisme,

- Het 1^e lid beoogt een “akteneming”; welnu, er werd hier geen enkele akte genomen want het gaat om een stilzwijgende goedkeuring door het verstrijken van de termijn krachtens art. 112ter §2 van de organieke wet.

Hieruit volgt dat de raad alleen het juridische feit "ter informatie" kan aanvaarden.

- het 3^e lid “het OCMW te verzoeken een jaarlijkse retroplanning op te stellen...opdat de gemeenteraad zijn goedkeuringstoezicht zou kunnen uitoefenen”, terwijl het OCMW, volgens de 4^e considerans, de documenten betreffende de rekeningen binnen de wettelijke termijnen heeft overgemaakt!

Het was aan de gemeentelijke overheden om de raad binnen de wettelijke termijn bijeen te roepen om zijn bevoegdheid ter zake zoals beschreven in artikel 112ter, §2, van de organieke wet uit te oefenen.

Het voorstel voor een besluit moet daarom als volgt worden gewijzigd:

1^e lid: “akte nemen” vervangen door “kennis nemen”

3^e lid: aan het einde van de zin “opdat de gemeenteraad zijn goedkeuringstoezicht zou kunnen uitoefenen” schrappen

2. Opmerkingen betreffende de rekening:

1/ Tijdens het onderzoek van de oorspronkelijke begroting van het OCMW werd een overschatting van de ontvangsten vastgesteld: dit werd bevestigd, aangezien het verschil tussen de begrote ontvangsten en de vastgestelde rechten 4,8 miljoen euro bedroeg.... gedeeltelijk gecompenseerd door een vastlegging van uitgaven die 3,6 miljoen euro lager was dan de begrotingsramingen, een compensatie die voortkomt uit het feit dat een deel van het dienstjaar volgens het systeem van de voorlopige twaalfden werd uitgevoerd omwille van de laattijdige goedkeuring van de begroting!

2/ Deze situatie verklaart ook de meeste vastleggingen van uitgaven in het kader van de subfunctie "Sociale bijstand", die 3,4 miljoen euro lager zijn dan de oorspronkelijke begrotingsprognose.

3/ Wat het personeelsbeleid betreft, betreuren we dat er nog steeds geen personeelsformatie is

(schending van art. 42 en 43, 2e lid, van de organieke wet) en geen objectieve normen die het personeelsbestand rechtvaardigen; daarnaast zijn er nog steeds operationele problemen.

4/ Hoe zit het met de organisatie van de aanwervingen of van de daadwerkelijke en regelmatige aanwervingen van de wettelijke functies bedoeld in art. 43bis, 45bis, 45ter, van de aanstelling van de directeur van het RVT?

5/ Wat het RVT "Val des Roses" betreft:

- a. De rekening 2018 toont, als ontvangsten, vastgestelde rechten die 1 miljoen euro lager zijn dan de begrotingsraming.

Wat de uitgaven betreft, liggen de vastleggingen 0,6 miljoen euro lager dan de opengestelde begrotingskredieten, waardoor er een niet gedekte uitgave van 0,4 miljoen euro is ontstaan.

- b. het exploitatietekort van "Val des Roses" neemt toe en bedraagt 1,9 miljoen euro; er moet echter rekening mee worden gehouden dat de aanrekening van de verdeelde kosten onvolledig is; een realistischere raming hiervan leidt tot een geraamd tekort van 3,3 miljoen euro!

Er dient opgemerkt dat deze situatie de perceptie van de realiteit van het resultaat van het algemene beheer van het OCMW en van de sector van de sociale bijstand vertekent!

C/ Conclusie:

Rekening houdend met het feit dat het begrotingsjaar 2018 zich gedeeltelijk heeft afgespeeld onder het systeem van de voorlopige twaalfden en met de omvang van de gemeentelijke subsidie, is het niet verwonderlijk dat het geboekte resultaat bijna in evenwicht is, maar de vooruitzichten voor de evolutie van het resultaat lijken niet geruststellend!

De heer Roberti:

U moet deze vragen stellen in de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.

18 annexes / 18 bijlagen

ORGANISATION - ORGANISATIE

Centrale d'achats / Economat - Centrale aankoopdienst / Economaat

- 17 **Service central d'achats - Emprunts pour le financement des dépenses d'investissements prévues au budget 2019.**

LE CONSEIL,

Vu le budget extraordinaire pour l'exercice 2019, arrêté par le Conseil communal en séance du 28 mai 2019 ;

Considérant que ce budget prévoit des dépenses d'investissements pour un montant total estimé à

44.904.363,85 EUR et que le financement de ces dépenses par emprunts à charge de la commune est estimé à 26.223.856,58 EUR et que des crédits ont été inscrits aux différentes fonctions du budget à cet effet ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 123, 4° et 234 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 28, §1^{er}, 6° ;

Vu la circulaire du 21 décembre 1998 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à certains services financiers et plus particulièrement aux emprunts ;

Considérant que, bien que les contrats d'emprunts à conclure avec un organisme bancaire ne soient plus soumis aux règles relatives aux marchés publics, la Commune est tout de même tenue de respecter les principes de transparence, d'égalité et de concurrence ; et que c'est à cette fin que ce règlement de consultation (n° 2019-S-057) a été rédigé ;

DECIDE :

1. D'approuver le présent règlement de consultation (n° 2019-S-057) pour la conclusion d'emprunts pour le financement des dépenses d'investissements du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 ;

2. D'approuver l'estimation de la part à financer par emprunts desdites dépenses d'investissements à 26.223.856,58 EUR ;

3. De fixer la liste des institutions financières à consulter comme suit :

- BNP Paribas Fortis, Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles ;
- Belfius, Place Charles Rogier 11, 1210 Bruxelles ;
- ING Belgique, Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles ;

4. D'inscrire les recettes correspondantes aux différents articles du budget extraordinaire de l'exercice 2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Centrale aankoopdienst - Leningen voor de financiering van de investeringsuitgaven voorzien in de begroting 2019.

DE RAAD,

Gelet op de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2019, vastgelegd door de Gemeenteraad in zitting van 28 mei 2019 ;

Overwegende dat deze begroting investeringsuitgaven voor een totaal bedrag geraamd op 44.904.363,85 EUR voorziet en dat de financiering van deze uitgaven door middel van leningen ten laste van de gemeente geraamd wordt op 26.223.856,58 EUR en dat er, met het oog hierop, kredieten werden ingeschreven op de verschillende functies van de begroting ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 123, 4° en 234 ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 28, §1, 6° ;

Gelet op de omzendbrief van 21 december 1998 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende sommige financiële diensten en meer bepaald de leningen ;

Overwegende dat, hoewel de kredietovereenkomsten die met een bankinstelling worden afgesloten niet meer onder de regels inzake overheidsopdrachten vallen, de Gemeente niettemin de beginselen van transparantie, gelijkheid en concurrentie moet eerbiedigen; en dat, omwille van dit doel, dit consultatiereglement (nr. 2019-S-057) opgesteld werd ;

BESLIST:

1. Het huidige consultatiereglement (nr. 2019-S-057) voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de investeringsuitgaven van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 goed te keuren ;

2. De raming op 26.223.856,58 EUR van het deel van voornoemde investeringsuitgaven die gefinancierd moeten worden door leningen goed te keuren ;

3. De lijst van de te raadplegen financieringsinstellingen als volgt vast te stellen:

- BNP Paribas Fortis, Warandeberg 3, 1000 Brussel ;
- Belfius, Rogierplein 11, 1210 Brussel ;
- ING België, Marnixlaan 24, 1000 Brussel ;

4. De overeenkomstige ontvangsten in te schrijven op de verschillende artikelen van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS & URBANISME - OPENBARE WERKEN & STEDENBOUW

Propriétés communales - Gemeentelijke Eigendommen

18 Propriétés communales – Rue des Anciens Etangs – Désaffectation d’une partie de la voirie.

LE CONSEIL,

Vu la concession de voirie signée le 16/09/2009 avec la SA Audi Brussels pour l’occupation d’une partie de la rue des Anciens Etangs à Forest et ce moyennant le versement d’une redevance annuelle indexée de 25.000,00€ ;

Considérant qu’un avenant à cette concession a été signé le 6/10/2015 pour prolonger cette concession

jusqu'au 30 septembre 2029 ;

Considérant que le plan d'alignements des voiries communales approuvé par le conseil communal du 20/02/2018 ne reprend plus ce tronçon de voirie dans le domaine public depuis le boulevard de la Deuxième Armée Britannique jusqu'au début de la parcelle C 28 G 3 reprise au n° 40 de la rue des Anciens Etangs ;

Considérant qu'il est utile de désaffecter ce tronçon de voirie et de le verser dans le domaine privé de la commune afin d'éviter tous problèmes urbanistiques et permettre une éventuelle vente future ;

Considérant que le Plan Régional d'Affectation du Sol précise en son article 25.6 qu'en cas de désaffectation d'une voirie, les actes et travaux y relatifs respectent les prescriptions applicables à l'une des zones qui la bordent (à savoir la zone d'industrie urbaine), moyennant mesures particulières de publicité ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De désaffecter la partie de la rue des Anciens Etangs depuis le boulevard de la Deuxième Armée Britannique jusqu'au début de la parcelle C 28 G 3 reprise au n° 40 de la rue des Anciens Etangs et ce conformément au plan d'alignements approuvé par le conseil communal du 20/02/2018 ;

D'affecter cette nouvelle parcelle de terrain au patrimoine privé de la commune de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeente-eigendommen – Oude Vijversstraat – Bestemmingswijziging van een deel van de weg.

DE RAAD,

Gelet op de wegenisconcessie ondertekend op 16/09/2009 met de NV Audi Brussels voor het gebruik van een deel van de Oude Vijversstraat te Vorst en dit middels de storting van een jaarlijkse geïndexeerde retributie van 25.000,00€;

Overwegende dat er een aanhangsel bij deze concessie ondertekend werd op 6/10/2015 om deze concessie te verlengen tot 30 september 2029;

Overwegende dat het rooilijnplan van de gemeentewegen goedgekeurd door de gemeenteraad van 20/02/2018 dit weggedeelte niet meer opneemt in het openbare domein vanaf de Britse Tweedelegerlaan tot het begin van het perceel C 28 G 3 aan de Oude Vijversstraat nr. 40;

Overwegende dat het nuttig is de bestemming van dit weggedeelte te wijzigen en het op te nemen in het private domein van de gemeente teneinde alle stedenbouwkundige problemen te vermijden en het in de toekomst eventueel te kunnen verkopen;

Overwegende dat het Gewestelijk Bestemmingsplan in artikel 25.6 verduidelijkt dat in geval van bestemmingswijziging van een weg, de betrokken handelingen en werken de voorschriften moet naleven die van toepassing zijn in een van de aangrenzende gebieden (namelijk het stedelijk industriegebied), mits bijzondere maatregelen inzake bekendmaking;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

De bestemming van het deel van de Oude Vijversstraat vanaf de Britse Tweedelegerlaan tot het begin van het perceel C 28 G 3 aan de Oude Vijversstraat nr. 40 te wijzigen en dit conform het rooilijnplan goedgekeurd door de gemeenteraad van 20/02/2018 ;

Dit nieuw perceel grond te bestemmen tot het privaat patrimonium van de gemeente Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Mobilité - Mobiliteit

19 Mobilité – Projet de Plan Régional de Mobilité – Avis.

LE CONSEIL,

Vu le projet de Plan Régional de Mobilité ;

Vu la lettre de Bruxelles Mobilité demandant un avis officiel sur le projet de Plan Régional de Mobilité pour le 17 octobre 2019 au plus tard ;

Considérant que les communes ont été associées à la co-construction du projet de Plan Régional de Mobilité ;

Considérant que le projet se décline en 6 focus :

1. Good Neighbourhood : focus sur l'organisation de la mobilité dans les quartiers (mise en place de quartiers apaisés) en augmentant la qualité de vie, de l'espace public et en privilégiant la fonction de séjour.
2. Good Network : focus sur les réseaux de transports. Le but est de rétablir un meilleur équilibre entre la voiture et les autres modes de transport.
3. Good Service : focus sur les services de mobilité, soit offrir aux usagers une palette de services qui permettraient à une partie de la population de se passer de la possession d'une voiture individuelle.
4. Good Choice : focus sur les mesures d'organisation territoriales et incitatives (règlements de tous ordres) qui visent à orienter les choix personnels et collectifs sur la façon de se déplacer sans porter atteinte à la liberté individuelle de chacun (ex : opter pour le mode de déplacement le plus adapté à chacun dans ses déplacements)
5. Good Partner : focus sur la gouvernance. L'ambition est de mettre en place des partenariats efficaces entre acteurs publics/privés/académiques/associatifs et des outils de mise en œuvre de des actions.
6. Good Knowledge : focus sur la connaissance et la transparence des données. Le but est de disposer des outils et des ressources nécessaires pour assurer une évaluation performante de la

politique de mobilité.

Considérant que l'ensemble des actions prévues pour chacun de ces focus sont reprises et détaillées dans le plan sous forme de fiches-actions et contient, pour chaque fiche:

- l'objectif de l'action,
- les mesures à mettre en œuvre,
- les acteurs concernés,
- des indicateurs de suivi
- les ressources (budgétaires, humaines, réglementaires, et techniques) nécessaires ;

Considérant que le plan est également accompagné de cartes « multi-modales » introduisant la nouvelle spécialisation des voiries selon le mode de déplacement ;

Considérant l'avis proposé ci-joint ;

DECIDE :

D'approuver l'avis repris en pièce jointe ;

De transmettre cet avis à Bruxelles Mobilité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 19 votes positifs, 7 votes négatifs, 7 abstentions.

Non : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Yves Roland.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Nabil Boukili, Mustapha Al Masude, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Mobiliteit – Ontwerp van Gewestelijk Mobiliteitsplan – Advies.

DE RAAD,

Gelet op het ontwerp van Gewestelijk Mobiliteitsplan;

Gelet op de brief van Brussel Mobiliteit waarin het een officieel advies vraagt over het ontwerp van Gewestelijk Mobiliteitsplan tegen uiterlijk 17 oktober 2019;

Overwegende dat de gemeenten betrokken werden bij de co-constructie van het ontwerp van Gewestelijk Mobiliteitsplan;

Overwegende dat het ontwerp bestaat uit 6 focussen:

1. Good Neighbourhood: focus op de organisatie van de mobiliteit in de wijken (invoering van verkeersluwe wijken) waarbij de levenskwaliteit, de kwaliteit van de openbare ruimte wordt verbeterd en voorrang wordt gegeven aan de woonfunctie.
2. Good Network: focus op de vervoersnetwerken. De doelstelling bestaat erin een beter evenwicht te herstellen tussen de auto en de andere verplaatsingswijzen.
3. Good Service: focus op de mobiliteitsdiensten, namelijk aan de gebruikers een waaier van

- diensten aanbieden die voor een deel van de bevolking de nood aan een eigen auto vervangt.
4. Good Choice: focus op de territoriale en stimuleringsmaatregelen (allerhande reglementen) die tot doel hebben persoonlijke en collectieve keuzes te sturen over hoe zich te verplaatsen zonder aan de individuele vrijheid te raken (bv: kiezen voor de meest geschikte verplaatsingswijze voor de uit te voeren verplaatsingen)
 5. Good Partner: focus op governance. Het is de bedoeling doeltreffende partnerschappen tussen overheidsactoren / privésector / de academische wereld / het verenigingsleven tot stand te brengen en middelen voor de uitvoering van de acties op te zetten.
 6. Good Knowledge: focus op de kennis en de transparantie van de gegevens. De doelstelling bestaat erin te beschikken over de noodzakelijke instrumenten en middelen om een performante evaluatie van het mobiliteitsbeleid te waarborgen.

Overwegende dat alle acties voorzien voor elk van deze focussen opgenomen en gedetailleerd beschreven worden in het plan in de vorm van actie-fiches en, voor elke fiche, het doel van de actie, de uit te voeren maatregelen, de betrokken actoren, opvolgingsindicatoren en de vereiste (budgettaire, menselijke, regelgevende en technische) middelen bevatten;

Overwegende dat het plan tevens gekoppeld is aan “multimodale” kaarten met vermelding van de nieuwe specialisatie van de wegen volgens de verplaatsingswijze;

Overwegende het hierbij gevoegde advies;

BESLIST:

Het advies opgenomen in bijlage goed te keuren;

Dit advies over te maken aan Brussel Mobiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 19 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 7 onthoudingen.

Nee : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Yves Roland.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Nabil Boukili, Mustapha Al Masude, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Monsieur Pierre – De Permentier :

Où est-ce qu'on en est avec la mise en place de la zone 30 ?

La prime piéton, qu'en est-il ?

Monsieur Mugabo :

La zone 30 a été instaurée pendant la précédente législature. Il y a la volonté de la mettre en place sur toutes les voiries communales et des zones 20, comme dans la rue de Lisala, ne sont pas à exclure. La prime piéton est un moyen pour inciter les citoyens à moins utiliser la voiture.

Monsieur Loewenstein :

Je voulais ici saluer la dynamique lancée par la Région en terme de consultation et d'information. La consultation a été très large, des réunions d'information ont été organisées dans toutes les communes à l'attention des riverains, et l'enquête publique sur le projet « Good Move » est encore ouverte

jusqu'au 17 octobre.

Cette méthode dénote complètement de celle de la commune qui préfère décider sans concerter, susciter les mécontentements pour ensuite revenir en arrière.

Si la Région arrive à le faire, pourquoi la commune de Forest, où le lien avec le citoyen est sensé être plus fort, n'est pas capable de le faire ?

Sur le fond,

- je note quelques incohérences entre la position défendue par Ecolo à Forest de celle défendue par Ecolo au Parlement. Je prends notamment l'exemple des primes pour l'achat de vélos électriques : Groen et Ecolo ont déposé une proposition de résolution il y a 2, j'ai pour ma part déposé une proposition d'ordonnance sur le même sujet. Dans l'avis de la commune de Forest, vous privilégiez les achats groupés à ces primes.
- pour ce qui concerne la fin des moteurs thermiques, vous semblez être contre le développement des technologies alternatives comme l'électrique sous prétexte que ces voitures resteront en circulation et ne diminueront donc pas le parc automobile. Nous ne sommes pas d'avis qu'il faut tout faire pour éliminer les voitures individuelles. Elles restent encore utile à certaines personnes...
- une autre belle incohérence est le commentaire de la commune de Forest à l' « Action E.5 : Créer une charte de la participation citoyenne pour accompagner les projets de mobilité et d'espace public ».

Je me permets de citer ce passage tellement il est d'actualité et caractéristique de votre manière de gérer la commune : *« Nous soulignons positivement cette fiche. Toutefois, la participation citoyenne ne peut pas uniquement se faire au niveau régional mais doit également être portée au niveau local. »*

Très bien, mais pourquoi vous ne joignez pas les actes à la parole. Vous avez eu dernièrement 2 belles occasions de faire de la participation en matière de mobilité, elle a été nulle.

- Enfin, je note que vous souhaitez que le boulevard de la 2^{ème} Armée britannique soit mis en zone 30, ce qui me semble inopportun dans la mesure où l'objectif est de laisser les grands axes à 50km/h et inciter les automobilistes à les utiliser pour libérer les quartiers résidentiels du trafic de transit et y améliorer la qualité de l'air et de vie.

Au vu de ce qui précède et dans la mesure où je ne sais plus quelle valeur donner à vos avis tant vous faites des grands écarts entre vos positions et vos actes, le groupe DÉFI s'abstiendra.

Monsieur Hacken :

J'acte avec satisfaction que vous ne vous écartez pas beaucoup des grands principes .

De heer Pierre-De Permentier:

Hoe staat het met de implementatie van de zone 30?

Hoe zit het met de voetgangerspremie?

De heer Mugabo:

De zone 30 werd ingevoerd tijdens de vorige legislatuur. De wens bestaat om ze op alle gemeentewegen in te stellen en zones 20, zoals in de Lisalastraat, kunnen niet worden uitgesloten.

De voetgangerspremie is een middel om burgers aan te zetten hun auto minder te gebruiken.

De heer Loewenstein:

Ik wil mijn waardering uitspreken voor de dynamiek die het Gewest op het vlak van raadpleging en informatieverstrekking op gang heeft gebracht. De raadpleging was zeer breed, in alle gemeenten werden er voor de buurtbewoners informatievergaderingen georganiseerd en het openbaar onderzoek over het project "Good Move" loopt nog tot 17 oktober.

Deze methode verschilt volledig van die van de gemeente, die er de voorkeur aan geeft om zonder overleg te beslissen, ontevredenheid op te wekken en vervolgens de klok terug te draaien.

Als het Gewest hierin slaagt, waarom is de gemeente Vorst, waar de band met de burger sterker zou moeten zijn, dan niet in staat dit te doen?

Inhoudelijk

- **stel ik vast dat er enige inconsistenties bestaan tussen het standpunt van Ecolo in Vorst en dat van Ecolo in het Parlement. Ik zou het voorbeeld willen nemen van de premies voor de aankoop van elektrische fietsen: Groen en Ecolo hebben twee jaar geleden een voorstel van resolutie ingediend en ik heb een voorstel van ordonnantie over hetzelfde onderwerp ingediend. In het advies van de gemeente Vorst geeft u de voorkeur aan groepsaankopen boven deze premies.**
- **wat het einde van de verbrandingsmotoren betreft, lijkt u tegen de ontwikkeling van alternatieve technologieën, zoals elektrische auto's, te zijn onder het voorwendsel dat deze auto's in het verkeer zullen blijven en het wagenpark dus niet zullen doen dalen. Wij zijn niet van mening dat alles in het werk moet worden gesteld om individuele auto's te bannen. Ze zijn nog steeds nuttig voor sommige mensen...**
- **een andere mooie incoherentie is de opmerking van de gemeente Vorst bij "Actie E.5: Een handvest opstellen voor burgerparticipatie bij projecten rond mobiliteit en openbare ruimte".**

Ik zou deze passage willen citeren omdat ze zo actueel en kenmerkend is voor de manier waarop u de gemeente bestuurt: *"We zijn positief over deze fiche. Burgerparticipatie mag echter niet alleen op gewestelijk niveau plaatsvinden, maar moet ook naar het lokale niveau worden gebracht."*

Heel goed, maar waarom voegt u de daad niet bij het woord? U heeft onlangs 2 mooie gelegenheden gekregen om aan participatie inzake mobiliteit te doen, ze was onbestaande.

- **Tot slot stel ik vast dat u wilt dat de Britse Tweedelegerlaan in zone 30 wordt geplaatst, wat mij ongepast lijkt, aangezien het de bedoeling is om de hoofdwegen aan 50 km/u te laten en de automobilisten aan te zetten ze te gebruiken om de woonwijken te bevrijden van het doorgaand verkeer en er de luchtkwaliteit en de leefomstandigheden te verbeteren.**

Gezien hetgeen voorafgaat en omdat ik niet meer weet welke waarde ik moet hechten aan uw adviezen omdat uw standpunten en uw handelingen zo ver uit elkaar liggen, zal de DÉFI-fractie zich van stemming onthouden.

De heer Hacken:

Ik ben blij dat u niet veel afwijkt van de belangrijkste beginselen.

2 annexes / 2 bijlagen

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

20 **Marchés publics – Fourniture d’éléments verticaux de sécuristaion de voirie type Forest (ancien modèle et nouveau) – Engagement de la dépense et paiement de la facture 20190034.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins attribuant le lot 4 du marché « 2017-F-031- Sécurisation des voiries – Lot 4 : élément vertical de sécurisation de voirie – Type Forest (ancien et nouveau modèle) » à Citybel nv, Overijsesteenweg 74 à 1560 Hoeilaart ;

Vu le bon de commande N° 2017/48 (Eng 7371) d’un montant de 26.645,00 € au nom de Citybel nv pour le marché précité ;

Considérant que le bon de commande 2017/48 (Eng 7371) a été clôturé erronément à la demande du service Voiries, lors des derniers reports ;

Vu la facture N° 20190034 datée du 26 avril 2019 de Citybel nv, relative à la livraison du solde des fournitures en lice (potelets) et ce pour un montant de 14.933,82 € TVAC ;

Considérant que la commune de Forest se doit d’honorer cette facture ;

Considérant que le montant de 14.933,82 € est disponible à l’article 421/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2019 où un crédit de 50.000,00 € est inscrit pour l’achat de bancs, potelets, etc... ;

DECIDE:

Art 1 : De prendre en charge la facture 20190034 de Citybel nv, Overijsesteenweg 74 à 1560 Hoeilaart pour un montant de 14.933,82 € TVAC relative à la livraison du solde des fournitures en lice (potelets) du lot 4 du marché « Fourniture d’éléments verticaux de sécuristaion de voirie type Forest (ancien modèle et nouveau). Le bon de commande 2017/48 (Eng 7371) a été clôturé erronément par le service Voiries lors des derniers reports;

Art 2 : D’inscrire la dépense de 14.933,82 € TVAC à l’article 421/741-52/30 du service extraordinaire du budget de l’exercice 2019;

Art 3: De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Levering van verticale wegbeveiligingselementen type Vorst (oud en nieuw model) – Vastlegging van de uitgave en betaling van de factuur 20190034.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen tot gunning van perceel 4 van de opdracht “2017-F-031- Wegbeveiliging – Perceel 4: verticaal wegbeveiligingselement – Type Vorst (oud en nieuw model)” aan Citybel nv, Overijsesteenweg 74 te 1560 Hoeilaart;

Gelet op de bestelbon met nr. 2017/48 (Eng 7371) voor een bedrag van 26.645,00 € op naam van Citybel nv voor de voormelde opdracht;

Overwegende dat de bestelbon 2017/48 (Eng 7371) tijdens de laatste overdrachten verkeerdelijk werd afgesloten op vraag van de dienst Wegenis;

Gelet op de factuur met nr. 20190034 gedateerd van 26 april 2019 van Citybel nv betreffende de levering van het saldo van de overblijvende benodigdheden (paaltjes) en dit voor een bedrag van 14.933,82 € incl. BTW;

Overwegende dat de gemeente Vorst deze factuur wel moet betalen;

Overwegende dat het bedrag van 14.933,82 € beschikbaar is op artikel 421/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 waar een krediet van 50.000,00 € is ingeschreven voor de aankoop van banken, paaltjes, enz...;

BESLIST:

Art 1: De factuur 20190034 van Citybel nv, Overijsesteenweg 74 te 1560 Hoeilaart ten laste te nemen voor een bedrag van 14.933,82 € incl. BTW betreffende de levering van het saldo van de overblijvende benodigdheden (paaltjes) van perceel 4 van de opdracht “Levering van verticale wegbeveiligingselementen type Vorst (oud en nieuw model)”. De bestelbon 2017/48 (Eng 7371) werd tijdens de laatste overdrachten verkeerdelijk afgesloten door de dienst Wegenis;

Art 2: De uitgave van 14.933,82 € incl. BTW in te schrijven op artikel 421/741-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019;

Art 3: De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

21 **Marchés Publics - Marchés publics divers - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour le renouvellement du réseau électrique, des câbles porteurs et des motifs lumineux LED ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 aout 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-F-053 - Illumination 2019: Renouvellement du réseau électrique, des câbles porteurs et des motifs lumineux LED (divers endroits)»; le montant estimé s'élevant à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 520/744-51/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un emprunt ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché pour le raccordement à l'égout Chaussée de Neerstalle 273-275 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 aout 2019 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2019-T-054 - Raccordement à l'égout: Chaussée de Neerstalle 273-275»; le montant estimé s'élevant à 4.958,68 € hors TVA ou 5.823,11 €, 6% TVA comprise, inscrit à l'article 7201/722-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du collège des bourgmestres et échevins :

1. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 aout 2019 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «2019-F-053 - Illumination 2019: Renouvellement du réseau électrique, des câbles porteurs et des motifs lumineux LED (divers endroits)»; le montant estimé s'élevant à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000,00 €, 21% TVA comprise, inscrit à l'article 520/744-51/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un emprunt;
2. Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 aout 2019 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2019-T-054 - Raccordement à l'égout: Chaussée de Neerstalle 273-275»; le montant estimé s'élevant à 4.958,68 € hors TVA ou 5.823,11 €, 6% TVA comprise, inscrit à l'article 7201/722-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten – Verschillende overheidsopdrachten - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, § 3 van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht moet worden gesloten voor de vernieuwing van het elektriciteitsnet, van de draagkabels en van de led-lichtmotieven;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 augustus 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-F-053 – Verlichting 2019: Vernieuwing van het elektriciteitsnet, van de draagkabels en van de led-lichtmotieven (verschillende plekken)”; de raming bedraagt 41.322,31 € excl. BTW of 50.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, is ingeschreven op artikel 520/744-51/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening;

Overwegende dat er een opdracht moet worden gesloten voor de aansluiting op de riolering in de Neerstalsesteenweg 273-275 ;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 augustus 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2019-T-054 – Aansluiting op de riolering in de Neerstalsesteenweg 273-275”; de raming bedraagt 4.958,68 € excl. BTW of 5.823,11 €, 6 % BTW inbegrepen, is ingeschreven op artikel 7201/722-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissingen van het College van burgemeester en schepenen:

1. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 augustus 2019 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2019-F-053 – Verlichting 2019: Vernieuwing van het elektriciteitsnet, van de draagkabels en de led-lichtmotieven (verschillende plekken)”; de raming bedraagt 41.322,31 € excl. BTW of 50.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, is ingeschreven op artikel 520/744-51/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een

lening;

2. Beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 augustus 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2019-T-054 – Aansluiting op de riolering in de Neerstalsesteenweg 273-275"; de raming bedraagt 4.958,68 € excl. BTW of 5.823,11 €, 6 % BTW inbegrepen, is ingeschreven op artikel 7201/722-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en wordt gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

22 **Marchés publics - 2019-T-042 - Réparation et remplacement de vitrage à l'Église Saint-Denis - Application de l'article 249 de la nouvelle loi communale - Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92, (le montant estimé HTVA est inférieur au seuil de 30.000 €);

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 22 août 2019 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2019-T-042 - Réparation et remplacement de vitrage à l'Église Saint-Denis (art. 249)» ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

Art 1 : De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 22 août 2019, décidant :

- de choisir la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « 2019-T-042 - Réparation et remplacement de vitrage à l'Église Saint-Denis (art. 249) », Conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;

- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible;

- de désigner la société Gdalewitch - Vitraux D'art, Avenue de Jette 3 à 1081 Koekelberg, pour le montant d'offre contrôlé de 820,00 € hors TVA ou 992,20 €, 21% TVA comprise;

Art 2 : D'admettre la dépense de 992,20, € 21% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 790/724-60/03 du service extraordinaire du budget 2019 lors de la prochaine modification budgétaire et de

financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2019-T-042 – Herstelling en vervanging van glasramen in de Sint-Denijskerk - Toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamd bedrag excl. BTW is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 augustus 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2019-T-042 – Herstelling en vervanging van glasramen in de Sint-Denijskerk (art. 249)";

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 augustus 2019, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2019-T-042 – Herstelling en vervanging van glasramen in de Sint-Denijskerk (art. 249)" conform artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

- de firma Gdalewitsch - Vitraux D'art, Jettelaan 3 te 1081 Koekelberg, aan te stellen voor het gecontroleerde offertebedrag van 820,00 € excl. BTW of 992,20 €, 21% BTW inbegrepen;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 992,20 €, 21% BTW inbegrepen, en ze tijdens de volgende begrotingswijziging in te schrijven op artikel 790/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 en de uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

23 Marchés publics - 2019-T-057 - Eglise Saint-Augustin: Travaux de maintenance urgents – Exclusivité - Application de l'article 249 de la nouvelle loi communale - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92, (le montant estimé HTVA est inférieur au seuil de 30.000 €);

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 22 août 2019 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2019-T-057 - Eglise Saint-Augustin: Travaux de maintenance urgents (art. 249)» ;

Considérant qu'une demande de subsides auprès de la Direction Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale sera faite ultérieurement ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins ;

DECIDE :

Art 1 : De prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 22 août 2019, décidant :

- de choisir la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché « 2019-T-057 - Eglise Saint-Augustin: Travaux de maintenance urgents (art. 249) », Conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;

- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible;

- de désigner la société ALPIBAT, Rue en Rendarche, 37 à 5350 Ohey, pour le montant d'offre contrôlé de 9.779,09 € hors TVA ou 11.832,70 € 21 % TVA comprise;

Art 2 : D'admettre la dépense de 11.832,70, € 21% TVA comprise et de l'inscrire à l'article de dépense 790/635-51/03 du service extraordinaire du budget 2019 lors de la prochaine modification budgétaire et de financer la dépense par un emprunt;

Art 3 : D'effectuer une demande de subsides auprès de la Direction Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten - 2019-T-057 – Sint-Augustinuskerk: Dringende onderhoudswerken - Exclusiviteit - Toepassing van artikel 249 van de nieuwe gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamd bedrag excl. BTW is lager dan de drempel van 30.000,00 €);

Gelet op artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 augustus 2019 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2019-T-057 – Sint-Augustinuskerk: Dringende onderhoudswerken (art. 249)”;

Overwegende dat er later een subsidieaanvraag ingediend zal worden bij de Directie Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST:

Art 1: Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 augustus 2019, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “2019-T-057 – Sint-Augustinuskerk: Dringende onderhoudswerken (art. 249)” conform artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorzienbare noodzaak;

- de firma ALPIBAT, Rue en Rendarche, 37 te 5350 Ohey, aan te stellen voor het gecontroleerde offertebedrag van 9.779,09 € excl. BTW of 11.832,70 €, 21% BTW inbegrepen;

Art 2: In te stemmen met de uitgave van 11.832,70 €, 21% BTW inbegrepen, en ze tijdens de volgende begrotingswijziging in te schrijven op artikel 790/635-51/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2019 en de uitgave te financieren door een lening;

Art 3: Een subsidieaanvraag in te dienen bij de Directie Monumenten en Landschappen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

24 **Marchés publics – 2019-F-061 - Achat d'une balayeuse électrique - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé

HTVA n'atteint pas le seuil de € 221.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant la nécessité d'acquérir une nouvelle balayeuse pour le service de la propreté ;

Vu le cahier des charges N° 2019-F-061 relatif au marché "Achat d'une balayeuse électrique" établi par le Travaux Publics - Service Voirie ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 165.289,26 hors TVA ou € 200.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'en application de l'article 58 de la loi du 17 juin 2016 l'adjudicateur décide de ne pas diviser le marché en lots pour la raison suivante : le marché de par sa nature (achat d'un seul bien) n'est pas susceptible de faire l'objet de lots différents ;

Considérant que, sous réserve d'approbation des modifications budgétaires par l'autorité de Tutelle, le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 87540/743-53/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside de Bruxelles-Propreté s'élevant à 150.000,00 € (article de recette 87540/665-52/73), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE:

Art 1 : D'approuver le cahier des charges N° 2019-F-061 et le montant estimé du marché "Achat d'une balayeuse électrique", établis par le Travaux Publics - Service Voirie. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 165.289,26 hors TVA ou € 200.000,00, 21% TVA comprise;

Art 2 : De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable;

Art 3 : De ne pas diviser le marché en lots pour la raison suivante : le marché de par sa nature (achat d'un seul bien) n'est pas susceptible de faire l'objet de lots différents;

Art 4 : De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national;

Art 5 : D'inscrire la dépense, sous réserve d'approbation des modifications budgétaires par l'autorité de Tutelle, à l'article 87540/743-53/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 ;

Art 6 : De financer cette dépense par un subside de Bruxelles-Propreté s'élevant à 150.000,00 € (article de recette 87540/665-52/73), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2019-F-061 - Aankoop van een elektrische veegmachine – Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. BTW bereikt de drempel van 221.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende de noodzaak om een nieuwe veegmachine aan te kopen voor de dienst netheid;

Gelet op het bestek met nr. 2019-F-061 betreffende de opdracht “Aankoop van een elektrische veegmachine” opgesteld door de Openbare Werken - Dienst Wegenis;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 165.289,26 € excl. BTW of 200.000,00 € incl. 21% BTW;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat in toepassing van artikel 58 van de wet van 17 juni 2016 de aanbestedende overheid beslist om de opdracht niet op te delen in percelen om de volgende reden: de opdracht zal omwille van haar aard (aankoop van een enkel goed) wellicht niet het voorwerp uitmaken van verschillende percelen;

Overwegende dat, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijzigingen door de Toezichthoudende Overheid, het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 87540/743-53/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019.

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie is van Net Brussel voor een bedrag van 150.000,00 € (artikel van ontvangst 87540/665-52/73), waarbij het overblijvende saldo een lening is ten laste van de gemeente;

BESLIST:

Art 1 : Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2019-F-061 en de raming van de opdracht “Aankoop van een elektrische veegmachine”, opgesteld door de Openbare Werken - Dienst Wegenis. De

lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 165.289,26 € excl. BTW of 200.000,00 € incl. 21% BTW;

Art 2 : De opdracht te gunnen bij wijze van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Art 3 : De opdracht niet op te delen in percelen omwille van de volgende reden : de opdracht zal omwille van haar aard (aankoop van een enkel goed) wellicht niet het voorwerp uitmaken van verschillende percelen;

Art 4 : De opdracht aankondiging in te vullen en te versturen op nationaal niveau;

Art 5 : De uitgave, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijzigingen door de Toezichthoudende Overheid, in te schrijven op artikel 87540/743-53/73 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019;

Art 6 : De uitgave te financieren door een subsidie van Net Brussel voor een bedrag van 150.000,00 € (artikel van ontvangst 87540/665-52/73), en het overblijvende saldo door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Monsieur Pierre – De Permentier :

Je m'étonne du montant très élevé de cette balayeuse.

Monsieur Tahri :

C'est une balayeuse dernier cri, la fiche technique justifie le prix.

De heer Pierre-De Permentier:

Ik ben verbaasd over het erg hoge bedrag van deze veegmachine.

De heer Tahri:

Het is een ultramoderne veegmachine, de technische fiche rechtvaardigt de prijs.

2 annexes / 2 bijlagen

Mustapha Al Masude quitte la séance / verlaat de zitting.

ORGANISATION - ORGANISATIE

Secrétariat - Secretariaat

25 Interpellation concernant les nuisances causées par des sirènes (à la demande de Monsieur Billiet,

Interpellatie betreffende de overlast door sirenes (op vraag van Mijnheer Billiet, gemeenteraadslid)

Monsieur Roberti :

C'est un problème dont souffrent plusieurs quartiers à Forest, principalement autour de la prison et de l'hôpital. Le Fédéral prévoit que les sirènes soient réglées entre 22h et 6h du matin, que ce soit un système sonore différent. Au niveau local, on n'a pas de pouvoir pour réglementer cela.

Monsieur Billiet :

La police respecte la sonorisation imposée, les ambulances pas.

De heer Roberti:

Dit is een probleem dat verschillende wijken in Vorst treft, voornamelijk rond de gevangenis en het ziekenhuis. Op federaal niveau voorziet men dat de sirenes tussen 22u en 6u 's ochtends anders worden afgesteld, dat het een verschillend geluidssysteem is. Op lokaal niveau hebben we geen bevoegdheid om dit te regelen.

De heer Billiet:

De politie respecteert het opgelegde geluidsniveau, de ziekenwagens niet.

2 annexes / 2 bijlagen

Mustapha Al Masude entre en séance / treedt in zitting.

26 Question orale : Questionnaire transmis à l'occasion du Village de la Mobilité (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)

Madame la Secrétaire communale,
Chère Betty,

Je souhaite interpellier le Collège concernant le questionnaire remis aux habitants du quartier Kersbeek lors du Village de la Mobilité à l'occasion de la journée sans voitures. Je m'étonne de la distribution de celui-ci, seulement quelques jours après un conseil communal assez tendu au cours duquel le dossier du verrou Kersbeek a cristallisé les tensions. Pouvez-vous m'éclairer sur les modalités et les buts poursuivis par ce questionnaire.

1. Combien de questionnaires ont été distribués ?
2. Quel est le délai pour introduire le formulaire auprès de la commune ?
3. Qui a été chargé de la réalisation de ce questionnaire et quelles rues sont visées par ce questionnaire ?
4. La question numéro 7 invite le riverain à suggérer des propositions, pourquoi soumettre des idées déjà appliquées ?
5. Pourquoi limiter les suggestions au verrou ou aux boucles de trafic ? Est-ce fondé sur des constats techniques ? Si oui, lesquels ?

D'avance, je vous remercie pour vos réponses.

Mondelinge vraag: Vragenlijst naar aanleiding van het Mobiliteitsdorp (op vraag van Mijnheer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid)

Ik zou het College willen interpellieren aangaande de vragenlijst die de inwoners van de Kersbeekwijk kregen bij het Mobiliteitsdorp in het kader van de autoloze zondag. Dat initiatief is verbazend, slechts enkele dagen na een vrij gespannen gemeenteraad waar het dossier van de afsluiting van Kersbeek de spanning deed oplopen. Kan u toelichting geven bij de modaliteiten en de doelstellingen van de vragenlijst?

1. Hoeveel vragenlijsten werden er uitgedeeld?
2. Hoe veel tijd wordt er gelaten om het ingevulde formulier bij de gemeente te deponeren?
3. Wie werd er belast met de opstelling van de vragenlijst en op welke straten heeft de vragenlijst betrekking?
4. In vraag 7 worden er voorstellen gevraagd: wat is het nut van het aanreiken van ideeën als het reeds uitgevoerd is?
5. Waarom de suggesties beperken tot de afsluiting en de verkeerslussen? Is het gebaseerd op technische vaststellingen? Zo ja, welke?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Monsieur Mugabo :

**Un questionnaire a été utilisé comme technique d'animation, le but était d'apaiser le quartier.
Les services communaux ont été chargés de réaliser le questionnaire.**

De heer Mugabo:

De vragenlijst werd gebruikt als animatietechniek, het doel was de wijk tot bedaren te brengen.

De gemeentediensten werden belast met het opstellen van de vragenlijst.

2 annexes / 2 bijlagen

27 **Interpellation concernant les comptages et le chantier Vivaqua dans le quartier Neptune-Télémaque-Pénélope (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal)**

A la suite de toutes les modifications actuelles sur la voie publique à Forest, j'ai été sollicité par certains habitants du quartier Neptune... La mise en place d'une zone évènement autour de Forest National et le verrou Kersbeek ont ébranlé la confiance d'un très grand nombre de Forestois. Une méfiance certaine règne vis-à-vis de vos décisions et du manque de concertation citoyenne.

Les questions posées par mes voisins concernent deux sujets.

Le premier concerne l'installation de compteurs de passage dans les rues du quartier Neptune. Pourriez-vous m'indiquer quel est le but de cette installation ? Envisagez-vous des travaux de réaménagement ou des modifications des sens de circulation dans le quartier ? Si oui, lesquels ? Quand ? Pendant combien de temps ? Une concertation citoyenne sera-t-elle organisée avant de prendre une décision ? Quand et comment les citoyens seront informés des actions que vous entreprenez ?

Le deuxième concerne les travaux de Vivaqua dans l'avenue Neptune : plusieurs habitants sont fort étonnés de l'agression qu'a subi les arbres. Si ceux-ci ne sont déjà pas tous en bonne santé, ils ont été véritablement amputés de leurs racines durant les travaux de Vivaqua. Le Collège a également été alerté par des habitants. Quelles suites ont été apportées à cette situation ? La pratique utilisée est-elle conforme aux règles de l'art ? Qu'en est-il des conséquences sur la survie de certains arbres ? Une faute a-t-elle été constatée dans le chef de l'entrepreneur ? Dans l'affirmative, sera-t-elle réparée ? De quelle manière ?

De plus, y a-t-il eu un permis délivré par la commune pour effectuer ce type de travaux agressifs sur des arbres ? Un habitant forestois doit recevoir une autorisation de la commune avant d'élaguer ou abattre un arbre dans son jardin. Qu'en est-il dans l'espace public ? Quid de l'impact sur la qualité de l'air qui vous est si chère ? La perte de certains arbres pourrait en effet l'impacter. Quid enfin de l'impact sur la diversité des espèces qui vivent et nichent dans ces arbres ? Quelles sont les actions prises par la commune pour protéger son patrimoine arboré ?

Xavier JANS

Conseiller communal DÉFI

Interpellatie betreffende de tellingen en de werken door Vivaqua in de wijk Neptunus-Telemachus-Penelope (op vraag van Mijnheer Jans, gemeenteraadslid)

Naar aanleiding van de vele recente aanpassingswerken uitgevoerd aan de openbare weg in Vorst, werd ik aangesproken door enkele bewoners van de wijk Neptunus ... De instelling van een evenementzone rond Vorst Nationaal en de afsluiting van Kersbeek hebben het vertrouwen van heel wat Vorstenaren geschonden. Er heerst wantrouwen tegenover uw beslissingen en het gebrek aan overleg met de burgers.

De vragen van mijn burens hebben betrekking op twee onderwerpen.

Het eerste thema is de plaatsing van verkeerstellers in de straten van de Neptunuswijk. Kan u preciseren wat het doel van die installatie is? Overweegt u herinrichtingswerken of veranderingen van rijrichting in de wijk? Zo ja, welke? Wanneer? Hoe lang? Zal er overleg met de burgers georganiseerd worden alvorens een beslissing te nemen? Wanneer en hoe zullen de burgers geïnformeerd worden over de acties die u onderneemt?

Het tweede onderwerp zijn de werken van Vivaqua in de Neptunuslaan: verschillende inwoners zijn verbaasd over de agressieve aanpak van de bomen. Ze zijn al niet in goede gezondheid en verloren veel wortels tijdens de werken van Vivaqua. Omwonenden hebben er ook de aandacht van het College op gevestigd. Welk gevolg werd er hieraan verleend? Is wat daar gebeurde, volgens de regels van de kunst uitgevoerd? Heeft het gevolgen voor de overlevingskansen van bepaalde bomen? Werd er een fout vastgesteld in hoofde van de ondernemer? Zo ja, zal die hersteld worden? Op welke manier?

Heeft de gemeente trouwens een vergunning afgeleverd voor dergelijke ingrijpende werken aan de bomen? Een Vorstenaar moet van de gemeente een toelating krijgen om een boom in zijn tuin te snoeien of om te hakken. Hoe staat het met de openbare ruimte? En wat met de gevolgen voor de luchtkwaliteit die ons zo na aan het hart ligt? Het verlies van bepaalde bomen kan er immers een impact op hebben. Tot slot is er ook de impact op de diversiteit van de diersoorten die in deze bomen leven en nesten bouwen. Welke acties heeft de gemeente ondernomen om haar bomenpatrimonium te vrijwaren?

Xavier JANS
Gemeenteraadslid DÉFI

Madame Père :

En effet, après le passage des impétrants (Vivaqua, Sibelga, télécom,...), nous envisageons la rénovation des voiries Minerve, Neptune, Ulysse, Pénélope et Télémaque...

Dans un premier temps, il avait été envisagé de se limiter à la rénovation des trottoirs et au réasphaltage des rues.

Mais en concertation avec mon collègue Alain Mugabo et les services communaux, nous nous orientons vers un projet plus global qui rentrerait dans le plan triennal 2022.

En ce sens les services sont en train d'analyser les aspects suivants :

- **La mobilité**
- **L'eau**
- **Les arbres**

Pour établir un avant-projet.

Il est évident que nous tenons compte des propositions émises par le comité de quartier lors d'un précédent projet de rénovation.

Nous attendons donc que les services présentent l'avant-projet. Les citoyens seront consultés sur ce projet ainsi que les conseillers communaux.

En ce qui concerne les travaux réalisés à Neptune, ce sont des travaux de pose de câbles. Pour cela, une autorisation de voirie doit être faite via la plateforme OSIRIS (Osiris est donc la plateforme qui permet de coordonner tous les chantiers sur Bruxelles). Cela a été fait.

[Quand faut-il un permis ?

Selon l'article 98 §1 « nul ne peut sans un permis d'urbanisme préalable, écrit et explicite délivré conformément aux dispositions du présent Code : ...

8° abattre, déplacer ou pratiquer toute intervention susceptible de mettre en péril la survie d'un arbre à haute tige... » [8°/1 modifier la silhouette d'un arbre inscrit à l'inventaire visé à l'article 207;]

9° défricher ou modifier la végétation de toute zone dont le Gouvernement jugerait la protection nécessaire; ... »

Rien au niveau de la jurisprudence ne nous dit actuellement ce qu'il faut entendre par « susceptible de mettre en péril la survie » ni par « modifier la silhouette d'un arbre ». le second terme autorisant manifestement quand même les tailles douces.]

Dans le cas qui nous préoccupe, rien n'est prévu au niveau des arbres. Et seul des racines de petites sections ont été touchées par les travaux.

Il faut savoir que les arbres développent différents types de racines :

- des racines qui assurent l'ancrage, explore le sol et constituent la charpente de l'enracinement et
- les racines qui assurent la colonisation et exploitation du sol autour de l'arbre.

Les travaux de terrassement près des arbres ont sectionnés surtout des racines de petites sections qui assurent la colonisation et l'exploitation, les racines d'ancrage n'ont pas été touchées.

Mais afin d'éviter que d'autres types de racines ne soient touchées par le chantier un rappel écrit et oral a été fait à l'entrepreneur.

De plus, suite à une plainte déposée au niveau de la Région , ni Bruxelles Environnement ni l'urbanisme régional n'ont constaté de manquement ou d'infraction.

Mevrouw Père:

Na de werkzaamheden door de nutsbedrijven (Vivaqua, Sibelga, telecom,...) overwogen wij inderdaad de renovatie van de wegen Minerva, Neptunus, Ulysse, Penelope en Telemachus...

Aanvankelijk wilden we ons beperken tot de renovatie van de voetpaden en de herasfaltering van de straten.

Maar in overleg met mijn collega Alain Mugabo en de gemeentediensten richten we ons op een meer globaal project dat opgenomen zou worden in het driejarenplan 2022.

In die zin analyseren de diensten momenteel de volgende aspecten:

- Mobiliteit
- Water

- **Bomen**

Om een voorontwerp op te stellen.

Uiteraard houden we rekening met de voorstellen geformuleerd door het buurtcomité tijdens een voorgaand renovatieproject.

Wij wachten dus op de presentatie van het voorontwerp door de diensten. De burgers zullen over dit project worden geraadpleegd, evenals de gemeenteraadsleden.

De werkzaamheden die in Neptunus worden uitgevoerd, omvatten de plaatsing van kabels. Daarvoor moet een wegenisvergunning worden aangevraagd via het OSIRIS-platform (Osiris is dus het platform dat de coördinatie van alle werven in Brussel mogelijk maakt). Dit is gebeurd.

[Wanneer is er een vergunning nodig?

Volgens artikel 98 §1 "mag niemand zonder een voorafgaande, schriftelijke en uitdrukkelijke stedenbouwkundige vergunning, die is afgeleverd overeenkomstig de bepalingen van onderhavig Wetboek: ...

8° hoogstammige bomen vellen, verplaatsen of ze onderwerpen aan elke ingreep die de overleving van de bomen in het gedrang kan brengen..." [8°/1 het silhouet wijzigen van een boom die is ingeschreven op de bewaarlijst bedoeld in artikel 207;]

9° ontginnen of de vegetatie wijzigen van elk gebied waarvan de bescherming door de Regering nodig wordt geacht; ..."

Niets in de huidige jurisprudentie zegt ons wat er bedoeld wordt met "die de overleving ... in het gedrang kan brengen" noch met "het silhouet wijzigen van een boom". de tweede term laat toch duidelijk zacht snoeien toe.]

In dit geval is er op het gebied van de bomen niets voorzien. En alleen wortels met kleine doorsneden werden geraakt door de werkzaamheden.

Er dient opgemerkt dat bomen verschillende soorten wortels ontwikkelen:

- wortels die instaan voor de verankering, die de bodem verkennen en het geraamte van de verworteling vormen en
- de wortels die zorgen voor de kolonisatie en exploitatie van de grond rond de boom.

De grondwerken in de buurt van de bomen hebben vooral wortels doorgesneden met kleine doorsneden die zorgen voor de kolonisatie en de exploitatie, de ankerwortels werden niet geraakt. Maar om te voorkomen dat andere soorten wortels door de werkzaamheden zouden worden geraakt, werd de aannemer hier schriftelijk en mondeling aan herinnerd.

Bovendien, naar aanleiding van een klacht ingediend bij het Gewest, hebben noch Leefmilieu Brussel noch de gewestelijke dienst stedenbouw nalatigheid of overtredingen vastgesteld.

1 annexe / 1 bijlage

28 Interpellation concernant l'avenir de l'antenne forestoise de Parking.brussels (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal)

Lors du Collège du 22 août dernier, l'échevin de la mobilité a informé ses collègues de l'intention de

Parking.brussels de mutualiser leur antenne espace clientèle pour les trois communes de la zone (Anderlecht, Forest et Saint-Gilles).

Selon les premières informations, la piste d'un espace près de la gare du Midi serait à l'étude.

Si l'on peut comprendre le souhait de mutualiser certains coûts du côté de l'Agence régionale du stationnement qui peine à boucler ses budgets, il est de notre devoir, en tant que commune, de veiller à ce qu'un service de qualité soit assuré pour les Forestois.

Certes, il est possible de réaliser diverses opérations administratives via Irisbox. Cependant, tout le monde n'en a pas la possibilité. Je pense notamment aux personnes plus âgées auxquelles il faut aussi penser.

- Pourriez-vous m'informer de l'état du dossier ?
- Parking.brussels a-t-elle décidé de déménager son antenne de la rue Diederich ? Dans l'affirmative, dans quels délais ?
- Quelle est la position du Collège par rapport à cette situation ?
- Quelles sont les actions qui ont été entreprises par le Collège pour assurer une bonne qualité de services pour les Forestois ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Interpellatie betreffende de toekomst van de Vorstse antenne van Parking.brussels (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid)

Op het College van 22 augustus jl. meldde de schepen bevoegd voor mobiliteit zijn collega's dat Parking.brussels hun antenne klantendienst voor de drie gemeenten van de zone (Anderlecht, Vorst en Sint-Gillis) wil samenvoegen.

Volgens de eerste informatie zou een ruimte bij het Zuidstation als mogelijkheid bestudeerd worden.

Hoewel we begrijpen dat het Gewestelijk Parkeeragentschap - dat het moeilijk heeft om zijn budget rond te krijgen - bepaalde kosten wil bundelen, is het onze plicht als gemeente erover te waken dat de Vorstenaren op een degelijke dienstverlening kunnen rekenen.

Het is weliswaar mogelijk om allerlei administratieve verrichtingen via Irisbox te verrichten. Toch heeft niet iedereen die mogelijkheid. Denk maar aan de bejaarden.

- Kan u een stand van zaken van het dossier geven?
- Heeft Parking.brussels beslist om zijn antenne uit de Diderichstraat te verhuizen? Zo ja, binnen welke termijn?
- Wat is het standpunt van het College ten opzichte van deze situatie?
- Welke acties heeft het College ondernomen om een degelijke dienstverlening te waarborgen voor de Vorstenaren?

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

Monsieur Loewenstein :

Lors du Collège du 22 août dernier, l'échevin de la mobilité a informé ses collègues de l'intention de Parking.brussels de mutualiser leur antenne espace clientèle pour les trois communes de la zone (Anderlecht, Forest et Saint-Gilles).

Selon les premières informations, la piste d'un espace près de la gare du Midi était à l'étude. Il est ensuite apparu que Parking.brussels a trouvé un local à la place Bara. En sa réunion du 29 août, le Collège s'interrogeait sur les possibilités de parking dans les environs. Il marquait son accord de principe à condition que des solutions de parking soient proposées aux visiteurs et que le parking soit gratuit.

Si l'on peut comprendre le souhait de mutualiser certains coûts du côté de l'Agence régionale du stationnement qui peine à boucler ses budgets, il est de notre devoir, en tant que commune, de veiller à ce qu'un service de qualité soit assuré pour les Forestois.

Au départ, le service de stationnement était situé à la chaussée de Bruxelles, dans les locaux du centre technique de l'administration communale. Ensuite, Parking.brussels a demandé de déménager le service à la rue Diederich, à la frontière avec la commune de Saint-Gilles. Aujourd'hui, on constate que l'Agence va un pas, et quelques kilomètres plus loin, en proposant une antenne commune aux Anderlechtois, Saint-Gillois et Forestois qui risquent tous les trois de ne pas être heureux de cette nouvelle implantation.

Pour rappel, la commune a délégué sa gestion du stationnement à l'Agence pour un mieux, notamment financier, pas pour que la qualité du service à la population forestoise soit ébranlée. Certes, il est possible de réaliser diverses opérations administratives via Irisbox. Cependant, tout le monde n'en a pas la possibilité. Je pense notamment aux personnes plus âgées auxquelles il faut aussi penser.

- Pourriez-vous m'informer de l'état du dossier ?
- Parking.brussels a-t-elle décidé de déménager son antenne de la rue Diederich ? Dans l'affirmative, dans quels délais ?
- Quelle est la position du Collège par rapport à cette situation ?
- Quelles sont les actions qui ont été entreprises par le Collège pour assurer une bonne qualité de services pour les Forestois ? Quelles suites ont été données à votre accord du 29 août sous conditions ?

Monsieur Mugabo :

Le collègue a demandé à Parking.brussels d'assurer le parking gratuit pour les forestois et qu'il y aurait une prise en charge différenciée par rapport au nombre d'habitants de chaque commune. Il n'y aura pas de renon des baux, le bail de l'antenne Albert se termine en septembre 2020. Il est proposé de tenir une permanence dans les locaux de la commune.

Monsieur Ghysels :

La place Bara n'est pas facile d'accès. C'est le rôle du collègue à garder une antenne facile d'accès.

De heer Loewenstein:

Op het College van 22 augustus jl. meldde de schepen bevoegd voor mobiliteit zijn collega's dat Parking.brussels hun antenne klantendienst voor de drie gemeenten van de zone (Anderlecht, Vorst en Sint-Gillis) wil samenvoegen.

Volgens de eerste informatie werd er een ruimte bij het Zuidstation als mogelijkheid bestudeerd. Vervolgens bleek dat Parking.brussels een locatie had gevonden op het Baraplein. Tijdens de vergadering van 29 augustus stelde het College zich vragen over de parkeermogelijkheden in de omgeving. Het gaf zijn principeakkoord op voorwaarde dat er parkeeroplossingen worden aangeboden aan de bezoekers en dat het parkeren gratis is.

Hoewel we begrijpen dat het Gewestelijk Parkeeragentschap - dat het moeilijk heeft om zijn budgetten rond te krijgen - bepaalde kosten wil bundelen, is het onze plicht als gemeente erover te waken dat de Vorstenaren op een degelijke dienstverlening kunnen rekenen.

Aanvankelijk was de parkeerdienst gevestigd aan de Brusselsesteenweg, in de lokalen van het technisch centrum van het gemeentebestuur. Vervolgens vroeg Parking.brussels om de dienst te verhuizen naar de Diderichstraat, op de grens met de gemeente Sint-Gillis. Vandaag stellen we vast dat het Agentschap nog een stapje, en enkele kilometers, verder gaat, door een gemeenschappelijke antenne voor te stellen voor de inwoners van Anderlecht, Sint-Gillis en Vorst, die alle drie niet blij dreigen te zijn met deze nieuwe vestiging.

Ter herinnering, de gemeente heeft het parkeerbeheer gedelegeerd aan het Agentschap voor een betere, onder meer financiële, werking, niet om de kwaliteit van de dienstverlening aan de Vorstse bevolking te ondermijnen.

Het is weliswaar mogelijk om allerlei administratieve operaties via Irisbox te verrichten. Toch heeft niet iedereen die mogelijkheid. Denk maar aan de bejaarden.

- Kan u een stand van zaken van het dossier geven?**
- Heeft Parking.brussels beslist om zijn antenne uit de Diderichstraat te verhuizen? Zo ja, binnen welke termijn?**
- Wat is het standpunt van het College ten opzichte van deze situatie?**
- Welke acties heeft het College ondernomen om een degelijke dienstverlening te waarborgen voor de Vorstenaren? Welk gevolg werd er gegeven aan uw akkoord van 29 augustus onder voorwaarden?**

De heer Mugabo:

Het college heeft aan Parking.brussels gevraagd gratis parkeergelegenheid te bieden aan de Vorstenaren en een gedifferentieerde dienstverlening te voorzien in verhouding tot het aantal inwoners van elke gemeente. Er zullen geen huurovereenkomsten opgezegd worden, het huurcontract van de Albert-antenne loopt af in september 2020. Er wordt voorgesteld een permanentie te houden in de lokalen van de gemeente.

De heer Ghysse:

Het Baraplein is niet makkelijk toegankelijk. Het is de taak van het college om een gemakkelijk toegankelijke antenne te behouden.

1 annexe / 1 bijlage

29 **Interpellation concernant le « Marais Wiels » (à la demande de Madame Rakovsky, conseillère communale) (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre, cher.e.s membres du Collège,

Je souhaite faire référence à l'actualité concernant le « Marais Wiels »

Pour poser le contexte, il y a 11 ans des travaux d'un projet de construction initié en 2008 puis abandonnés ont eu comme conséquence une fuite de la nappe phréatique. De ce malheureux - ou heureux! - accident s'est développé au fil du temps un Marais, dénommé aujourd'hui le "Marais Wiels" puisqu'il se situe sur le terrain entre le Brass et le Wiels. Aujourd'hui, c'est tout un écosystème qui s'y est développé. Cet espace a vu depuis 11 ans, naître le développement d'une faune et d'une flore riche et diverse.

En 2017 une demande de permis a été introduite pour la construction d'un projet immobilier. Demande de permis refusée par la commission de concertation. A suivi une seconde demande pour un nouveau projet comptant celui-ci 170 logements où la commission de concertation a également remis un avis négatif en 2018.

A ce jour, cet espace vert fait partie intégrante du quartier Wiels. Il constitue un réel poumon vert dans ce quartier fort dense. Les habitant.e.s se le sont réellement approprié, en se mobilisant pour le préserver des différents projets de construction .

Au cours du temps y ont développées des activités innovantes et fédératrices. Elle poursuivent toutes un objectif commun : la promotion, la gestion et l'animation du site comme espace naturel. Pour exemple :

- des « Crade Party » en vue de nettoyer le lieu
- des balades pour faire découvrir le site ainsi que sa richesse animale et végétale
- des moments créatifs et rectificatifs pour les enfants,
- lieu de créativité artistique

Toutes ces activités s'organisent entre habitants du quartier et sur base de leurs diverses compétences (guides nature, architectes, photographes, musicien.nes,) et bonnes volontés.

Le Marais Wiels, lieu où chacun.e avec ses compétences, ses intérêts et ses valeurs travaille à un projet commun, de quartier pour une qualité de vie meilleure. Ici, réside un réel élan citoyen prometteur en terme de projet vert solidaire et durable. Ici, il s'agit incontestablement d'une action communautaire qui répond à un besoin social de cohésion et d'émancipation des usager.e.s du quartier. Et c'est à reconnaître avec enthousiasme.

Si les habitants font parler de ce lieu, si nous le reconnaissons comme le fruit de l'implication citoyenne, je me pose les questions suivantes, au vu des dernières actualités :

1. Avez vous une idée claire de la vision de la Région pour ce dernier ?
2. Est-ce que le marais comme espace vert est en danger encore aujourd'hui ?
3. Quelle a été et quelle est notre marge de manœuvre quant à ce projet d'espace vert ?

4. Y a t'il à ce jour des projets de rachat connus ?
5. Est-ce qu'un processus est en cours pour pérenniser ce projet, pour en reconnaître son importance comme espace vert préservé faisant partie intégrante du quartier ?

Interpellatie betreffende het « Wiels moeras » (op vraag van Mevrouw Rakovsky, gemeenteraadslid)
(Aanvullend)

Mijnheer de Burgemeester, beste leden van het College,

Ik zou willen verwijzen naar de actualiteit over het "Wiels moeras".

Om de context te schetsen: 11 jaar geleden hebben de werkzaamheden aan een bouwproject dat in 2008 van start ging en vervolgens werd stopgezet, lekken in de grondwaterspiegel teweeggebracht. Door dit ongeluk - of geluk! - ontstond in de loop der jaren een moeras, dat nu het "Wiels moeras" wordt genoemd, omdat het zich op het terrein tussen Brass en Wiels bevindt. Intussen heeft zich daar een heel ecosysteem ontwikkeld. In de afgelopen 11 jaar is er een rijke en gevarieerde fauna en flora tot stand gekomen.

In 2017 werd een vergunningsaanvraag ingediend voor een vastgoedproject. De vergunning werd geweigerd door de overlegcommissie. Daarna volgde een tweede aanvraag voor een nieuw project met 170 wooneenheden, waarover de overlegcommissie in 2018 ook een negatief advies heeft uitgebracht.

Deze groene ruimte maakt nu integraal deel uit van de Wielswijk. Het is een groene long in de dichtbebouwde wijk. De bewoners nemen het op voor dit terrein en komen in actie om het te beschermen tegen de verschillende bouwprojecten.

In de loop der jaren werden er innovatieve en verenigende activiteiten ontwikkeld. Ze streven allemaal een gemeenschappelijk doel na: de bevordering, het beheer en de animatie van de site als natuurlijke ruimte. Bijvoorbeeld:

- “crade parties” om het terrein op te ruimen
- wandelingen om de site en de rijkdom aan fauna en flora te ontdekken
- creatieve activiteiten voor kinderen
- een plaats voor artistieke creativiteit

Al deze activiteiten worden georganiseerd onder wijkbewoners en op basis van hun verschillende vaardigheden (natuurgids, architect, fotograaf, muzikant, ...) en belangstelling.

Het Wiels moeras, een plek waar iedereen met zijn vaardigheden, interesses en waarden werkt aan een gemeenschappelijk project, een buurtproject voor een betere levenskwaliteit. We zien een reële en veelbelovende dynamiek onder de burgers in de vorm van een groen, solidair en duurzaam project. Het gaat om een gemeenschapsactie die beantwoordt aan een maatschappelijke behoefte aan samenhang en emancipatie van de gebruikers van de wijk. En dat moet toegejuicht worden.

Als de bewoners deze plek in de belangstelling plaatsen, als we ze herkennen als de vrucht van de inzet van de burgers, stel ik mezelf de volgende vragen, gezien het laatste nieuws:

1. Hebt u een duidelijk beeld van de visie van het Gewest op deze laatste?
2. Is het moeras als groene ruimte nog steeds in gevaar?

3. Wat was en is onze manoeuvreerruimte met betrekking tot deze groene ruimte?
4. Zijn er momenteel overnameprojecten bekend?
5. Is er een proces aan de gang om dit project te bestendigen, om het belang ervan te erkennen als beschermde groene ruimte die integraal deel uitmaakt van de wijk?

2 annexes / 2 bijlagen

30 **Interpellation concernant le site du marais Wiels (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)**

Messieurs,

Suite à une question posée par le député Van Goidtsnoven du MR en commission du développement territorial du parlement bruxellois ce lundi, nous avons appris que le projet immobiliser de JCX Immo sur le site du marais Wiels était suspendu. Cette décision conforme celle prise par la commission de concertation de la commune au printemps dernier. C'est une excellente nouvelle dont nous nous réjouissons.

Nous tenons à saluer ici le travail et l'obstination des habitant.e.s qui oeuvrent depuis des mois si pas des années à nettoyer et préserver le site du Marais Wiels, délaissé par JCXImmo. Et cela sans aucun soutien de la commune malgré les demandes répétées, ici et ailleurs.

Nous espérons que cela va changer et que les riverains vont enfin pouvoir compter sur l'appui du collègue communal. En effet, nous avons appris d'une part que JCX immo avait l'intention de revendre le terrain aux autorités publiques et d'autre part que le ministre Pascal Smet soutenait l'idée de faire du Wiels un projet vert et collectif.

Depuis des années, JCXImmo se voit dérouler le tapis rouge et ne subit aucune sanction pour avoir laissé à l'abandon un terrain. Il faut que cela cesse. Aujourd'hui, le promoteur exige un prix exorbitant pour le rachat d'un terrain qu'il a lui-même rendu impropre au projet qu'il voulait développer. C'est insensé.

Nos questions sont donc les suivantes :

- La majorité communale de Forest – sensiblement la même qu'au Parlement bruxellois- va-t-elle interpellier Monsieur Maron, ministre en charge de l'environnement et pousser à ce que la Région rachète le terrain à un prix symbolique ? Si oui, dans quel délai ? Si oui, pouvons-nous attendre que vous fassiez rapport dans ce conseil communal des avancements de cette négociations.
- La majorité communale de Forest s'engage-t-elle à ce que tout projet qui serait développé sur le terrain du Marais Wiels le soit en réelle concertation avec les riverains ?

Merci de vos réponses

Interpellatie betreffende de site van het 'marais Wiels' (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heren,

Naar aanleiding van een vraag van MR-parlementslid Van Goidsenhoven in de commissie territoriale ontwikkeling van het Brusselse Parlement op maandag, vernamen we dat het project van JCX Immo op de site van 'moeras Wiels' opgeschort is. Die beslissing ligt in de lijn van de beslissing van de gemeentelijke overlegcommissie van afgelopen voorjaar. Dat is uitstekend nieuws en het verheugt ons.

Wij danken de buurtbewoners die maanden, zo niet jaren, halsstarrig hebben geijverd voor de sanering en het behoud van de site 'moeras Wiels', die verwaarloosd werd door JCX Immo. En dit zonder enige steun van de gemeente, ondanks herhaalde verzoeken, hier en elders.

Wij hopen dat daar verandering in komt en dat de bewoners eindelijk zullen kunnen rekenen op de steun van het College. Wij hebben namelijk vernomen dat JCX Immo van plan was de grond aan de overheid te verkopen en dat minister Pascal Smet het idee om van Wiels een groen en collectief project te maken, steunde.

Jarenlang kreeg JCX Immo de rode loper uitgerold en werd het niet gesanctioneerd voor de verwaarlozing van het terrein. Dat moet stoppen. Vandaag eist de ontwikkelaar een exorbitante prijs voor de doorverkoop van een terrein dat hij zelf ongeschikt heeft gemaakt voor het project dat hij wilde ontwikkelen. Dat is ongehoord.

Onze vragen zijn dus de volgende:

- Zal de gemeentelijke meerderheid van Vorst - globaal dezelfde als in het Brusselse parlement - minister van Leefmilieu Maron interpellieren en er bij het Gewest op aandringen om de grond over te kopen voor een symbolische prijs? Zo ja, hoe snel? Zo ja, mogen we dan verwachten dat u aan deze gemeenteraad verslag uitbrengt over de voortgang van deze onderhandelingen?
- Verbindt de gemeentelijke meerderheid van Vorst zich ertoe dat elk project dat op het terrein van 'moeras Wiels' wordt ontwikkeld, in echt overleg met de omwonenden zal verlopen?

Dank voor uw antwoorden.

Monsieur Roberti :

Le précédent collègue est parvenu à obliger le promoteur de vendre. Il faut trouver un maximum d'espaces verts pour les jeunes et les moins jeunes. On continuera à veiller à ce que Forest reste le plus vert possible.

Monsieur Spapens :

Le collègue a soutenu les actions citoyennes, la commune a acheté le terrain entre le Brass et le Wiels, alors que 80 logements étaient prévus. Il faut développer la durabilité du site.

De heer Roberti:

Het vorige college is erin geslaagd de promotor te dwingen om te verkopen. We moeten zoveel mogelijk groene ruimten vinden voor jong en oud. We blijven erop toezien dat Vorst zo groen mogelijk blijft.

De heer Spapens:

Het college heeft de burgeracties ondersteund, de gemeente heeft het terrein tussen Brass en Wiels

**gekocht, terwijl er 80 woningen gepland waren.
De duurzaamheid van de site moet worden ontwikkeld.**

2 annexes / 2 bijlagen

31 **Motion concernant la distribution indésirable de cartes de visite par des acheteurs de voitures (à la demande de Monsieur Billiet, conseiller communal) (Complémentaire)**

LE CONSEIL COMMUNAL DE FOREST,

Considérant que pratiquement tous les quartiers de Forest souffrent de la distribution massive de cartes de visite par les marchands de voitures mentionnant : "*Votre voiture nous intéresse / Wij kopen uw auto*".

Considérant que ces cartes sont anonymisées et - en totale contradiction avec la législation en vigueur - qu'elles ne mentionnent pas d'éditeur responsable.

Considérant que ces cartes sont serrées à la vitre côté conducteur, endommageant souvent les joints des voitures plus anciennes.

Considérant que les cartes sont plastifiées et non recyclables.

Qu'elles sont donc particulièrement nuisibles à l'environnement.

Considérant que la grande majorité de ces cartes sont jetées par terre par le destinataire, ce qui charge encore plus les balayeurs communaux.

Considérant que les distributeurs anonymes des cartes jouissent d'une impunité.

Considérant que notre commune voisine, Uccle, a déjà mis un terme à ces pratiques en 2012, via l'introduction de la taxe dissuasive suivante : 250 euros, plus 25 euros par carte de chaque distributeur pris en flagrant délit.

Que depuis l'introduction de cette mesure répressive, les résultats chez nos voisins sont inespérés, et que (dixit Boris Dilliès) : « *Aujourd'hui, 75 % des artères concernées ne font plus l'objet de cette distribution intempestive de petites cartes. Ce qui est important, pour nous, c'est le flagrant délit. Là, c'est difficile dans la mesure où il n'y a aucune adresse sur ces cartes ni éditeur responsable. Et que les numéros de GSM utilisés sont en fait des cartes prépayées.* » (Source : https://www.rtbf.be/info/regions/detail_uccle-taxe-les-marchands-de-voitures-et-leurs-cartes-de-visite-deposees-a-la-sauvette?id=7821363)

Considérant qu'il découle de l'exemple d'Uccle que les distributeurs se passent le mot et s'adaptent en se déplaçant simplement vers d'autres communes bruxelloises, Forest étant apparemment en tête de liste.

Considérant que Forest est l'une des communes bruxelloises où ces distributeurs anonymes peuvent apparemment continuer à tenter leur chance vu l'absence totale d'action.

DÉFEND :

- l'implication d'une équipe d'agents communaux autorisés à verbaliser, en vue de détecter et, surtout, de prendre en flagrant délit les distributeurs de ces cartes ;
- l'établissement sur place d'un procès-verbal afin d'établir l'identité de ces distributeurs ;
- l'imposition sur place d'une amende d'au moins le même montant que dans notre commune voisine (soit 250 euros, à majorer de 25 euros par carte distribuée) ;
- la vérification de l'identité du numéro de GSM mentionné sur ces cartes.

DEMANDE

- de prendre note des actions susmentionnées et :
 - • de demander au Collège de modifier le règlement communal avec effet immédiat et d'y inclure explicitement la distribution des cartes de visite susmentionnées en tant que catégorie distincte sous la rubrique « taxe sur la pollution de la voie publique » ;
 - • de demander au Collège, compte tenu de l'impact sur l'environnement et de la nuisance, d'appliquer au moins les mêmes taux de taxes qu'à Uccle ;
 - • dans le même ordre d'idées, de demander au Collège de faire de la lutte contre les dépliants publicitaires indésirables une priorité dans le cadre de sa gestion de la propreté publique.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Motie betreffende de ongewenste verdeling van visitekaartjes van auto-opkopers (op vraag van Mijnheer Billiet, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

DE GEMEENTERAAD VAN VORST,

Overwegende dat zo goed als alle wijken van Vorst geplaagd worden door de massale verdeling van kaartjes van auto-opkopers met de vermelding: "*votre voiture nous intéresse/ wij kopen uw auto*".

Overwegende dat deze kaartjes ge-anonimiseerd zijn en - geheel in strijd met de van kracht zijnde wetgeving- geen Verantwoordelijke Uitgever (V.U.) vermelden.

Overwegende dat deze kaartjes vastgepind worden op de zijruit van de bestuurder en zodoende vaak schade aan de dichtingen van oudere wagens veroorzaken.

Overwegende dat deze kaartjes geplastificeerd en niet-recycleerbaar zijn.

Dat deze bijgevolg bijzonder schadelijk zijn voor het milieu.

Overwegende dat het overgrote deel van deze kaartjes door de bestemming op de grond worden gegooid, wat de gemeentelijke straatvegers nog meer belast.

Overwegende dat de anonieme verdelers van deze kaartjes van een straffeloosheid genieten.

Overwegende dat onze naburige gemeente Ukkel reeds in 2012 paal en perk stelde aan deze praktijken door het volgende ontradend effect: 250 EUR, plus 25 EUR per kaart die van elke op heterdaad betrapte verdeler wordt gevorderd.

Dat sinds de invoering van deze repressieve maatregel de resultaten bij onze burens onverhoopt zijn, en dat (citaat Boris Dilliès): *"Aujourd'hui, 75% des artères concernées ne font plus l'objet de cette distribution intempestive de petites cartes. Ce qui est important, pour nous, c'est le flagrant délit. Là, c'est difficile dans la mesure où il n'y a aucune adresse sur ces cartes ni éditeur responsable. Et que les numéros de GSM utilisés sont en fait des cartes prépayées."* (Bron: https://www.rtbf.be/info/regions/detail_uccle-taxe-les-marchands-de-voitures-et-leurs-cartes-de-visite-deposees-a-la-sauvette?id=7821363)

Overwegende dat uit het voorbeeld van Ukkel verder volgt dat de verdelers elkaar waarschuwen en razendsnel op de ontradende boete inspelen door zich simpelweg naar andere Brusselse gemeentes te verplaatsen, waarbij Vorst blijkbaar de hitlijst aanvoert.

Overwegende dat Vorst één van de Brusselse gemeentes is waar deze anonieme verdelers bij volledig gebrek aan krachtadig optreden hun geluk blijkbaar kunnen blijven beproeven.

VERDEDIGT:

- het inschakelen van een ploeg van gemeentelijke agenten met verbaliserende bevoegdheid tot het opsporen en vooral het op heterdaad betrappen van de verdelers van deze kaartjes ;
- het ter plaatse laten opstellen van een Proces-Verbaal om de identiteit van deze verdelers te achterhalen;
- het ter plaatse opleggen van een boete van minimum dezelfde omvang als in onze naburige gemeente (i.e. 250 EUR, te vermeerderen met 25 EUR per verdeeld visitekaartje).
- het tezelfdertijd controleren van de identiteit van het op deze kaartjes vermelde GSM nummer.

VRAAGT

- om voormelde actiepunten te noteren en:
 - het College te verzoeken om met onmiddellijke ingang een wijziging van het gemeentelijk reglement in te voeren en het verdelen van de voormelde visitekaartjes expliciet en verbatim als aparte categorie in te voegen bij de rubriek "belasting op de vervuiling van de openbare wegen".
 - het College te verzoeken om, rekening houdend met de impact voor het milieu en de overlast, minstens dezelfde boete-tarieven te hanteren als in Ukkel.
 - in dezelfde lijn, het College te verzoeken om de strijd tegen niet-gewenste reclamefolders als prioritair te markeren voor haar Openbare Netheid beheer.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Monsieur Ghysels :

Il s'agit effectivement d'une vraie nuisance mais instaurer des amendes ne servira à rien car souvent les personnes sont insolvables.

Monsieur Loewenstein :

Avant de voter il faudrait trouver le bon moyen de le faire. Ça vaut la peine de revenir avec des éléments concrets au niveau de la commune. Ça peut être discuté au niveau de Brulocalis. Je

propose de voir ce qui est déjà prévu dans nos règlements actuels.

Monsieur Roberti :

Beaucoup de choses ont déjà été faites. Il faut essayer d'avoir un règlement commun avec les 19 communes. Je vous reviendrai.

Monsieur Pierre – De Permentier :

Il serait utile de faire un groupe de travail.

Madame Plovie :

Il y a des règlements qui existent, on ne va pas faire un groupe de travail sur « comment sanctionner les gens qui mettent des cartes sur des voitures ? » !

Monsieur Ghysse :

On peut mener toutes les actions qu'on veut, mais si les personnes sont sans papiers, on ne remonte pas au commanditaire. Quand les personnes sont insolubles, ça ne nous amène à rien, ça ne donnera aucun résultat.

Monsieur Roberti :

On va vous communiquer ce qui existe déjà et voir si ça peut vous satisfaire.

De heer Ghysse:

Dit is inderdaad een echte overlast, maar het invoeren van boetes zal niet helpen omdat deze mensen vaak insolvent zijn.

De heer Loewenstein:

Alvorens tot stemming over te gaan, moet de juiste manier worden gevonden om dat te doen. Het is de moeite waard om terug te komen met concrete elementen op gemeentelijk niveau. Het kan worden besproken op het niveau van Brulocalis. Ik stel voor om te kijken wat er al is voorzien in onze huidige reglementen.

De heer Roberti:

Er is al veel gedaan. We moeten proberen een gemeenschappelijke reglement met de 19 gemeenten tot stand te brengen. Ik kom hierop terug.

De heer Pierre-De Permentier:

Het zou nuttig zijn een werkgroep op te richten.

Mevrouw Plovie:

Er bestaan reglementen, we gaan geen werkgroep oprichten die zich bezighoudt met “het straffen van mensen die kaartjes op auto's plaatsen?”!

De heer Ghysse:

Je kunt doen wat je wilt, maar als deze mensen zonder papieren zijn, ga je de opdrachtgever niet vinden. Wanneer deze mensen insolvent zijn, brengt het ons nergens, het geeft geen enkel resultaat.

De heer Roberti:

Wij zullen u meedelen wat er al bestaat en kijken of het u tevreden kan stellen.

2 annexes / 2 bijlagen

32 **Interpellation concernant le projet immobilier rue Roosendael (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal) (Complémentaire)**

Madame la Secrétaire Communale,
Chère Betty,

Je souhaite interpellier le Collège sur le projet immobilier situé au 121 av. Roosendael.

Depuis plusieurs semaines, l'ampleur de ce projet suscite de nombreuses craintes auprès des riverains. En effet, il vise à démolir le parking de la paroisse Saint-Pie X d'une capacité de 21 places, ainsi que les nombreux arbres à haute-tige présents sur le site. Ce projet doit permettre la création de 23 logements et 2 bureaux, ainsi que 24 places de parking en sous-terrain.

La création de ce parking entraînera la suppression d'un écrin vert dans une rue déjà fortement bétonnée. La taille de l'immeuble pose également question, en effet, ce projet entraînera une perte de luminosité pour de nombreux riverains. Alors que la commission de concertation s'est réunie ce jour (8/10), n'estimez-vous pas qu'il faille freiner la politique de densification à tout prix, surtout lorsqu'elle empiète sur un cadre verdoyant ?

Dans la négative, est-il possible d'inviter le promoteur à réduire la dimension du projet afin de garantir l'âme du quartier et conserver une certaine mesure dans la hauteur des bâtiments de la rue Roosendael du côté du Val des Roses ?

Disposez-vous d'informations quant à l'avenir de l'intérieur d'îlot qui accueillera la paroisse ? Quelles dispositions sont prises pour assurer le parking des membres de la paroisse ?

D'avance je vous remercie pour votre réponse.

Interpellatie betreffende het vastgoedproject Roosendaelstraat (op vraag van Mijnheer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Gemeentesecretaris,
Beste Betty,

Ik wens het College te interpelleren over het vastgoedproject aan de Roosendaelstraat 121.

Sinds enkele weken verontrust de omvang van dit project de omwonenden. Het zal is immers de parking van de parochie van de Heilige Pius X, met een capaciteit van 21 plaatsen, doen verdwijnen en ook de vele hoge bomen op het terrein. In het kader van dit project worden 23 wooneenheden en 2 kantoorruimten gerealiseerd, evenals 24 ondergrondse parkeerplaatsen.

De komst van die parking betekent het einde van een groene ruimte in een reeds dichtbebouwde straat. Ook de grootte van het gebouw roept vragen op, aangezien dit project heel wat omwonenden hun lichtinval zal ontnemen. De overlegcommissie vergadert vandaag (8/10), maar vindt u niet dat we het beleid van verdichting ten koste van alles moeten afremmen, vooral als het onze groene ruimte verdringt?

Zo niet, is het mogelijk om de projectontwikkelaar te vragen om de omvang van het project in te perken, om de ziel van de wijk te vrijwaren en de hoogte van de gebouwen in de Roosendaelstraat aan de kant van Val des Roses te bewaren?

Heeft u informatie over de toekomst van het binnenterrein van het huizenblok waar de parochie zal komen? Welke regelingen werden er getroffen om ervoor te zorgen dat de parochieleden kunnen parkeren?

Alvast bedankt voor uw antwoord.

Monsieur Mugabo :

Un avis défavorable a été émis à l'unanimité.

De heer Mugabo:

Er werd unaniem een ongunstig advies uitgebracht.

2 annexes / 2 bijlagen

Valérie Michaux quitte la séance / verlaat de zitting.

33 **Interpellation concernant le parking des trottinettes électriques partagées (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)**

Chère Betty,

En vue du Conseil communal de ce 8 octobre 2019, je souhaiterais interpellier le Collège, et plus particulièrement l'Echevin de la Mobilité, sur le point suivant : le parking des trottinettes électriques partagées à Forest.

Depuis plusieurs mois, les trottinettes électriques partagées font partie de notre paysage quotidien. Ceci est une bonne chose. Ce moyen de locomotion écologique permet en effet à de nombreuses personnes de se déplacer de manière rapide dans notre commune.

Toutefois, une partie des utilisateurs abandonne leur trottinette où bon lui semble et ce, bien souvent aux risques et périls des piétons, particulièrement les personnes âgées.

Certaines communes bruxelloises ont déjà réagi face à ce problème, d'autres attendent une décision au niveau régional. Pouvez-vous m'indiquer quel sort est actuellement réservé aux véhicules contrevenants? Est-ce ce que Les agents de la paix sont sensibilisés à ce phénomène ? Avez-vous déjà eu des contacts avec les opérateurs ?

Il me revient par ailleurs qu'une réunion englobant notamment la question qui nous occupe et réunissant

opérateurs, communes et zones de police sera organisée par la nouvelle Ministre bruxelloise de la mobilité ce 17 octobre. J'imagine que Forest sera représentée lors de cette réunion. Dans ce cadre, pouvez-vous m'en dire davantage sur votre position. Quelles sont les propositions que vous comptez défendre afin d'améliorer la situation ?

Bien cordialement,

Isabelle Maduda

Interpellatie betreffende het parkeren van gedeelde elektrische steps (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Met het oog op de gemeenteraad van 8 oktober 2019 wens ik het College, meer bepaald de schepen van Mobiliteit, te interpelleren over het parkeren van gedeelde elektrische steps in Vorst.

Sinds enkele maanden zijn gedeelde elektrische steps niet meer weg te denken uit het leven in de stad. Dat is een goede zaak. Deze ecologische verplaatsingswijze stelt heel wat mensen in staat om zich snel te verplaatsen door onze gemeente.

Toch laten sommigen hun step eender waar achter, wat gevaar kan opleveren voor voetgangers, in het bijzonder voor bejaarden.

Bepaalde Brusselse gemeenten hebben al gereageerd op dit probleem, andere wachten op een beslissing van het gewestelijk niveau. Kan u preciseren wat er precies gebeurt met overtreders? Zijn de gemeenschapswachten gevoelig voor dit verschijnsel? Hebt u reeds contact gehad met de operatoren?

Ik heb vernomen dat de nieuwe Bevoegd Minister van Mobiliteit op 17 oktober een vergadering wijdt aan deze kwestie, samen met operatoren, gemeenten en politiezones. Ik veronderstel dat Vorst op die vergadering vertegenwoordigd zal zijn. Kan u me daaromtrent uw standpunt geven? Welke voorstellen wil u doen om de situatie te verbeteren?

Met vriendelijke groeten,
Isabelle Maduda

Monsieur Mugabo :

Le problème se pose dans toutes les communes. Les tentatives d'instaurer des « parkings » pour trottinettes n'ont pas fonctionné, car le but de ces trottinettes est de parcourir des petites distances. A Forest on ne peut pas déterminer des endroits où il y a des plus grandes concentrations de trottinettes. Il y aura bien des représentants de la commune à cette réunion, mais il ne faut pas s'attendre à des miracles.

De heer Mugabo:

Het probleem doet zich in alle gemeenten voor. Pogingen om "parkeergelegenheid" voor steps in te richten hebben niet gewerkt, omdat het doel van deze steps erin bestaat om korte afstanden af te leggen. In Vorst kunnen we geen plekken bepalen waar er hogere concentraties steps zijn. Er zullen

wel degelijk vertegenwoordigers van de gemeente op deze vergadering aanwezig zijn, maar we mogen geen wonderen verwachten.

1 annexe / 1 bijlage

34 **Interpellation concernant la présence de bacs à fleurs sur l'accès de la chaussée de Neerstalle menant à la place Saint-Denis (à la demande de Monsieur Pierre-De Permentier, conseiller communal)**
(Complémentaire)

Madame la Secrétaire communale,
Chère Betty,

Je souhaite interpeller le Collège, et plus précisément l'échevin de la mobilité et l'échevin des Marchés, sur la présence de bacs à fleurs sur l'accès de la chaussée de neerstalle menant à la place St Denis.

Depuis plusieurs années, ces bacs à fleurs empêchent toute circulation vers la Place St Denis. Cette oeuvre du Collège précédent a été réalisé dans des conditions controversées, en l'absence de toute concertation avec les acteurs locaux.

Bien qu'initialement prévu comme « phase-test », cet aménagement fait désormais partie du quotidien du quartier. Si cet aménagement permet de créer une certaine convivialité lors de douces soirées d'été, en hiver, il donne à la place un air inhospitalier, voire sinistre. En outre, le marché du samedi matin souffre de ce manque d'accessibilité. Alors que des consultations devaient être menées, à l'heure où les exposants fuient, ne serait-il pas temps de dresser le bilan de cet aménagement ?

A l'Echevin des Marchés, estimez-vous que le dispositif bacs à fleurs a un impact négatif sur le taux de fréquentation du marché du samedi, et sur le nombre d'exposants ?

Quels sont les résultats définitifs de l'enquête de consultation menée auprès d'eux ?

A l'Echevin de la Mobilité, quand a débuté et quand s'est clôturée la phase-test ? Quels sont ses résultats ?

Au Bourgmestre,

Quelle est l'avis des services de secours sur cet aménagement ? Il y a t'il un rallongement des temps d'intervention ?

Interpellatie betreffende de aanwezigheid van bloembakken op de toegang van de Neerstalsesteenweg naar het Sint-Denijsplein (op vraag van Mijnheer Pierre-De Permentier, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Gemeentesecretaris,
Beste Betty,

Ik zou het College, meer bepaald de schepen van Mobiliteit en de schepen van Markten, willen

interpelleren over de aanwezigheid van bloembakken op de toegang van de Neerstalsesteenweg naar het Sint-Denijsplein.

Die bloembakken voorkomen al enkele jaren dat er verkeer naar het Sint-Denijsplein zou rijden. Het vorige College had deze maatregel laten uitvoeren in controversiële omstandigheden, zonder enig overleg met de lokale actoren.

Hoewel het oorspronkelijk gepland was als testfase, behoort de inrichting intussen tot het dagelijks leven van de wijk. Het is er gezelliger geworden op warme zomeravonden, maar in de winter is het er veeleer onaantrekkelijk en zelfs sinister. Bovendien heeft de markt op zaterdagochtend te lijden onder het gebrek aan bereikbaarheid. Nu marktkramers wegblijven en er overleg zou moeten plaatsvinden, zou dit niet het moment zijn om de balans op te maken van het initiatief?

Vraag aan de schepen van Markten: denkt u dat de bloembakken een negatieve invloed hebben op het aantal kramen en klanten van de zaterdagmarkt?

Wat zijn de eindresultaten van de rondvraag onder hen?

Aan de schepen van Mobiliteit: wanneer begon en eindigde de testfase? Wat zijn er de resultaten van?

Aan de Burgemeester:

wat is het oordeel van de hulpdiensten over deze inrichting? Is de interventietijd toegenomen?

Monsieur Tahri :

Merci Monsieur le Conseiller pour votre question qui a retenu toute mon attention particulière.

Le carrefour concerné par ces installations fait partie des points noirs niveau sécurité routière.

Il fallait agir. Cela s'est fait en concertation, et une étude de satisfaction avait été réalisée après la phase test résultant d'un réel 50/50. Le collège a dès lors tranché.

Lors du Conseil Communal du 2 juillet, le sujet a déjà été abordé. Une demande et un travail avait été demandé au concessionnaire afin qu'une étude tant sur les chalands que marchands soit menée. Celle-ci a été débutée mais vu que nous arrivons à la fin de la concession de Charve, ce travail a été suspendu jusqu'à la désignation du nouveau concessionnaire.

Je n'ai pas de réponse objectivée par une étude mais comme vous, j'entends l'insatisfaction de certains. Je pense qu'il faudra réellement voir les demandes et besoins de chacun et en ressortir des données chiffrées.

Ce travail sera fait, lorsque le concessionnaire sera désigné.

Monsieur Mugabo :

Depuis l'aménagement, il y a moins d'accidents à cet endroit, ce n'est plus un point noir.

Monsieur Spapens :

C'était une phase test et le précédent collège a décidé de maintenir l'aménagement.

De heer Tahri:

Dank u, raadslid, voor uw vraag, die in het bijzonder mijn aandacht heeft getrokken.

Het kruispunt waar deze installaties werden aangebracht, maakt deel uit van de zwarte punten wat betreft de verkeersveiligheid.

Er moest iets gedaan worden. Dit is in overleg gebeurd en na de testfase is er een tevredenheidsonderzoek uitgevoerd waarvan het resultaat een echte 50/50 was. Het college heeft bijgevolg een beslissing genomen.

Tijdens de gemeenteraad van 2 juli werd dit onderwerp reeds besproken. De concessiehouder werd gevraagd een studie uit te voeren zowel bij de klanten als bij de marktkramers. Deze studie werd opgestart, maar aangezien we aan het einde van de concessie van Charve komen, werd dit werk opgeschort totdat de nieuwe concessiehouder is aangesteld.

Ik heb geen objectief antwoord uit een studie, maar net als u hoor ik de ontevredenheid van sommige mensen. Ik denk dat we echt moeten kijken naar ieders eisen en behoeften en daaruit cijfers moeten afleiden.

Dit werk zal worden verricht wanneer de concessiehouder is aangesteld.

De heer Mugabo:

Sinds de inrichting zijn er op deze plaats minder ongelukken, het is niet langer een zwart punt.

De heer Spapens:

Het was een testfase en het vorige college heeft beslist de inrichting te handhaven.

2 annexes / 2 bijlagen

35 Interpellation concernant les pratiques de démarchage des écoles communales après la rentrée scolaire (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Il me revient, pour la deuxième année d'affilée puisque nous en avons déjà discuté il y a 1 an lors de la précédente législature, que certaines de nos écoles communales ont des pratiques quelque peu interpellante dans un environnement qui est supposé être non concurrentiel, du moins je le crois.

Deux semaines après la rentrée des classes, certaines ont contacté des parents qui avaient manifesté de l'intérêt pour y inscrire leur enfant quelques mois plus tôt pour leur signaler qu'ils disposaient pour finir de certaines places vacantes. Pourquoi agissent-elles ainsi?

Leur objectif dans cette démarche n'est clairement pas pédagogique, et c'est là le premier grief que l'on peut faire: faire changer un enfant d'école deux semaines après la rentrée ne peut que le perturber, le forcer à se réadapter à une deuxième nouvelle école, se re-faire des amis, et déjà rattraper un retard si jamais les deux écoles n'ont pas la même approche des matières à enseigner. Par ailleurs, cela n'apporte rien non plus aux enseignants: un élève en plus dans des classes déjà trop chargées, juste pour que la classe soit remplie au maximum, cela n'apportera clairement rien aux enseignants ou aux autres élèves.

L'objectif est du coup uniquement financier: un élève en plus, c'est du financement supplémentaire pour l'école. Sauf que ces moyens financiers se « gagnent » au détriment donc du bien-être de l'élève (même si

c'est avec l'accord des parents qu'il change d'école), au détriment de l'enseignant, mais aussi au détriment de l'école qui perdra un élève et donc du financement, avec comme conséquence parfois, et c'est une situation réelle, que l'école lésée doit licencier une enseignante car elle n'arrive plus à la financer. Avec donc des conséquences pour une classe entière!

Je voudrais donc vous entendre sur ces pratiques: les avez-vous validées? Estimez-vous normal de faire ce genre de démarchage si tard après la rentrée scolaire, tout cela pour quelques moyens financiers limités complémentaires?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Interpellatie betreffende de praktijken van 'klantenwerving' door de gemeentescholen na de start van het schooljaar (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Voor het tweede jaar op rij - we hadden er een jaar geleden in de vorige zittingsperiode al over gesproken - kom ik er weer op terug dat sommige van onze gemeentescholen enigszins interpellierende praktijken toepassen in een omgeving die naar mijn mening niet concurrerend zou mogen zijn.

Twee weken na het begin van het schooljaar namen sommige scholen contact op met ouders die enkele maanden eerder belangstelling hadden getoond voor de inschrijving van hun kind, om hen te laten weten dat er uiteindelijk nog plaatsen vrij waren. Waarom doen ze dat?

Deze aanpak is duidelijk niet pedagogisch en dat is het eerste bezwaar dat kan worden geuit: een kind van school doen veranderen twee weken na het begin van het schooljaar kan hem of haar alleen maar destabiliseren, dwingen om zich aan te passen aan een tweede nieuwe school, andere vrienden te maken en al een achterstand in te halen als de twee scholen de vakken niet op dezelfde manier behandelen. Aan de andere kant levert het ook de leerkrachten niets op: een extra leerling in de toch al overvolle klassen, alleen maar om de klas maximaal te vullen, speelt duidelijk niet in het voordeel van de leerkrachten of de andere leerlingen.

Het doel is dus zuiver financieel: een bijkomende leerling betekent extra financiering voor de school. Behalve dat deze financiële middelen 'verdiend' worden ten koste van het welzijn van de leerling (ook al is het met de instemming van de ouders dat hij of zij van school verandert), ten koste van de leerkracht, maar ook ten koste van de school, die een leerling en dus geld verliest, met als gevolg dat de benadeelde school soms - en dat gebeurt echt - een leerkracht moet ontslaan, omdat ze die niet langer kan financieren. Met gevolgen dus voor een hele klas!

Ik zou daarom graag van u willen horen wat u over deze praktijken denkt: heeft u ze gevalideerd? Vindt u het normaal om dit soort 'leerlingenwerving' zo laat na het begin van het schooljaar te doen, voor een beperkt bedrag aan bijkomende financiële middelen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractie leider cdH

Madame De Ridder :

Les parents sont libres d'inscrire leurs enfants dans l'école de leur choix jusqu'au 15 septembre.

Lorsqu'une classe est complète les enfants sont inscrits sur liste d'attente.

Au moment où une place se libère, les parents reçoivent un courrier. Il y a donc des listes d'attente et les directions remontent dans la liste quand une place se libère.

Le nombre d'enseignants dépend du nombre d'enfants inscrits. Ce sont des règles imposées par la Fédération Wallonie Bruxelles, le Décret impose les règles.

Mevrouw De Ridder:

Ouders zijn vrij om hun kinderen tot 15 september in te schrijven in de school van hun keuze.

Wanneer een klas vol is, worden de kinderen op de wachtlijst geplaatst.

Wanneer er een plaats vrij komt, ontvangen de ouders een brief. Er zijn dus wachtlijsten en de directies volgen de lijst in chronologische volgorde wanneer er een plaats vrij komt.

Het aantal leerkrachten is afhankelijk van het aantal ingeschreven kinderen. Dit zijn regels opgelegd door de Federatie Wallonië-Brussel, het Decreet legt deze regels op.

2 annexes / 2 bijlagen

36 **Interpellation concernant le nouvel organigramme des services communaux (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre,

Le Collège a approuvé récemment un nouvel organigramme de notre administration communale. Il était prévu une présentation de celui-ci en commission réunie, mais cette commission fut annulée.

Pourquoi cette annulation? Et quand pourrions-nous assister à une présentation de cet organigramme et aux objectifs qui sous-tendent l'adoption de celui-ci?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Le point est reporté.

Interpellatie betreffende het nieuwe organigram van de gemeentediensten (op vraag van Mijnheer

Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Het College heeft onlangs een nieuw organigram voor ons gemeentebestuur goedgekeurd. Er was een presentatie van gepland in de verenigde commissie, maar die vergadering werd geannuleerd.

Waarom deze annulering? En wanneer krijgen we een presentatie van het organigram en de doelstellingen die ten grondslag liggen aan de invoering ervan?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractie leider cdH

Het punt wordt verdaagd.

2 annexes / 2 bijlagen

37 **Interpellation concernant la poursuite ou l'abandon de la rue scolaire Rue du Mystère et l'extension du dispositif à d'autres écoles (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal)**
(Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Le Collège a très fièrement inauguré la première rue scolaire forestoise en mars dernier sur la rue du Mystère, aux abords des écoles Saint-Denis et Parkschool. Comme pour chaque projet que vous lancez, apparemment, il s'agissait d'un test, mais un test d'une mesure qui je pense doit s'étendre largement là où c'est possible, pour protéger la santé et la sécurité des jeunes Forestois.

Vu la communication faite autour de l'événement, je dois dire que j'avais complètement zappé le fait que ce projet n'était en fait qu'un test de 3 mois. Depuis la rentrée de septembre, la rue est à nouveau ouverte au trafic.

Pouvons-nous vous entendre sur l'évaluation qui, je suppose, a été faite de ce test? Et surtout qu'avez-vous décidé suite à ce test, est-ce que cette rue scolaire va être réinstallée? Si non pourquoi? Vu le peu de passage dans cette artère, je suppose qu'il n'y a eu que très peu de plaintes au sujet du dispositif.

Par ailleurs, avez-vous prévu d'installer dans un futur proche d'autres rues scolaires, et si oui où et quand?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Le point est reporté.

Interpellatie betreffende het al dan niet voortzetten van de schoolstraat Mysteriestraat en de uitbreiding van de voorziening naar andere scholen (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Het College opende in maart jl. met trots de eerste Vorstse schoolstraat in de Mysteriestraat, in de omgeving van de school Saint-Denis en de Parkschool. Zoals bij elk project dat u opstart, ging het blijkbaar om een test, maar een test van een maatregel die naar mijn mening waar mogelijk moet worden uitgebreid om de gezondheid en veiligheid van onze jeugd te beschermen.

Gelet op de communicatie rond het evenement, moet ik zeggen dat het feit dat dit project eigenlijk slechts een drie maanden durende test was, volledig aan mij voorbijging. Sinds het begin van dit schooljaar, in september, is de straat weer opengesteld voor het verkeer.

Kan u ons vertellen over de evaluatie die - veronderstel ik - verricht werd van deze test? En vooral, wat heeft u beslist na afloop van deze test? Wordt de schoolstraat opnieuw ingevoerd? Zo nee, waarom niet? Gezien het beperkte verkeer in die straat, neem ik aan dat er zeer weinig klachten zijn geweest over de voorziening.

Bent u bovendien van plan om in de nabije toekomst andere schoolstraten in te voeren. Zo ja, waar en wanneer?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Het punt wordt verdaagd.

2 annexes / 2 bijlagen

38 Question orale concernant la proposition de marquage du parking pour le marché du samedi (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,

Certains commerçants du marché du samedi Place Saint-Denis vous ont semble-t-il communiqué récemment une proposition afin de ramener davantage de clients sur le marché comme c'était le cas il y a quelques années.

Comme vous êtes opposé à la réouverture de la place les jours de marché comme ils le demandent depuis le début, ils suggèrent que soient installés des panneaux pour flécher l'accès à la Place en voiture par l'arrière via les rues des Abbesses et de la Station. Cette signalétique qui serait d'ailleurs utile également tout le reste de la semaine pour les commerçants et horeca « en dur ».

Qu'avez-vous pensé de cette suggestion? Par ailleurs, qu'en est-il de votre réflexion sur le déplacement de

ce marché sur le Parvis Saint-Denis au lieu de la place?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag over het voorstel van aanduiding van de parking voor de markt op zaterdag (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Sommige handelaars op de zaterdagmarkt op het Sint-Denijsplein hebben u blijkbaar onlangs een voorstel gestuurd om terug meer klanten naar de markt te trekken, zoals een paar jaar geleden nog het geval was.

Omdat u tegen de heropening van het plein op marktdagen bent - wat zij al sinds het begin vragen - stellen zij voor om borden te plaatsen die de toegang tot het plein met de auto langs achteren, via de Abdissen- en de Stationstraat, aangeven. Die bewegwijzering zou ook de rest van de week nuttig zijn, voor de 'vaste' winkeliers en horeca.

Wat vindt u van deze suggestie? En hoe staat het met de denkoefening over de verplaatsing van deze markt naar het Sint-Denijsvoorplein in plaats van op het plein?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Monsieur Tahri :

Merci, Monsieur le Conseiller pour votre proposition qui retient toute mon attention.

Je n'ai pas eu connaissance de cette proposition et j'aimerais dès lors pouvoir la consulter préalablement.

Il est évident que toute idée permettant de mieux orienter les chalands ne peut être que soutenue.

Il reste donc à analyser cette demande, avec le service compétent et ma collègue madame Père, sur la faisabilité de la demande.

J'attends donc les informations afin de vous fournir une réponse plus complète. Mais sur le principe je soutiendrai ce genre d'initiative.

Merci de votre écoute.

De heer Tahri:

Dank u, raadslid, voor uw voorstel, dat mijn volledige aandacht heeft.

Ik was niet op de hoogte van dit voorstel en zou het daarom graag vooraf raadplegen.

Het is duidelijk dat elk idee om het winkelend publiek beter te oriënteren uiteraard zal worden gesteund.

Daarom moet dit verzoek, samen met de bevoegde dienst en mijn collega, mevrouw Père, worden onderzocht op de haalbaarheid ervan.

Ik wacht dus op de informatie om u een volledig antwoord te kunnen geven. Maar in principe zal ik dit soort initiatieven steunen.

Dank voor uw luisterbereidheid.

2 annexes / 2 bijlagen

39 **Question orale concernant la salle de sport en construction dans le Parc du Bempt (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre,

En parallèle à la construction de l'Ecole du Bempt se construit quelques mètres plus loin une salle de sport. Je souhaiterais obtenir quelques éclaircissements sur ce projet, qui est assez flou, en tout cas dans mon esprit:

- A qui sera-t-elle destinée? Uniquement à l'école communale, ou sera-t-elle ouverte aux clubs sportifs et aux groupes, à l'image des autres salles de la commune?
- Quels sports pourront y être pratiqués?
- Si la pratique du foot en salle y sera possible, le terrain respectera-t-il les normes pour que des matchs en compétition au niveau national puissent s'y jouer?
- Quand est-ce que la salle sera terminée et inaugurée?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag over de sportzaal die momenteel gebouwd wordt in het Bemptpark (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Parallel met de bouw van de "Ecole du Bempt" wordt er enkele meters verder een sportzaal gebouwd. Ik zou graag wat verduidelijking willen over dit project, dat - althans in mijn ogen - nogal vaag is:

- Voor wie is de sportzaal bestemd? Alleen voor de gemeenteschool of zal de zaal ook opengesteld worden voor sportclubs en groepen, zoals de andere zalen van de gemeente?
- Welke sporten zullen er beoefend kunnen worden?
- Als zaalvoetbal er mogelijk is, zal het terrein dan voldoen aan de normen zodat er wedstrijden op nationaal niveau kunnen worden gespeeld?
- Wanneer zal de zaal klaar zijn en ingehuldigd worden?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Madame Père :

Nous sommes en train en effet de construire la salle de gymnastique de l'école du Bempt.

Elle sera destinée en priorité aux élèves de l'école du Bempt durant l'année scolaire.

Sous la législature précédente, il a été décidé que les plaines de jeux se dérouleront là également, et on a donc rajouté des caves pour stocker le matériel.

Cela permet aux enfants de pouvoir en profiter tant durant l'années scolaire que durant les congés scolaires.

Les dimensions de la salle sont de 18m sur 36m et nous sommes donc dans les conditions pour effectuer des compétions nationales.

Dans le courant de la rentrée scolaire 2020, les travaux devraient être terminés.

Monsieur Quartassi :

Nous souhaitons avoir en plus de la gymnastique scolaire, les activités suivantes : basket, volley-ball, handball, badminton, danse, futsal (plus restreint), des arts martiaux, gymnastique douce.

Mevrouw Père:

We zijn inderdaad bezig met de bouw van de turnzaal van de Bemptschool.

Gedurende het schooljaar zal deze zaal bij voorrang bestemd zijn voor de leerlingen van de Bemptschool.

Onder de vorige legislatuur werd besloten dat de speelpleinen ook daar zouden plaatsvinden, dus hebben we kelders toegevoegd om het materiaal op te slaan.

Zo kunnen de kinderen er zowel tijdens het schooljaar als tijdens de schoolvakanties van genieten.

De zaal is 18m bij 36m groot en we voldoen dus aan de voorwaarden om nationale wedstrijden te organiseren.

Omstreeks het begin van het schooljaar 2020 zouden de werkzaamheden afgerond moeten zijn.

De heer Quartassi:

Naast turnen op school willen we graag de volgende activiteiten organiseren: basketbal, volleybal, handbal, badminton, dans, futsal (beperkter), vechtsport, zachte gymnastiek.

2 annexes / 2 bijlagen

40 **Question orale concernant le marquage vélo sur l'Avenue du Globe (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre,

L'Avenue du Globe a été récemment réasphaltée, un chantier nécessaire vu l'état de la voirie. Mais les marquages au sol n'ont pas été repeints ensuite, en particulier les sas vélos et les indications vélos le long de l'Avenue (les passages piétons ont bien été peints par contre).

Ma question est dès lors très simple: quand est-ce que ces marquages seront réalisés (car je suppose qu'ils seront refaits pour faciliter la circulation des cyclistes)?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag over de fietsmarkering in de Globelaan (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Onlangs kreeg de Globelaan een nieuwe asfaltlaag. Die werken waren noodzakelijk gezien de staat van de weg. Maar de wegmarkeringen werden daarna niet heraangebracht, met name de fietssluisen en de fietsaanduidingen langs de laan (de voetgangersoversteekplaatsen werden wel geschilderd).

Mijn vraag is dan ook heel eenvoudig: wanneer worden deze markeringen aangebracht (ik veronderstel dat ze zullen worden hersteld om het fietsersverkeer vlotter te laten verlopen)?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Madame Père :

Les marquages seront faits. On a pris du retard mais les intempéries n'aident pas.

Mevrouw Père:

De markeringen zullen worden aangebracht. We lopen achter op schema, en het slechte weer helpt niet bepaald.

2 annexes / 2 bijlagen

41 **Question orale concernant l'achat d'une nouvelle camionnette pour le service prévention (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal) (Complémentaire)**

Monsieur le Bourgmestre,

J'ai appris que le service prévention se voit dorénavant doté d'une nouvelle camionnette, et qu'il s'agirait d'une première au niveau de la Région bruxelloise.

Je voudrais savoir à quoi servira-t-elle concrètement?

Est-ce que cet achat a été subsidié par un autre niveau de pouvoir?

La camionnette est-elle hybride ou fonctionne-t-elle avec un carburant et si oui lequel?

Peut-elle transporter des personnes à mobilité réduite?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag over de aankoop van een nieuwe bestelwagen voor de preventiedienst (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte heer Burgemeester,

Ik heb vernomen dat de preventiedienst nu is uitgerust met een nieuwe bestelwagen en dat dit een primeur zou zijn voor het Brusselse Gewest.

Ik zou graag willen weten waarvoor deze in de praktijk zal worden gebruikt.

Werd de aankoop gesubsidieerd door een ander bestuursniveau?

Is de bestelwagen hybride of rijdt hij op een brandstof en zo ja, welke?

Kan hij mensen met beperkte mobiliteit vervoeren?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Madame El Omari :

Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour votre interpellation. Je relève que mes publications Facebook sont populaires et retiennent votre attention.

Vous m'interpellez au sujet d'un véhicule utilitaire de marque Ford TRANSIT qui a été livré au service de Prévention en août 2018... soit bien avant mon entrée en fonction en tant qu'échevine. L'achat de ce véhicule a été validé par le Collège du 21 décembre... 2017. Le bon de commande a de ce véhicule a été passé le 31 décembre... 2017 !

Comme vous n'êtes pas sans le savoir, le service de Prévention est un service subsidié. Pour pouvoir procéder à cet achat, il a donc fallu obtenir l'aval des pouvoirs subsidiants et motiver cette demande d'achat. En Octobre 2016, la Coordination générale du service de Prévention avait donc présenté sa demande tant à BPS (Région) qu'au SPF Intérieur en avançant des arguments... le principal étant qu'elle puisse aider les gardiens de la paix dans la réalisation de leurs missions.

L'utilisation d'un véhicule doit donc permettre aux gardiens de la paix de pouvoir intervenir rapidement en facilitant leurs déplacements d'un bout à l'autre du territoire communal. Ce véhicule permet le transport de 8 gardiens de la paix et n'est donc pas équipé pour le transport de personnes à mobilité réduite.

Il est également prévu de déposer des gardiens de la paix dans le haut de Forest afin de pouvoir y assurer une couverture des écoles au matin. A ce jour, en tenant compte de leurs horaires actuels, il leur est difficile d'arriver à temps dans le haut de Forest pour pouvoir assurer une couverture de ces écoles.

Il permet également de pouvoir transporter du matériel... (Ex. : transport de bouteilles d'eau auprès de SDF lors de jours de canicule,...).

Les autorités subsidiantes ont validé l'acquisition de ce véhicule utilitaire à hauteur de 50 % chacune.

Les frais liés à l'utilisation de ce véhicule sont eux aussi repris par les pouvoirs subsidiants.

Pour votre parfaite information, la valeur de ce véhicule est de 30.515 €, montant qui a donc été entièrement pris en charge par BPS (Région) et par le SPF Intérieur.

Une fois que la Prévention a été en possession du véhicule, il a fallu procéder à son identification et un « strippage » aux couleurs des gardiens de la paix a été validé par les autorités communales en 2018.

Le strippage a eu lieu récemment... J'ai attendu que le véhicule soit entièrement identifié en tant que véhicule du service des gardiens de la paix pour l'afficher sur Facebook.

Mevrouw El Omari:

Allereerst wil ik u bedanken voor uw interpellatie. Ik merk dat mijn publicaties op Facebook populair zijn en uw aandacht trekken.

U interpelleert mij over een bedrijfsvoertuig van het merk Ford TRANSIT dat in augustus 2018 aan de Preventiedienst werd geleverd.... dus ruim voordat ik de functie van schepen opnam.

De aankoop van dit voertuig werd gevalideerd door het College op 21 december... 2017. De bestelbon voor dit voertuig werd geplaatst op 31 december... 2017!

Zoals u weet, is de Preventiedienst een gesubsidieerde dienst. Om deze aankoop te kunnen doen, was het bijgevolg noodzakelijk de goedkeuring van de subsidiërende overheden te verkrijgen en dit verzoek tot aankoop te motiveren. In oktober 2016 had de Algemene Coördinatie van de Preventiedienst daarom zijn verzoek ingediend zowel bij BPV (Gewest) als bij de FOD Binnenlandse Zaken, waarbij argumenten naar voren werden geschoven... het voornaamste was dat ze de gemeenschapswachten kon helpen bij de uitvoering van hun opdrachten.

Het gebruik van een voertuig moet dus de gemeenschapswachten in staat stellen om snel in te grijpen door hun verplaatsingen van het ene naar het andere eind van het gemeentelijke grondgebied te vergemakkelijken. Dit voertuig maakt het mogelijk 8 gemeenschapswachten te vervoeren en is dus niet uitgerust voor het vervoer van personen met beperkte mobiliteit.

Het is tevens voorzien om gemeenschapswachten af te zetten in hoog Vorst om er 's ochtends voor de veiligheid rond de scholen te zorgen. Tot op heden, rekening houdend met hun huidige uurroosters, is het voor hen moeilijk om op tijd aan te komen in hoog Vorst om te zorgen voor de veiligheid rond deze scholen.

Het maakt het ook mogelijk om materiaal te vervoeren... (Bv.: vervoer van flessen water naar daklozen op hete dagen,...).

De subsidiërende overheden hebben de aankoop van dit bedrijfsvoertuig elk voor 50% gevalideerd. De kosten verbonden aan het gebruik van dit voertuig worden ook gedekt door de subsidiërende overheden.

Ter informatie: de waarde van dit voertuig bedraagt 30.515 €, bedrag dat dus volledig ten laste genomen wordt door BPV (Gewest) en de FOD Binnenlandse Zaken.

Eens de Preventiedienst in het bezit van het voertuig was, moest het geïdentificeerd worden en in 2018 werd een "stripping" in de kleuren van de gemeenschapswachten gevalideerd door de gemeentelijke overheid.

Het strippen vond onlangs plaats... Ik heb gewacht tot het voertuig volledig geïdentificeerd was als voertuig van de gemeenschapswachten alvorens het op Facebook te plaatsen.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes / Comptabilité - Facturation / Cultes - Belastingen / Boekhouding - Facturatie / Erediensten

- 42 Finances – Facturation/Comptabilité – Energie – Adhésion à la Centrale de marchés de l'Intercommunale Interfin pour l'achat d'énergie au profit des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale – Factures de gaz contestées par la Centrale de marchés – Participation à la

défense commune. (Complémentaire)

LE CONSEIL :

Vu sa décision du 24 juin 2014 :

- D'adhérer à la centrale de marchés de l'Intercommunale Interfin pour l'achat d'énergie au profit des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles ;
- D'approuver le règlement régissant cette Centrale de marchés ;

Vu l'article 8.3 du règlement général de la Centrale de marchés de l'Intercommunale Interfin précisant entre autres que celle-ci est également responsable du suivi de l'exécution du marché en ce compris la vérification des factures ;

Vu l'article 10.3 du règlement repris à l'alinéa précédent, précisant que tout contentieux relatif à l'exécution ayant un impact sur les paiements et vice versa sera géré en concertation avec les Parties concernées ;

Considérant que le cahier spécial des charges précise au point 5.8.3. « Paiement » que le Pouvoir Adjudicateur Bénéficiaire n'est pas tenu de payer les montants contestés, au-delà de l'incontestablement dû, jusqu'au règlement du litige ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2019, Antargaz est le fournisseur de gaz pour la Centrale d'achat d'énergie ;

Considérant que Sibelga est liée à l'intercommunale Interfin qui assure, entre autres, la coordination de l'action des communes associées au sein de l'intercommunale Sibelga, le financement de cette intercommunale et la prestation de services au profit de Sibelga (<http://pouvoirs-locaux.brussels/acteurs/les-intercommunales/sibelga>);

Vu les courriels des 25 février 2019, 1^{er} mars 2019 et 5 avril 2019 de Sibelga informant les Partenaires :

- contester le prix unitaire du gaz qu'Antargaz souhaite appliquer aux consommateurs de gaz en 2019 ;
- des factures à payer et des factures à contester ;
- du constat d'autres manquements (mauvaise facturations des acomptes, non-respect des délais de traitement de reprise/remise des contrats ;
- des erreurs d'addition ;
- de l'envoi d'un PV de manquement ;

Vu la demande d'Interfin adressée par courrier du 24 septembre 2019 au Collège des Bourgmestre et Echevins et rappelée le 30 septembre 2019 par mail adressé à Monsieur l'Echevin des Finances :
-de procéder au paiement des montants incontestablement dus, communiqués par le service de Sibelga ;

- De consigner les montants contestés ;
- De contester les factures formellement en utilisant le modèle joint au courrier précité ;
- De confier notre défense aux avocats de Sibelga et d'Interfin, lesquels ont déjà une bonne

connaissance du litige et ce afin d'assurer une défense uniforme et cohérente aux frais d'Interfin.

Considérant qu'il est dans l'intérêt financier de l'administration communale de se rallier à cette défense « commune » et de faire part de cette décision à INTERFIN Association intercommunale coopérative à responsabilité limitée dans les plus bref délais de manière à ce qu'ils puissent organiser une défense commune de tous les bénéficiaires de ce marché ;

Vu l'article 270 de la Nouvelle loi communale précisant : « Le collège des bourgmestre et échevins répond en justice à toute action intentée à la commune. Il intente les actions en référé et les actions possessoires; il fait tous actes conservatoires ou interruptifs de la prescription et des déchéances;

Toutes autres actions dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le collège qu'après autorisation du conseil communal. »;

DECIDE :

- De prendre acte du litige qui oppose la commune de Forest à Antargaz, désigné pour la fourniture de gaz pour la période 2019 par la Centrale de marchés de l'Intercommunale Interfin pour l'achat d'énergie au profit des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale,
- De confier notre défense aux avocats de Sibelga et d'Interfin afin d'assurer une défense uniforme et cohérente aux frais d'Interfin, tant comme demandeur que défendeur ;
- D'engager dans la comptabilité budgétaire les montants contestés et de les reporter jusqu'à ce que le litige soit tranché par décision judiciaire ;
- De faire part de sa décision à INTERFIN SCRL le plus rapidement possible.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Financiën – Facturatie/Boekhouding – Energie – Aansluiting bij de Opdrachtcentrale van de Intercommunale Interfin voor de aankoop van energie ten behoeve van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Gasfacturen betwist door de Opdrachtcentrale – Deelname aan de gezamenlijke verdediging. (Aanvullend)

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 24 juni 2014 om :

- Toe te treden tot de opdrachtcentrale van de Intercommunale Interfin voor de aankoop van energie ten behoeve van de Plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- Het reglement van toepassing op deze Opdrachtcentrale goed te keuren;

Gelet op artikel 8.3 van het algemeen reglement van de Opdrachtcentrale van de Intercommunale Interfin waarin onder meer verduidelijkt wordt dat deze tevens verantwoordelijk is voor de opvolging van de uitvoering van de opdracht met inbegrip van de controle van de facturen;

Gelet op artikel 10.3 van het reglement vermeld in het vorige lid, waarin verduidelijkt wordt dat elk geschi betreffende de uitvoering die een weerslag hebben op de betalingen en omgekeerd in overleg door de betrokken Partijen afgehandeld zal worden;

Overwegende dat het bijzonder bestek in punt 5.8.3. “Betaling” verduidelijkt dat de Begunstigde Aanbestedende Overheid niet verplicht is om de betwiste bedragen te betalen, afgezien van wat onbetwistbaar verschuldigd is, tot de beslechting van het geschil ;

Overwegende dat sinds 1 januari 2019 Antargaz de gasleverancier is van de Aankoopcentrale voor energie ;

Overwegende dat Sibelga verbonden is aan de intercommunale Interfin die onder meer instaat voor de coördinatie van het optreden van de gemeenten binnen de intercommunale Sibelga, de financiering van deze intercommunale en de dienstverlening ten voordele van Sibelga (<http://plaatselijke-besturen.brussels/nl/actoren/de-intercommunales/sibelga>) ;

Gelet op de e-mails van 25 februari 2019, 1 maart 2019 en 5 april 2019 van Sibelga waarin het de Partners informeert :

- de eenheidsprijs te betwisten van het gas dat Antargaz wenst toe te passen op de gasverbruikers in 2019 ;
- over de te betalen facturen en de te betwisten facturen ;
- over de vaststelling van andere tekortkomingen (verkeerde facturaties van de vooruitbetalingen, niet-naleving van de termijnen voor behandeling van de overname/overmaking van de contracten) ;
- over optelfouten ;
- over het versturen van een PV van tekortkoming ;

Gelet op de aanvraag van Interfin op 24 september 2019 per brief gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen en de herinnering per mail van 30 september 2019 gericht aan de heer Schepenen van Financiën :

-Over te gaan tot de betaling van de onbetwistbaar verschuldigde bedragen, meegedeeld door de dienst van Sibelga ;

- De betwiste bedragen te consignereren ;
- De facturen formeel te betwisten door gebruik te maken van het model toegevoegd aan het voornoemd schrijven ;
- Onze verdediging toe te vertrouwen aan de advocaten van Sibelga en van Interfin, die reeds een goede kennis hebben van het geschil en dit ten einde een eenvormige en coherente verdediging op kosten van Interfin te verzekeren;

Overwegende dat het in het financiële belang van het gemeentebestuur is om zich te voegen bij deze “gezamenlijke” verdediging en deze beslissing binnen de kortste termijnen kenbaar te maken aan INTERFIN Coöperatieve Intercommunale vereniging met beperkte aansprakelijkheid opdat deze een

gezamenlijke verdediging van alle begunstigen van deze opdracht zou kunnen organiseren ;
Gelet op artikel 270 van de Nieuwe gemeentewet waarin verduidelijkt wordt: “Bij elke tegen de gemeente ingestelde rechtsvordering treedt het college van burgemeester en schepenen als verweerder op. Het stelt de vorderingen in kort geding en de bezitsvorderingen in; het verricht alle handelingen tot bewaring van recht of tot stuiting van verjaring en van verval;

Alle andere rechtsvorderingen waarbij de gemeente als eiser optreedt, mogen door het college slechts worden ingesteld na machtiging van de gemeenteraad.”;

BESLIST:

- Akte te nemen van het geschil tussen de gemeente Vorst en Antargaz, aangesteld voor de levering van gas voor de periode 2019 door de Opdrachtcentrale van de Intercommunale Interfin voor de aankoop van energie ten behoeve van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
- Onze verdediging toe te vertrouwen aan de advocaten van Sibelga en van Interfin ten einde een eenvormige en coherente verdediging op kosten van Interfin te verzekeren, zowel in de hoedanigheid van aanvrager als van verweerder ;
- De betwiste bedragen vast te leggen in de begrotingsboekhouding en ze over te dragen tot het geschil is beslecht door rechterlijke beslissing;
- Zijn beslissing zo snel mogelijk kenbaar te maken aan INTERFIN CVBA.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Question d'actualité de Monsieur BOUKILI (manifestation du personnel communal de ce jour)

Bonjour,

Dans le cadre de la manifestation du personnel communal aujourd'hui, j'aimerais introduire une question d'actualité.

La question concerne les conditions de travail, et les conditions salariale.

quelles sont les intentions de la commune en matière de revalorisation salariale et d'amélioration des conditions de travail. Les travailleurs, par la voix des syndicats, réclament la suppression du niveau E et l'octroi des chèques-repas entre autres.

Vous aviez fait beaucoup de promesses pendant la campagne. Qu'en est-il de la mise en œuvre concrète?

Dans quel delai?

Nabil Boukili
Député fédéral à la chambre

Vraag over de actualiteit van de heer BOUKILI (manifestatie van het gemeentepersoneel van vandaag)

Hallo,

In het kader van de manifestatie van het gemeentepersoneel vandaag, wil ik graag een actueel onderwerp aansnijden.

De vraag betreft de arbeidsomstandigheden en de loonvoorwaarden.

Wat zijn de intenties van de gemeente op het gebied van loonsverhogingen en verbetering van de arbeidsomstandigheden. De werknemers pleiten via de vakbonden onder andere voor de afschaffing van niveau E en de toekenning van maaltijdcheques.

U heeft tijdens de campagne veel beloftes gedaan. Hoe zit het met de concrete uitvoering daarvan? Binnen welk tijdsbestek?

Nabil Boukili
Federaal volksvertegenwoordiger in de kamer

Monsieur Roberti :

Nous sommes conscients du décalage des salaires des agents de la commune et du CPAS et les agents de la région. Vu l'écart, la mobilité ne peut aller que dans le sens de la commune vers la région, on vit déjà ce phénomène pour l'instant, on espère avoir le soutien de la région pour diminuer cet écart salarial.

Le collège actuel a décidé d'intégrer le complément de prime de fin d'année dans le statut pécuniaire.

Des analyses sont en cours pour la suppression des niveaux E, pour l'impact de la nomination et ou du deuxième pilier de pension. Pour cela nous sommes accompagnés par l'Erap et Ethias. La question des chèques repas peut aussi être étudiée.

Nous allons continuer à interroger la Région, nous voulons être un employeur attractif.

Un travail se fait également au niveau de la conférence des Bourgmestre.

De heer Roberti:

Wij zijn ons bewust van de loonkloof tussen gemeentelijke en OCMW-medewerkers en de medewerkers van het gewest. Gezien de kloof, gaan de personeelsverschuivingen uitsluitend in de richting van de gemeente naar het gewest, we ervaren dit fenomeen nu al, we hopen op de steun van het gewest om deze loonkloof te verkleinen.

Het huidige college heeft besloten om de aanvulling op de eindejaarspremie op te nemen in het

geldelijk statuut.

Er zijn analyses aan de gang voor het schrappen van de E-niveaus, voor de impact van de benoeming en/of de tweede pensioenpijler. Hiervoor worden we begeleid door de GSOB en Ethias. Ook de kwestie van de maaltijdcheques kan worden bestudeerd.

We zullen het gewest blijven ondervragen, we willen een aantrekkelijke werkgever zijn.

Er wordt ook gewerkt op het niveau van de conferentie van de Burgemeesters.

Levée de la séance à 01:30
Opheffing van de zitting om 01:30

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,
Betty MOENS

La Présidente,
De Voorzitster,
Séverine De Laveleye